

Université McGill

C0002806

Appel d'offres public pour travaux de construction (pour) :

**20-062 – Campus centre-ville (Institut neurologique de Montréal),
réaménagement du centre de jour de neurologie**

ÉMIS LE 5 AVRIL 2022

L’Institution royale pour l’avancement des sciences / Université McGill, Propriétaire, ayant son siège au **845, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 2T5**, demande des soumissions pour le projet ci-haut mentionné.

Les documents contractuels pourront être obtenus par l’intermédiaire du Système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) en ligne, en acquittant les frais requis.

Afin de recevoir toutes les informations pertinentes relatives à l’AO, incluant des modifications et les résultats le concernant, et ce dans les meilleurs délais et de manière automatisée, les soumissionnaires doivent souscrire aux alertes de la sous-section « SEAO peut vous envoyer des alertes » du menu « Commander » et activer la fonction « Soyez avisé lorsque ces événements surviennent sur les avis : Lorsque les résultats d’ouverture sont saisis ou lors de la conclusion du contrat » en choisissant dans le menu déroulant le mode d’alerte qui leur convient.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant au Québec un établissement où ils exercent leurs activités de façon permanente, clairement identifié à leur nom et accessible durant les heures normales de bureau ou, lorsqu’un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou territoire visé pour cet accord et détenant la licence requise en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (L.R.Q., chapitre B-1.1).

La collecte et l’utilisation des renseignements personnels et confidentiels s’effectueront dans le cadre de l’application de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), ci-après désignée « Loi sur l’accès », et sous réserve des exceptions qui y sont prévues.

Aux fins de l’évaluation et de la validation des soumissions déposées dans le cadre de cet appel d’offres, des renseignements personnels et confidentiels peuvent être recueillis et transmis par le soumissionnaire tel que le *curriculum vitae* de ses ressources ainsi que certains renseignements d’affaires. Lorsque de tels renseignements sont transmis, ils sont accessibles aux personnes siégeant au comité de sélection, au personnel concerné, ainsi qu’aux représentants concernés.

Une fois le contrat adjugé, lorsqu’un renseignement personnel et confidentiel est recueilli, ce renseignement est accessible à la personne qui doit en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du contrat ou pour s’assurer du respect des obligations qui incombent aux parties, quand celle-ci a la qualité pour le recevoir lorsque ce renseignement est nécessaire à l’exercice de ses fonctions et utilisé aux fins pour lesquelles il a été recueilli ou que la loi autorise son utilisation.

La personne concernée par un renseignement personnel détenu par un organisme public peut y avoir accès et le faire rectifier, le cas échéant.

Heure de clôture

Date et Heure de clôture (heure de l'est)	Se référer à l'information publiée sur le SEAO
---	--

Les soumissions transmises sur support papier concernant le présent appel d'offres doivent être présentées avant l'heure et la date de clôture susmentionnées, à l'adresse suivante pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure:

Université McGill, att. Services de l'approvisionnement
1010, rue Sherbrooke Ouest, 10e étage, Montréal (Québec), H3A 2R7

Les soumissions transmises par voie électronique ne peuvent être effectuées que par l'intermédiaire du système électronique d'appel d'offre du gouvernement du Québec (SEAO), à l'adresse suivante : <https://www.seao.ca>.

À titre de garantie de soumission, seul le cautionnement et la lettre de garantie irrévocable sont acceptés lors de la transmission d'une soumission par voie électronique. Aucune autre forme de garantie n'est acceptée avec ce mode de transmission. Si les documents d'appels d'offres prévoient une autre forme de garantie de soumission, la soumission devra être transmise exclusivement sur support papier.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

L'Université McGill n'est pas tenue de signer un contrat à la suite de l'AO et peut annuler celui-ci à n'importe quel moment avant ou après l'Heure de clôture sans fournir de raison ni de compensation de quelque nature que ce soit pour cette annulation.

En outre, et de façon non-exhaustive, l'Université doit tenir compte du budget, de l'échéancier, de l'impact du contrat sur ses services aux étudiants et de la coordination possible avec d'autres instances décisionnelles (par exemple municipales ou gouvernementales).

Tables des matières

SECTION 1	CONTENU DES DOCUMENTS D’APPEL D’OFFRES	4
SECTION 2	DÉFINITION DES TERMES.....	4
SECTION 3	CONDITIONS PRÉALABLES À LA PRÉPARATION D’UNE SOUMISSION	4
1.	RÉCEPTION DES DOCUMENTS D’APPEL D’OFFRES	4
2.	EXAMEN DES PLANS, DES DEVIS ET DU SITE	4
3.	SÉANCE D’INFORMATION ET VISITE DU SITE.....	5
4.	MODIFICATIONS (ADDENDA) AU CAHIER DES CHARGES	5
5.	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	5
6.	RÈGLES DE PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	6
7.	REJET DES SOUMISSION	8
8.	RETRAIT D’UNE SOUMISSION	8
SECTION 4	RÉCEPTION ET OUVERTURE DES SOUMISSIONS.....	8
9.	DATE ET HEURE LIMITES POUR LA RÉCEPTION DES SOUMISSIONS	8
10.	OUVERTURE DES SOUMISSIONS.....	9
11.	RÉCEPTION RETARDÉE.....	9
SECTION 5	CONDITIONS D’ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONNAIRES.....	9
12.	CONDITIONS D’ADMISSIBILITÉ	9
13.	CONDITIONS À LA CONFORMITÉ D’UNE SOUMISSION	10
14.	TRANSMISSION AUX SOUMISSIONNAIRES DE LA RAISON DU REJET DE LEUR SOUMISSION.....	11
15.	RÉSERVE.....	11
16.	DURÉE DE VALIDITÉ DE LA SOUMISSION.....	11
17.	PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE DE LA SOUMISSION.....	11
18.	GARANTIE DE SOUMISSION, GARANTIE D’EXÉCUTION DES TRAVAUX ET GARANTIE POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES	12
SECTION 6	ADJUDICATION	12
19.	ADJUDICATION	12
20.	COMPENSATION.....	13
21.	PUBLICATION DES RENSEIGNEMENTS.....	13
22.	MONNAIE LÉGALE.....	13
23.	COLLECTE ET UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET CONFIDENTIELS	13
24.	CALENDRIER.....	14

DESCRIPTION DU PROJET

Réaménagement du centre de jour de neurologie (Neuro Day Center) actuel localisé au 2ème étage de l'aile McConnell de l'Institut neurologique de Montréal pour le rendre plus fonctionnel et afin qu'il réponde aux besoins actuels et futurs des opérations et des usagers. Celui-ci comprendra 14 emplacements de traitement.

Les Instructions aux soumissionnaires indiquent la manière de présenter la soumission. Ce document précise également les documents requis à son appui, les exigences d'admissibilité et de conformité de la soumission. Il informe les soumissionnaires du fait que l'appel d'offres et le contrat, éventuellement conclu, sont assujettis aux exigences réglementaires prévues au *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1, r.5) adopté en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1).

SECTION 1 CONTENU DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

Liste des documents d'appel d'offres :

- Document 1 : Instructions aux soumissionnaires
- Document 2 : Plans et devis
- Document 3 : Formulaire de soumission
- Document 4 : Conditions générales et complémentaires

SECTION 2 DÉFINITION DES TERMES

Les définitions contenues à la section 1 des « Conditions générales » s'appliquent aux « Instructions aux soumissionnaires ».

SECTION 3 CONDITIONS PRÉALABLES À LA PRÉPARATION D'UNE SOUMISSION

1. RÉCEPTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

- 1.1 Le soumissionnaire est responsable de la réception de tous les documents inclus à l'Appel d'offres, ce pour lui-même et les sous-traitants, en vue de la préparation de sa soumission et celles de ses sous-traitants.

2. EXAMEN DES PLANS, DES DEVIS ET VISITE DU SITE

- 2.1 Avant de signer sa soumission, le soumissionnaire doit prendre connaissance des conditions générales et complémentaires du présent projet, de même que tous les plans et devis et addenda, pour bien évaluer la portée des travaux à exécuter et la qualité des matériaux à utiliser.

- 2.1.1 Il a la responsabilité de se renseigner sur l'état du site où les travaux seront exécutés, sur la nature des travaux à accomplir et sur les exigences liées au contrat et à son exécution. Il doit examiner attentivement les plans afin de se rendre compte de toutes les conditions locales pouvant affecter l'exécution du contrat tel que décrit dans les documents de soumission. S'il décèle des erreurs ou des omissions sur des plans, ou dans les devis, le soumissionnaire doit en informer immédiatement le Professionnel afin que ce dernier effectue les corrections nécessaires. Par le dépôt de sa soumission, le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance du cahier des charges et en accepte les clauses, charges et conditions.

3. SÉANCE D'INFORMATION ET VISITE DU SITE

3.1 Les soumissionnaires peuvent assister à une séance d'information et à une visite du site lorsque prévue à l'article 3.2. La présence des soumissionnaires est optionnelle.

3.2 Cette visite du site est prévue le **12 avril 2022 à 10 heures**. Le lieu est :

**Institut neurologique de Montréal, Aile McConnell, 2ème étage
Point de rencontre : hall principal du 3801, rue University, Montréal (QC) H3A 1A1**

3.3 Chaque soumissionnaire qui visite le site du projet, le fait à ses frais, pour se rendre compte par lui-même des exigences des travaux et doit obtenir tous les renseignements utiles et vérifier toutes conditions affectant son contrat, car aucun surplus ne sera accordé pour quelque raison que ce soit.

4. MODIFICATIONS (ADDENDA) AU CAHIER DES CHARGES

4.1 Le soumissionnaire doit prendre connaissance des addenda émis relatifs au projet puisqu'ils font partie intégrante des documents contractuels.

4.2 Les addendas pourront être obtenus en ligne par l'intermédiaire du Système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO), aux soumissionnaires qui se sont procuré les documents d'appel d'offres, au moins sept (7) jours calendrier avant la date et l'heure limites de réception des soumissions des entrepreneurs généraux. Ces addendas font partie intégrante des documents contractuels et les coûts afférents doivent être inclus dans la soumission. En cas d'impossibilité pour le Propriétaire de respecter ce délai, ce dernier se réserve le droit de retarder la date et l'heure limites de réception des soumissions d'autant de jours qu'il en faut pour que le délai minimal de sept (7) jours soit respecté.

5. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

5.1 Toutes les demandes de renseignements concernant le présent appel d'offres doivent parvenir électroniquement à:

Publicbid7.procurement@mcgill.ca

5.2 Aucune information verbale n'engage le Propriétaire et ne peut être interprétée comme modifiant le cahier des charges. Les questions ou les demandes d'éclaircissement touchant un élément des documents de l'appel d'offres, incluant toute modification suggérée par les soumissionnaires, doivent être transmises par écrit à l'adresse électronique indiquée à l'article 5.1, au plus tard 3 jours ouvrables avant l'Heure de clôture. Les questions et modifications proposées transmises après cette limite seront ignorées. Toute question doit être transmise électroniquement par le soumissionnaire **UNIQUEMENT** aux services de l'approvisionnement sous peine de voir sa Soumission rejetée le cas échéant.

6. TRAITEMENT DES PLAINTES

6.1 Une plainte peut être formulée auprès de l'Université en suivant la [PROCÉDURE DE TRAITEMENT DES PLAINTES REÇUES DANS LE CADRE DE L'ADJUDICATION OU DE L'ATTRIBUTION D'UN CONTRAT](#) si, après que l'Université eût répondu par addenda (ou eût omis de le faire) à ses demandes de précision ou propositions de modifications, le soumissionnaire considère que les

documents d'appel d'offres prévoient des conditions qui n'assurent pas un traitement intègre et équitable des concurrents, ne permettent pas à des concurrents d'y participer bien qu'ils soient qualifiés pour répondre aux besoins exprimés ou ne sont pas autrement conformes au cadre normatif.

- 6.2 La plainte doit être consignée dans le [FORMULAIRE OBLIGATOIRE DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS](#) et être transmise par courriel au Bureau responsable de l'AO, avec copie à l'adresse RORC@MCGILL.CA.

7. RÈGLES DE PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS

- 7.1 Le soumissionnaire sera entièrement responsable de la livraison de sa soumission suivant les modalités indiquées et, dans le délai prescrit dans l'appel d'offres. Dans ce contexte, la soumission est constituée de tous les documents expressément exigés à l'ouverture : les formulaires à compléter et, lorsque requis, l'autorisation de signature et la garantie de soumission.
- 7.2 La soumission doit être rédigée en français.
- 7.3 La réglementation applicable permet à l'Université McGill d'offrir deux modes de transmission d'une soumission pour cet appel d'offres, le dépôt sur support papier **ou** le dépôt par voie électronique. Le choix du mode de transmission de la soumission est important, puisque la transmission d'une même soumission par voie électronique et sur support papier est réputée être un dépôt de plusieurs soumissions. Ceci entraîne le rejet automatique de toutes les soumissions.

En raison de la situation actuelle liée à la Covid-19, l'Université McGill privilégie grandement la transmission par voie électronique.

Soumission transmise par voie électronique

Si vous n'avez pas encore activé la soumission transmise par voie électronique :

1. Cliquez sur l'onglet « Mon Seao » ou « Mon Constructo » (à la gauche de votre écran), puis appuyez sur « **Soumissions transmises par voie électronique** ».
2. Lire et accepter les conditions d'utilisation de la soumission transmise par voie électronique.
3. Remplir le formulaire intitulé : « Formulaire de documentation concernant la numérisation d'une soumission ». Ce formulaire doit être rempli et signé numériquement par la même personne qui fait la transmission de la soumission par voie électronique dans le SEAO. Il est à noter que l'Offre ne peut pas être signée électroniquement.

Si la soumission transmise par voie électronique a déjà été activée.

1. Indiquez le numéro de l'avis dans l'encadré « **Rechercher un avis** » et sélectionnez l'avis parmi vos résultats.

2. Dans la page « Consulter un avis », vous trouverez le bouton « **Déposer une soumission** » qui vous permettra d'effectuer le dépôt électroniquement au moment choisi. Les documents de la soumission doivent être combinés en un seul fichier de format PDF. La taille maximum permise pour le fichier combiné est de 75 Mo.

La fonction de soumission transmise par voie électronique permet au participant de déposer une soumission en ligne.

Cette fonction offre un environnement complètement sûr : le chiffrement de la soumission transmise par voie électronique s'effectuant directement sur le poste de travail du participant, celui-ci peut exiger un délai de transfert additionnel. Ce délai pouvant varier selon la performance du poste, il est fortement recommandé de déposer la soumission au moins une heure avant la date limite de réception des offres. Ceci permettra également d'effectuer des ajustements en cas d'imprévus et de s'assurer que le fichier PDF a bien été téléversé dans les systèmes du SEAO. Le déchiffrement des données se fait sur le poste de l'Université McGill. Des serveurs sécurisés ont été mis en place spécialement pour le dépôt des documents de réponse. De plus, afin de garantir une équité absolue, les documents ne seront accessibles qu'après l'heure de clôture du projet. Le service à la clientèle du SEAO est à votre disposition pour toute question.

Depuis le 1er juin 2020, une nouvelle mesure est entrée en vigueur pour la transmission des soumissions électroniques au Système électronique d'appels d'offres (SEAO).

En effet, les documents, annexes ou formulaires peuvent désormais être signés numériquement au moyen de tout procédé de signature électronique, dès lors que le nom complet du signataire autorisé ou une marque qui lui est personnelle (signature manuscrite ou tapuscrite, inscrite à l'aide d'un stylet ou d'une souris, etc.) apparaîtra dans l'espace de signature prévu à cette fin. Par exemple, un document comportant une signature tapuscrite, qui consiste à inscrire son nom à l'aide du clavier dans un document Word, sera considéré comme signé.

Malgré le contexte actuel, il est important de rappeler que le cadre législatif et réglementaire continue de s'appliquer. Ainsi, une soumission ou demande de qualification, qu'elle soit papier ou électronique, doit être signée par le participant. De cette façon, si le nom complet du signataire autorisé ou une marque qui lui est personnelle n'apparaît pas dans l'espace de signature prévu à cette fin, le document sera considéré comme non signé, et cela, quel que soit le procédé de signature utilisé (y compris si ce procédé consiste dans l'apposition d'une signature numérique avec clés et certificats).



Pour des questions d'ordre technique touchant la transmission des soumissions par voie électronique, communiquez avec le service à la clientèle du SEAO au numéro 1-866-669-7326.

Soumission transmise sur papier

LE DÉPÔT D'UNE SOUMISSION PAPIER SERA SUR RENDEZ-VOUS SEULEMENT.

En raison de la situation actuelle et dans le but de favoriser la distanciation sociale et pour réduire le nombre de personnes sur nos campus ou qui se rendent sur nos campus, tout soumissionnaire qui envisage de transmettre sa soumission sur support papier doit aviser le bureau chargé de l'AO minimalement trois (3) jours ouvrables avant la date de fermeture de l'avis. Cette mesure est mise en place afin d'assurer la présence d'un représentant du bureau chargé de l'AO sur les lieux pour recevoir la soumission.

Dans le cas d'une soumission transmise sur support papier, le texte, le cas échéant, doit être produit sur un papier de format « 8 ½ po. × 11 po. » ou l'équivalent dans le système international et présenté en mode recto verso.

Le soumissionnaire doit présenter l'original de sa soumission en version imprimée **SANS RELIURE OU BOUDINAGE** comportant tous les documents obligatoires à soumettre (Annexes IS-1 à IS-8 lorsque requises ainsi que les documents requis aux exigences d'admissibilité). De plus, le Soumissionnaire doit remettre une copie numérisée de l'original signé, en format PDF protégé de l'édition, soumise sur une clé USB **SEULEMENT**. Le nom du fichier PDF doit suivre le format suivant : « N^o DE PROJET – FIRME ».

Tous les documents, en version imprimée et numérisée, doivent être remis dans une enveloppe opaque et scellée portant clairement les mentions suivantes :

- Le nom du Soumissionnaire et l'adresse de son bureau permanent;
- La mention « SOUMISSION »
- Le titre de l'appel d'offres et le numéro de projet.

Si une divergence existe entre la version originale papier et la version électronique soumise sur une clé USB, la version originale papier a préséance.

7.4 Les conditions suivantes doivent aussi être respectées :

- 7.4.1 Le soumissionnaire doit utiliser les annexes prévues au Document 3 (Formulaire de soumission) tel quel dans le but de présenter l'information financière sans aucune modification au format de celui-ci.
- 7.4.2 Lors du dépôt de la soumission, toutes les annexes et le(s) formulaire(s) présents au formulaire de soumission doivent être inclus et correctement remplis (aucune annexe ne doit porter la mention à venir/suivre [les prix doivent y être indiqués lorsque l'annexe est applicable/requise]).
- 7.4.3 Le prix doit être ventilé selon l'annexe de ventilation prévue à l'annexe IS - 3 des présentes.
- 7.4.4 Tous les formulaires de soumission doivent être signés lorsque requis.
- 7.4.5 Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission un cautionnement de soumission (annexe IS-7) représentant dix pour cent (10%) de la valeur de sa soumission **incluant les taxes applicables**. Ce cautionnement doit être émis par une institution financière

telle que définie sous l'article 12 du *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics*.

- 7.4.6 Le soumissionnaire doit joindre une lettre d'engagement, émise par une institution financière, institution telle que définie à la section 2, confirmant que si le contrat de construction lui est accordé et qu'il l'accepte, elle émettra un cautionnement d'exécution du contrat et un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, chacun d'une valeur représentant 50% du prix du contrat (prix de soumission **incluant les taxes applicables**). Ces cautionnements seront émis en utilisant les formulaires prévus aux annexes CG-1 et CG-2 du Contrat.

Une autorisation de signer les documents doit accompagner la soumission lorsque le soumissionnaire est une personne morale, une personne faisant affaire sous un autre nom que le sien ou une personne faisant affaire sous son propre nom, mais qui ne signe pas elle-même. Cette attestation est constatée de la façon suivante : par une copie certifiée, de la résolution du soumissionnaire à cet effet. Cette autorisation peut prendre la forme de l'annexe IS - 8.

8. REJET DES SOUMISSIONS

- 8.1 Le Propriétaire n'accepte aucune soumission reçue après la date et l'heure limites fixées dans les documents Les Instructions aux soumissionnaires ou l'avis prévu à l'article 11.1 des présentes.

9. RETRAIT D'UNE SOUMISSION

- 9.1 Le soumissionnaire peut retirer sa soumission en tout temps **avant la date et l'heure limites de réception des soumissions**, sans pour cela aliéner son droit d'en présenter une nouvelle dans le délai fixé.

SECTION 4 RÉCEPTION ET OUVERTURE DES SOUMISSIONS

10. DATE ET HEURE LIMITES POUR LA RÉCEPTION DES SOUMISSIONS

- 10.1 Le soumissionnaire doit faire parvenir sa soumission à l'intérieur du délai fixé dans les documents d'appel d'offres. Toute soumission transmise sur support papier, pour qu'elle soit retenue, devra être reçue dans une enveloppe scellée, à l'heure de clôture et à l'endroit indiqués à la page 1 de ce document.
- 10.2 Toutes les soumissions reçues sur support papier, après ce délai, seront retournées aux soumissionnaires sans avoir été ouvertes.
- 10.3 S'il s'agit d'une soumission transmise par voie électronique, la soumission doit être déposée (chiffrée, transmise, horodatée et sauvegardée sur les serveurs du SEAO) avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions.
- 10.4 L'organisme public ne peut être tenu responsable du trafic internet pour la transmission de sa soumission par voie électronique. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de prévoir un délai supplémentaire pour la transmission de celle-ci.

- 10.5 L'ouverture des soumissions se fera le jour même de la date limite de la réception des soumissions, à l'heure indiquée sur le SEAO ou sous l'invitation de diffusion en direct, à l'adresse indiquée.
- 10.6 Le Propriétaire se réserve le droit de retarder la date et l'heure de clôture pour le dépôt des soumissions. Si la réception et l'ouverture des soumissions ne peuvent avoir lieu à l'endroit ou à la date et à l'heure limites fixées dans l'appel d'offres, elles ont lieu à l'endroit et au moment précisés dans un addenda émis, avant le moment fixé pour la réception des soumissions, aux personnes à qui ont été remises les documents relatifs à l'appel d'offres. Cet addenda est soumis aux règles édictées à l'article 4.

11. OUVERTURE DES SOUMISSIONS

- 11.1 L'Ouverture des Offres sera effectuée par diffusion en direct sur le Web, le représentant du Propriétaire divulgue publiquement, en présence d'un témoin choisi par l'Université McGill, à l'expiration du délai fixé pour la réception des soumissions, le nom des soumissionnaires ainsi que le prix total respectif de leur soumission, sous réserve de vérifications ultérieures.

Pour assister à l'ouverture, cliquer sur l'hyperlien ci-dessous. Celle-ci aura lieu cinq (5) minutes après l'heure de clôture de l'avis.

<https://mcgill.webex.com/mcgill/j.php?MTID=md371de3f558e989be134a60c020f976c>

Toutefois, si l'intégrité d'au moins une soumission transmise par voie électronique n'a pu être constatée lors de l'ouverture, la divulgation du prix total des soumissionnaires s'effectuera seulement lors de la publication du résultat de l'ouverture public des soumissions dans les quatre jours ouvrables dans le système électronique d'appel d'offres approuvé par le gouvernement.

- 11.2 Le Propriétaire rend disponible, dans les quatre jours ouvrables, le résultat de l'ouverture publique des soumissions dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO).

12. RÉCEPTION RETARDÉE

- 12.1 Dans le cas où la réception serait retardée, l'article 9.3 s'applique.

SECTION 5 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONNAIRES

13. CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

Pour présenter une offre de services, les Soumissionnaires doivent établir qu'ils répondent aux conditions d'admissibilité indiquées plus bas et ce, de la manière décrite. Le défaut de respecter l'une de ces conditions rend le Soumissionnaire inadmissible.

- 1° *posséder les qualifications, les autorisations, les permis, les licences, les enregistrements, les certificats, les accréditations et les attestations nécessaires :*

Condition	Preuve d'admissibilité
a) Le soumissionnaire doit être une société dûment constituée et immatriculée en tant que personne morale ou société de personnes (soit une société en nom collectif ou une société en commandite) au sens du Code civil du Québec, à l'exclusion toutefois des sociétés en participation.	Le numéro d'entreprise du Québec ("NEQ") de tout soumissionnaire ayant un établissement où il exerce des activités de façon permanente au Québec sera vérifié par l'Université McGill auprès du Registraire des entreprises du Québec. Une copie certifiée des documents constitutifs (dont, si applicable, le contrat de société) du soumissionnaire et de ses membres, et de tout amendement à ceux-ci, devront être remis avec l'Offre.
b) Chaque soumissionnaire doit détenir une attestation émise par Revenu Québec valide au moment de l'Heure de clôture, confirmant que, à la date qui y figure, le soumissionnaire a produit les déclarations et les rapports qu'il devait produire en vertu des lois fiscales et n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu, notamment lorsque son recouvrement a été légalement suspendu ou lorsque des dispositions ont été convenues avec lui pour en assurer le paiement et qu'il n'est pas en défaut à cet égard. <i>Cette exigence ne s'applique pas au soumissionnaire qui n'a pas, au Québec un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.</i>	Le soumissionnaire doit fournir une copie de l'attestation émise par Revenu Québec. L'attestation doit être valide au moment de l'Heure de fermeture et ne doit pas avoir été délivrée plus de quatre-vingt-dix (90) jours avant cette date. Un soumissionnaire dont l'entreprise est immatriculée au registre des entreprises doit, afin d'obtenir son attestation, utiliser les services en ligne clicSÉCUR - Entreprises. Ces services sont accessibles sur le site Internet de Revenu Québec à l'adresse suivante : https://www.revenuquebec.ca/fr/services-en-ligne/services-en-ligne/demander-une-attestation-de-revenu-quebec/ .
a) Le soumissionnaire doit détenir la licence d'entrepreneur général (1.3 Entrepreneur en bâtiments de tout genre) émise par la Régie du bâtiment du Québec.	Le soumissionnaire doit fournir une copie de la licence d'entrepreneur général (1.3 Entrepreneur en bâtiments de tout genre) émise par la Régie du bâtiment du Québec et comportant les catégories pertinentes à la réalisation des travaux du projet.

2° avoir au Québec ou dans un territoire visé par un accord intergouvernemental applicable, un établissement où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

3° satisfaire à toute autre condition d'admissibilité prévue dans les documents d'appel d'offres :

Condition	Preuve d'admissibilité
a) Ni le soumissionnaire, ni aucun de ses affiliés ni aucun sous-traitant proposé n'est listé sur le Registre des entreprises non admissibles ("RENA") du Québec.	L'Université McGill vérifiera l'admissibilité du soumissionnaire en relation avec cette condition.
b) Dans les deux (2) années précédant l'ouverture des Offres, ni le soumissionnaire, ni aucun de ses membres (dans le cas où le soumissionnaire est un consortium) n'a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par l'Université McGill en relation avec le <i>Règlement sur certains contrats de</i>	L'Université McGill vérifiera l'admissibilité du soumissionnaire en relation avec cette condition.

<i>services des organismes publics</i> (RLRQ c. C-65.1, r.4).	
c) Dans les deux (2) années précédant l'ouverture des Offres, aucun du soumissionnaire, de l'un de ses membres (dans le cas où le soumissionnaire est un consortium), des sous-traitants proposés ou de leurs affiliés respectifs n'a omis de donner suite à une offre ou un contrat.	L'Université McGill vérifiera l'admissibilité du soumissionnaire en relation avec cette condition.
d) Dans les deux (2) années précédant l'ouverture des Offres, aucun du soumissionnaire, de l'un de ses membres (dans le cas où le soumissionnaire est un consortium), des sous-traitants proposés ou de leurs affiliés respectifs n'a vu aucun de ses/leurs contrats, selon le cas, être résilié en raison de son/leur défaut d'en respecter les conditions.	L'Université McGill vérifiera l'admissibilité du soumissionnaire en relation avec cette condition.

14. CONDITIONS À LA CONFORMITÉ D'UNE SOUMISSION

14.1 **Toute soumission comportant l'une des non-conformités suivantes sera jugée non conforme et sera automatiquement rejetée :**

- 14.1.1 Le non-respect de la date et de l'heure limites fixées pour la réception des soumissions et, dans le cas d'une soumission transmise sur support papier, le non-respect de l'endroit prévu pour sa réception.
- 14.1.2 Dans le cas d'une soumission transmise par voie électronique, le fait qu'elle n'ait pas été par l'intermédiaire du système électronique d'appel d'offres ou le fait qu'elle soit inintelligible, infectée ou autrement illisible une fois son intégrité établie par le système électronique d'appel d'offres.
- 14.1.3 L'Offre ne doit comprendre aucune exception, ou être restrictive ou conditionnelle à des stipulations contractuelles du soumissionnaire ou à des facteurs externes qui ne sont pas clairement mentionnés dans l'appel d'offres.
- 14.1.4 La présentation d'une garantie ne respectant pas la forme et les conditions exigées.
- 14.1.5 L'absence d'un document constatant l'engagement du soumissionnaire ou du document relatif au prix soumis et l'absence d'une signature requise d'une personne autorisée sur l'un ou l'autre de ces documents.
- 14.1.6 Le dépôt par un soumissionnaire de plusieurs soumissions pour un même appel d'offres. La transmission d'une même soumission par voie électronique et sur support papier ou par courriel est réputée être un dépôt de plusieurs soumissions. Une seule offre doit être déposée par soumissionnaire en réponse à l'appel d'offres, nonobstant le nombre de fournisseurs auxquels il planifie avoir recours pour remplir ses obligations sous le contrat. L'offre doit être structurée afin que les alternatives et/ou options et/ou éléments facultatifs de la portée demandés par l'appel d'offres soient inclus dans une soumission unique. Le dépôt d'une Offre sur papier ou par courriel ET d'une Offre transmise électroniquement entraîne le rejet automatique des deux Offres.

- 14.1.7 La soumission ne doit pas comporter un prix anormalement bas conformément au chapitre II de la section IV.1 du règlement sur les contrats de travaux de constructions des organismes publics.
- 14.1.8 Le non-respect de toute autre condition de conformité indiquée dans les documents d'appel d'offres comme entraînant le rejet automatique d'une soumission.
 - 14.1.8.1 L'absence d'un document requis suivant l'article 7, paragraphes 7.4.1 à 7.4.6, des « Instructions aux soumissionnaires ».
 - 14.1.8.2 Les caractères effacés ou corrigés, de même que toute inscription manuscrite doivent être paraphés.
 - 14.1.8.3 Dans le cadre d'un appel d'offres public, afin que la soumission soit considérée par l'Université McGill, les documents d'appel d'offres devront avoir été obtenus à travers le site officiel de SÉAO. La liste de soumissionnaires ayant téléchargé les documents sur SÉAO est accessible à l'Université McGill et sera vérifiée.
- 14.2 Toute omission ou erreur autre que celles visées à l'article 14.1 en regard d'une soumission n'entraînera pas le rejet de cette soumission, à condition que le soumissionnaire la corrige à la satisfaction du Propriétaire dans le délai accordé par celui-ci. Cette correction ne peut entraîner une augmentation du prix soumis.
 - 14.2.1 Dans le cas d'une soumission transmise par voie électronique dont l'intégrité n'a pas été constatée, le fait de ne pas remédier à cette irrégularité dans les 2 jours ouvrables suivant l'avis de défaut transmis par l'organisme public.
 - 14.2.2 Satisfaire à toute autre condition de conformité prévue dans les documents d'appel d'offres.
- 15. TRANSMISSION AUX SOUMISSIONNAIRES DE LA RAISON DU REJET DE LEUR SOUMISSION
 - 15.1 Si le Propriétaire rejette une soumission parce que le soumissionnaire est non admissible ou parce que sa soumission est non conforme, il en informe le soumissionnaire en mentionnant la raison de ce rejet au plus tard 15 jours après l'adjudication du contrat.
- 16. RÉSERVE
 - 16.1 Le Propriétaire ne s'engage à accepter ni la plus basse des soumissions reçues ni quel qu'autre des soumissions reçues.
- 17. DURÉE DE VALIDITÉ DE LA SOUMISSION
 - 17.1 La soumission déposée par le soumissionnaire doit demeurer valide pour une période de quarante-cinq (45) jours suivant l'heure et la date limite fixée pour la réception des soumissions.
- 18. PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE DE LA SOUMISSION
 - 18.1 La soumission présentée ainsi que les documents afférents demeurent la propriété matérielle du Propriétaire et ne sont pas remis au soumissionnaire, à l'exception d'une soumission reçue

en retard, ou en raison d'une évaluation négative ayant entraîné la mise à l'écart du soumissionnaire pour une période de deux années. Ces soumissions sont retournées non décachetées aux soumissionnaires concernés.

18.2 La soumission transmise par voie électronique et les documents afférents deviennent la propriété matérielle du Propriétaire une fois la date et l'heure limites de réception des soumissions atteintes.

19. GARANTIE DE SOUMISSION, GARANTIE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET GARANTIE POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES

19.1 Le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission une garantie (McGill annexe IS-7) correspondant à dix pour cent (10%) de la valeur de la soumission, **incluant les taxes applicables**, et doit identifier à titre de bénéficiaire le nom du Propriétaire. Cette garantie est donnée par une institution financière telle que définie à la section 2.

19.2 La garantie de soumission est remise à l'Entrepreneur avant la signature du contrat en échange d'une garantie d'exécution du contrat **et** d'une garantie des obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services. Ces garanties sont sous forme de cautionnement et le montant de chacune d'elles correspond à 50% du prix indiqué au contrat (prix de soumission **incluant les taxes applicables**) et elles sont émises par une institution financière telle que définie à la section 2. Ces garanties doivent identifier à titre de bénéficiaire le Propriétaire.

19.3 **L'Entrepreneur doit utiliser les formulaires prévus aux documents**, soit l'annexe IS - 7, des présentes et les annexes CG-1 et CG-1 du Contrat, conformes aux annexes 1, 2 et 3 du *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1, r.5) et mis à sa disposition par le Propriétaire.

SECTION 6 ADJUDICATION

20. ADJUDICATION

20.1 Sous réserve de l'article 15 des « Instructions aux soumissionnaires », le Propriétaire adjuge le contrat en fonction des travaux décrits et des règles établies au cahier des charges et selon le prix soumis. Toutefois, le Propriétaire peut négocier le prix soumis et le prix indiqué au contrat peut alors être inférieur au prix soumis lorsque les conditions suivantes sont réunies :

20.1.1 Un seul entrepreneur a présenté une soumission conforme ;

20.1.2 L'entrepreneur a consenti un nouveau prix ;

20.1.3 Il s'agit de la seule modification apportée aux conditions énoncées au cahier des charges ou à la soumission dans le cadre de cette négociation.

20.2 Dans le cas d'égalité des résultats à la suite de l'appel d'offres, le contrat sera adjugé par tirage au sort. Les soumissionnaires seront invités par le Propriétaire à assister à ce tirage. Un soumissionnaire absent lors du tirage au sort ne pourra contester le résultat.

- 20.3 Avant l'expiration du délai de validité de la soumission, le Propriétaire donne au soumissionnaire choisi un avis écrit de signer le contrat en indiquant les modalités de sa signature.
- 20.4 Le plus bas soumissionnaire conforme, en cas de défaut de signer un contrat conforme à sa soumission ou de fournir les garanties requises dans les quinze (15) jours de la date d'acceptation de sa soumission, est tenu de payer au Propriétaire la différence entre le montant de sa soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par le Propriétaire.
- 20.5 L'institution financière ayant émis un cautionnement de soumission, en cas de défaut de l'entrepreneur de signer un contrat conforme à sa soumission ou de fournir les garanties requises dans les quinze (15) jours de la date d'adjudication du contrat, est tenue de payer au Propriétaire une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par le Propriétaire. Cette somme est toutefois limitée au montant de la garantie de soumission émise par l'institution financière.
- 20.6 Après l'ouverture des soumissions et avant la signature du contrat, le soumissionnaire adjudicataire invité doit fournir au Propriétaire :
- 20.6.1 Une garantie d'exécution du contrat tel que stipulé à l'article 18.2.;
 - 20.6.2 Une garantie des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services tel que stipulé à l'article 18.2;
 - 20.6.3 La preuve qu'il détient les assurances exigées au document d'appel d'offres. Il doit remettre à cet effet une copie certifiée conforme de ses polices d'assurance;
 - 20.6.4 Si requis du Propriétaire, la liste complète de tous les sous-traitants auxquels il a convenu de confier une partie de ses travaux ainsi que la ventilation des coûts pour chacune des spécialités et ce, conformément à l'annexe CG-A des conditions générales.

21. COMPENSATION

- 21.1 Dans l'éventualité où la décision de ne pas donner suite au présent appel d'offres est prise postérieurement à l'ouverture des soumissions, le soumissionnaire qui aurait été déclaré d'adjudicataire reçoit, à titre de compensation et de règlement final pour les dépenses effectuées :
- 1) Pour une soumission dont le montant est de 500 000 \$ ou plus, mais inférieur à 1 000 000 \$: le Propriétaire versera la somme de 2 000 \$ à titre d'indemnité;
 - 2) Pour une soumission dont le montant est de 1 000 000 \$ ou plus : le Propriétaire versera la somme de 5 000 \$ à titre d'indemnité.

22. PUBLICATION DES RENSEIGNEMENTS

- 22.1 Dans le cas d'un appel d'offres public, le Propriétaire publie dans le SÉAO dans les quinze (15) jours suivant l'adjudication du contrat :

- Le nom de l'adjudicataire ; et
- Le montant du contrat.

22.2 Aucune information sur le résultat des soumissions ne sera communiquée avant l'adjudication du contrat.

23. MONNAIE LÉGALE

Toute référence monétaire aux chèques certifiés, cautionnements, garanties, assurances, primes, salaires, certificats de paiement ou toute autre transaction financière, signifie la monnaie légale du Canada.

24. COLLECTE ET UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET CONFIDENTIELS

24.1 La collecte et l'utilisation des renseignements personnels et confidentiels s'effectueront dans le cadre de l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), avec ses modifications (L.Q. 2006, c.22), ci-après désignée « Loi sur l'accès », et sous réserve des exceptions qui y sont prévues.

24.2 Aux fins de l'évaluation et de la validation des soumissions soumises dans le cadre de cet appel d'offres, des renseignements personnels et confidentiels peuvent être recueillis et transmis par le soumissionnaire, tels que certains renseignements d'affaires. Lorsque de tels renseignements sont transmis, ils sont accessibles au personnel concerné des Gestion des installations et services auxiliaires, des Services financiers, des Services des affaires juridiques et aux représentants du Propriétaire, incluant le gestionnaire de projet et les professionnels.

24.3 Une fois le contrat adjugé, lorsque des renseignements personnels et confidentiels sont recueillis, ces renseignements sont accessibles aux seules personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent en prendre connaissance pour les fins liées à la réalisation du contrat ou pour s'assurer du respect des obligations qui incombent aux parties.

24.4 La personne concernée par un renseignement personnel détenu par le Propriétaire peut y avoir accès et le faire rectifier, le cas échéant.

25. CALENDRIER

25.1 Les étapes prévues pour le projet sont les suivantes :

ÉTAPES	DATE
Début des travaux	13 juin 2022
Fin des travaux	16 juin 2023

25.2 Le Propriétaire se réserve le droit de modifier l'échéancier proposé ci-dessus.

DOCUMENT 2—PLANS ET DEVIS

- **LISTE DES DEVIS DESCRIPTIFS**

DEVIS TECHNIQUE	ÉMIS POUR SOUMISSION PAR	DATÉS DU
Travaux d'architecture	Ædifica	7 mars 2022
Travaux mécanique / électrique	Pageau Morel et associés	7 mars 2022

- **LISTE DES PLANS (ARCHITECTURE, INGÉNIERIE OU AUTRES)**

- Plans, Architecture — émis pour soumission par **Ædifica** et datés du **7 mars 2022** :

Dessin n°	Description
A000	PAGE TITRE
A010	LÉGENDES ET TABLEAUX
A021	PLAN DE CODE (RAF)
A052	PLAN DU 2E ÉTAGE - DÉMOLITION
A053	PLAN DE PLAFOND DU 1ER ÉTAGE - DÉMOLITION
A054	PLAN DE PLAFOND DU 2E ÉTAGE - DÉMOLITION
A101	PLAN DU 2E ÉTAGE - CONSTRUCTION
A201	PLAN DE PLAFOND DU 2E ÉTAGE - CONSTRUCTION
A301	PLAN DU 2E ÉTAGE - FINITIONS
A401	PLAN DU 2E ÉTAGE - AMÉNAGEMENT
A751	PLAN AGRANDI - SALLES DE TOILETTE
A801	ÉLÉVATIONS INTÉRIEURES - POSTE D'INFIRMERIE
A802	ÉLÉVATIONS INTÉRIEURES - SALLE DE PREP. MÉDIC. ET POSTE D'APPEL
A803	ÉLÉVATIONS INTÉRIEURES - SALLE D'INFUSION, SALLE DE SERVICE ET ESPACE DÉPÔT
A804	ÉLÉVATIONS INTÉRIEURES - ZONES PATIENTS TYPES
A851	DÉTAILS INTÉRIEURS - PLANS ET COUPES
A852	DÉTAILS INTÉRIEURS - PLANS ET COUPES

- Plans, Électricité — émis pour soumission par **Pageau Morel et associés** et datés du **7 mars 2022** :

Dessin n°	Description
E001	PAGE FRONTISPICE
E002	LÉGENDE
E003	LÉGENDE (SUITE) ET LISTE DES APPAREILS D'ÉCLAIRAGE
E005	ÉCLAIRAGE 2E ÉTAGE
E006	ÉCLAIRAGE 2E ÉTAGE
E007	SERVICES 2E ÉTAGE
E008	SERVICES 2E ÉTAGE
E009	DÉTAILS
E010	PANNEAUX DISTRIBUTION

- Plans, Mécanique — émis pour soumission par **Pageau Morel et associés** et datés du **7 mars 2022** :

Dessin n°	Description
M001	PAGE FRONTISPICE
M002	LÉGENDE MECANIQUE
M003	PROTECTION INCENDIE 2E ÉTAGE
M004	PROTECTION INCENDIE 2E ÉTAGE
M005	PLOMBERIE DRAINAGE 2E ÉTAGE
M006	PLOMBERIE DRAINAGE 2E ÉTAGE
M007	PLOMBERIE EAU DOMESTIQUE 2E ÉTAGE
M008	PLOMBERIE EAU DOMESTIQUE 2E ÉTAGE
M009	PLOMBERIE SERVICES/GAZ MÉDICAUX 2E ÉTAGE
M010	PLOMBERIE SERVICES/GAZ MÉDICAUX 2E ÉTAGE
M011	TUYAUTERIE EAU DE CHAUFFAGE
M012	TUYAUTERIE EAU DE CHAUFFAGE
M013	VENTILATION 2E ÉTAGE
M014	VENTILATION 2E ÉTAGE
M015	AUTOMATISATION INTÉGRÉE DIAGRAMMES
M016	AUTOMATISATION INTÉGRÉ 2E ÉTAGE
M017	DÉTAILS ET TABLEAUX

DOCUMENT 3 — FORMULAIRE DE SOUMISSIONDocuments :

Annexe IS-1 : Fiche d'identification du soumissionnaire

Annexe IS-2 : Offre de prix

Annexe IS-3 : Prix ventilé de la soumission

Annexe IS-4 : Déclaration des prix unitaires

Annexe IS-5 : Déclaration des prix séparés

Annexe IS-7 : Cautionnement de soumission

Annexe IS-8 : Formule de résolution pour autoriser la signature de la soumission et des documents qui y sont annexés

Formulaire I : Déclaration de conformité et de conclusion du contrat

ANNEXE IS-1 : FICHE D'IDENTIFICATION DU SOUMISSIONNAIRE

1.0 IDENTIFICATION DE LA SOUMISSION	
Numéro de référence SEAO :	1591129
Numéro de contrat (CCT) de l'Université :	C0002806
2.0 INFORMATIONS DU SOUMISSIONNAIRE	
Nom légal du soumissionnaire :	
Emplacement du siège social (continent et pays) :	
Adresse postale du siège social :	
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) si immatriculé au Québec:	
Numéro de TPS/TVH, si applicable :	Numéro de TVQ, si applicable :
Courriel d'affaires :	
Courriel à utiliser pour les bons de commande si différent du courriel d'affaires :	
Numéro de téléphone :	Numéro de télécopieur :
Soumissionnaire affilié à un(e) employé(e) de l'Université McGill : <input type="checkbox"/> Oui ¹ <input type="checkbox"/> Non	
Durabilité sociale : Économie sociale ² : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Propriété autochtone ³ : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
3.0 COORDONNÉES DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU DOSSIER	
Nom de la personne (prénom et nom):	
Courriel d'affaires privilégié :	
Numéro de téléphone privilégié (lorsqu'applicable indiquer le poste téléphonique) :	

¹ Le soumissionnaire affilié à un(e) employé(e) de l'Université est assujettis aux règlements et politiques de l'Université, particulièrement à ceux touchants les conflits d'intérêts et les codes d'éthiques.

² Une entreprise d'économie sociale qui a un statut d'organisme sans but lucratif, selon la législation québécoise.

³ Une entreprise appartenant aux membres de communautés autochtones, ou située sur une réserve ou dans une municipalité autochtone et gérée par des membres de communautés autochtones.

ANNEXE IS-2 : OFFRE DE PRIX

En mon nom personnel ou au nom du soumissionnaire que je représente :

1. Je déclare être autorisé à signer ce document.
2. Je m'engage
 - a) à exécuter tous ces travaux pour le montant forfaitaire de :

Inscrire le montant en lettre: _____ **Dollars**

Inscrire le montant en chiffre: _____ **\$**

en monnaie légale du Canada, **incluant** le coût des permis (à l'exception du permis de construction), licences, primes, redevances, frais et droits de douane et tout autre frais direct et indirect inhérent au contrat **et excluant les taxes applicables en vigueur**;

3. Ci-inclus, une garantie de soumission sous forme de cautionnement délivré par une institution financière au montant de

Inscrire le montant en lettre: _____ **Dollars**

Inscrire le montant en chiffre: _____ **\$**

Ci-inclus, le document autorisant la personne désignée à signer, la soumission et les documents qui y sont annexés.

Nom légal de l'entreprise :	
Nom du représentant autorisé :	
Titre :	
Signature:	Date:

ANNEXE IS-3 : PRIX VENTILÉ DE LA SOUMISSION (EXCLUANT LES TAXES)

Ventilation		Prix ⁴
01	Conditions générales	\$
01	Conditions particulières	\$
02	Administration et profits	\$
02	Démolition	\$
02	Hygiène industrielle – Travaux en présence de matières dangereuses	\$
02	Protection temporaire et mobilier existant	\$
06	Charpenterie	\$
06	Ébénisterie et menuiserie	\$
07	Ensemble coupe-feu et pare-fumée	\$
07	Isolation	\$
07	Produits d'étanchéité	\$
08	Porte, cadre et quincaillerie	\$
08	Vitrage	\$
09	Panneaux de gypse et ossature métallique non porteuse	\$
09	Plafond acoustique et ossature de suspension pour plafond	\$
09	Peinture	\$
09	Revêtement de sol souple	\$
09	Carreaux de céramique	\$
10	Ouvrage spéciaux	\$
10	Protection murale et mains-courantes	\$
10	Accessoires	\$
12	Toiles et rideaux	\$
21	Protection Incendie	\$
22	Plomberie	\$
22	Calorifugeage	\$
22	Plomberie, chauffage, équipement intégré	\$
23	Ventilation/climatisation	\$
25	Régulation automatique	\$
26	Électricité – Éclairage	\$
26	Électricité – Services	\$
27	Audiovisuel – Systèmes de communications	\$
28	Alarme incendie	\$
	Total⁵	\$

Note : Le montant inscrit à la dernière ligne du tableau ci-dessus (Total excluant taxes) doit être identique au montant forfaitaire total inscrit à l'article 2a) du formulaire Annexe IS-2 — Offre de prix.

⁴ Excluant les taxes applicables en vigueur.

⁵ Total en monnaie légale du Canada et excluant les taxes applicables en vigueur.

ANNEXE IS-4 : DÉCLARATION DES PRIX UNITAIRES **NON-APPLICABLE**

	Type de travaux	Prix ⁶
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$

EN CAS DE DISPARITÉ ENTRE LES QUANTITÉS PRÉVUES POUR CES TRAVAUX ET LES QUANTITÉS RÉELLES EXÉCUTÉES SUR LE SITE, LES PRIX UNITAIRES CI-DESSUS SERVIRONT DE BARÈME AFIN DE DÉTERMINER LE PRIX À « AJOUTER » OU À « RETRANCHER » DU MANDAT DE BASE.

⁶ Excluant les taxes applicables en vigueur.

ANNEXE IS-5 : DÉCLARATION DES PRIX SÉPARÉS

- NON-APPLICABLE**
- INCLUS DANS LE PRIX VENTILÉ DE LA SOUMISSION (ANNEXE IS-3)**
- EXCLUS DU PRIX VENTILÉ DE LA SOUMISSION (ANNEXE IS-3)**

	Type de travaux	Prix ⁷
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$

⁷ Excluant les taxes applicables en vigueur.

ANNEXE IS-7 : CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

(Nom de la CAUTION) :

dont l'établissement principal est situé à : (Adresse de la CAUTION),

ici représentée par (Nom et titre) dûment autorisé, ci-après appelée la **CAUTION**, après avoir pris connaissance de la soumission devant être présentée le jour de 20 à L'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill (Identification du PROPRIÉTAIRE), ci-après appelé le **PROPRIÉTAIRE**, par (Nom de l'ENTREPRENEUR), dont l'établissement principal est situé à : (Adresse de l'ENTREPRENEUR), ici représenté par : (Nom et titre) dûment autorisé, ci-après appelé **l'ENTREPRENEUR**, pour le projet mentionné en titre, se porte caution de **l'ENTREPRENEUR**, envers le **PROPRIÉTAIRE**, aux conditions suivantes :

La **CAUTION**, au cas de défaut de **l'ENTREPRENEUR** de signer un contrat conforme à sa soumission ou de son défaut de fournir les garanties et autres documents requis, le cas échéant, dans les 15 jours de la date d'acceptation de sa soumission, s'oblige à payer au **PROPRIÉTAIRE** une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par le **PROPRIÉTAIRE**, sa responsabilité étant limitée, tel que prévu dans les documents d'appels d'offres, soit :

à dix pour cent (10%) du prix de la soumission **incluant les taxes applicables**,

1. **L'ENTREPRENEUR** dont la soumission est acceptée doit être avisé par écrit de l'acceptation de sa soumission avant l'expiration de la période de validité des soumissions ou de tout autre délai convenu entre le **PROPRIÉTAIRE** et **l'ENTREPRENEUR**, sans quoi la présente obligation est nulle et sans effet.
2. Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.
3. La **CAUTION** renonce au bénéfice de discussion et de division.
4. **L'ENTREPRENEUR** intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et sans effet.

EN FOI DE QUOI, la **CAUTION** et **l'ENTREPRENEUR**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présentes à Montréal le jour de 20 .

La CAUTION

(Témoïn)

(Signature)

(Nom du signataire en lettres moulées)

(Titre du signataire en lettres moulées)

L'ENTREPRENEUR

(Témoïn)

(Signature)

(Nom du signataire en lettres moulées)

(Titre du signataire en lettres moulées)

ANNEXE IS-8 : FORMULE DE RÉOLUTION POUR AUTORISER LA SIGNATURE DE LA SOUMISSION ET DES DOCUMENTS QUI Y SONT ANNEXÉSEXTRAIT du **PROCÈS-VERBAL** d'une assemblée du conseil d'administration de

	_____ Nom de la compagnie
Tenue le:	_____ Date

IL EST PROPOSÉ, APPUYÉ ET RÉSOLU QUE_____
(Nom et titre)

soit autorisé, par la présente résolution, à signer et à présenter une soumission **et à signer un contrat** le cas échéant pour le projet en titre en conformité avec les plans et devis et autres documents de soumission.

ADOPTÉ

Copie certifiée conforme

Ce _____
(Date)_____
Nom_____
Titre (secrétaire – trésorier)

FORMULAIRE I : DÉCLARATION D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ

Ce Formulaire de déclaration d'admissibilité et de conformité est signé par son représentant autorisé. Par sa signature, le soumissionnaire confirme inconditionnellement et sans réserve :

- a. qu'il a reçu, lu et compris les documents de l'appel d'offres, incluant tout document incorporé par référence ainsi que tout addenda à ceux-ci, et consent sans réserve à être pleinement lié par toutes les stipulations de ces documents;
- b. qu'il comprend que sa soumission constitue une offre qui sera contraignante et irrévocable pendant la période de validité des soumissions;
- c. qu'il remplit chacune des exigences d'admissibilité à cet appel d'offres et que sa soumission rencontre chacune de ses exigences de conformité;
- d. qu'il convient que, suivant une omission de sa part d'inclure dans sa soumission l'une quelconque des preuves d'admissibilité exigées, son refus ou son incapacité de produire dans les deux (2) jours ouvrables la ou les preuve(s) manquante(s) sera réputé comme une omission «... de donner suite à une soumission... » aux termes de la *Loi sur les contrats des organismes publics* et entraînera le refus de la soumission en cours ainsi que le refus systématique de ses soumissions à l'Université pour la période de deux (2) ans suivant la date d'ouverture des soumissions;
- e. que toutes les représentations faites dans sa soumission sont authentiques, vraies et conformes à la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions, et;
- f. qu'il libère l'Institution royale pour l'avancement des sciences/Université McGill, ses assureurs, agents, ayants droit, successeurs, employés, administrateurs et dirigeants de toute Réclamation et donne à ceux-ci quittance finale et complète pour toute telle Réclamation. Le mot « Réclamation » signifie toute demande, réclamation, action, requête, allégation de responsabilité pour quelque raison que ce soit qui existe, existait ou pourrait exister en raison de toute situation ou événement passé ou présent, à l'exclusion toutefois de toute facture couverte par un bon de commande émis par l'Université McGill.

Nom légal de l'entreprise :	
Nom du représentant autorisé :	
Titre :	
Signature:	Date:

DOCUMENT 4 – CONDITIONS GÉNÉRALES ET COMPLÉMENTAIRESDocuments :

CONDITIONS GÉNÉRALES

CONDITIONS COMPLÉMENTAIRE

ANNEXE CG-A : LISTE DES SOUS-TRAITANTS

ANNEXE CG-1 : ORDRE DE CHANGEMENT

ANNEXE CG-2 : DEMANDE DE PAIEMENT

ANNEXE CG-3 : DÉCLARATION SOLENNELLE DE L'ENTREPRENEUR DANS L'EXÉCUTION DU CONTRAT D'ENTREPRISE

ANNEXE CG-4 : FORMULAIRE DE QUITTANCE PARTIELLE

ANNEXE CG-5 : FORMULAIRE DE QUITTANCE FINALE

ANNEXE CG-6 : CERTIFICAT DE RÉCEPTION PROVISOIRE

ANNEXE CG-7 : CERTIFICAT DE RÉCEPTION DÉFINITIVE

ANNEXE CG-8 : COUT DE LA MAIN-D'OEUVRE, DES MATÉRIAUX ET DE L'ÉQUIPEMENT

ANNEXE CG-9 : CERTIFICAT DE PAIEMENT

ANNEXE CG-10 : AVIS SALARIES ET FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVICES

ANNEXE CG-11: SÉCURITÉ INCENDIE SUR LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION

ANNEXE CG-12 : ATTESTATION DE PRISE DE POSSESSION ANTICIPÉE

Table des matières

SECTION 1	DÉFINITIONS	4
SECTION 2	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	8
1.	CONDITIONS COMPLÉMENTAIRES	8
2.	DOCUMENTS FOURNIS À L'ENTREPRENEUR	8
3.	PRÉSEANCE	8
4.	LÉGISLATION RÉGISSANT LE CONTRAT	9
5.	INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
6.	ACCÈS AUX DOCUMENTS SUR LE CHANTIER	9
7.	SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS	9
8.	AUTRES ENTREPRENEURS	11
9.	LOIS ET RÈGLEMENTS, PERMIS ET BREVETS.....	11
10.	MONTANT DU CONTRAT, TAXES ET REDEVANCES.....	12
11.	LICENCE.....	12
12.	MAINTIEN DE LA CERTIFICATION ISO	12
13.	ACCÈS.....	12
14.	STATIONNEMENT	12
SECTION 3	GARANTIES ET ASSURANCES	14
15.	CAUTIONNEMENT, GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES	14
16.	ASSURANCES	14
SECTION 4	ADMINISTRATION DU CONTRAT	17
17.	AUTORITÉ DU PROFESSIONNEL	17
18.	RÔLE DU PROFESSIONNEL	17
19.	SURVEILLANCE DES TRAVAUX ET INSPECTION	17
20.	TRAVAUX DÉFECTUEUX	18
SECTION 5	MAÎTRISE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX	18
21.	MAÎTRISE DES TRAVAUX.....	18
22.	RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR	19
23.	SANTÉ ET SÉCURITÉ AU CHANTIER.....	19
24.	MAIN-D'ŒUVRE, MATÉRIAUX ET MATÉRIEL DE CONSTRUCTION.....	21
25.	ADMISSIBILITÉ DES PRODUITS ET MATÉRIAUX SELON LEUR LIEU DE FABRICATION	21
26.	SUPERVISION	22
27.	CALENDRIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	22
28.	RALENTISSEMENT DES TRAVAUX	23
29.	DESSINS D'ATELIER ET INSTRUCTIONS DES MANUFACTURIERS.....	23
30.	PLANS TELS QU'EXÉCUTÉS.....	25
31.	ÉQUIPEMENTS ET SERVICES TEMPORAIRES.....	25
32.	PANNEAUX D'IDENTIFICATION ET PUBLICITÉ.....	25
33.	INFORMATION	25
34.	PROTECTION DES AIRES AMÉNAGÉES ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	25
35.	BORNES ET NIVEAUX	26
36.	CONDITIONS DU SOUS-SOL	26
37.	PRÉVENTIONS DES INCENDIES.....	26

38.	USAGE D'EXPLOSIFS.....	27
39.	DÉCOUPAGES, PERCEMENTS ET RÉPARATIONS	27
40.	SUSPENSION DES TRAVAUX	27
41.	PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	28
42.	CLOISONS TEMPORAIRES	28
43.	CONTRÔLE DE POUSSIÈRE	29
44.	CONTRÔLE DE BRUIT ET DES DÉRANGEMENTS.....	29
45.	SERVICES EXISTANTS	30
46.	NETTOYAGE ET ORDRE	31
SECTION 6	CONTRÔLE DES TRAVAUX.....	32
47.	COLLABORATION	32
48.	ASSEMBLÉES ET VISITES DE CHANTIER.....	32
49.	INSPECTION DES TRAVAUX.....	33
50.	ÉCHANTILLONS, ESSAIS ET DOSAGES	33
51.	SUBSTITUTION ET ÉQUIVALENCE DE MATÉRIAUX	34
52.	ORDRE DE CHANGEMENT.....	34
53.	ÉVALUATION DES CHANGEMENTS AUX TRAVAUX.....	35
54.	CONDITIONS CACHÉES OU INCONNUES.....	36
SECTION 7	RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	37
55.	RÉCEPTION PROVISoire DES TRAVAUX	37
56.	MANUELS D'EXPLOITATION.....	38
57.	PRISE DE POSSESSION.....	38
58.	PRISE DE POSSESSION ANTICIPÉE.....	38
59.	RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX	39
60.	GARANTIE APRÈS RÉCEPTION PROVISoire	39
SECTION 8	PAIEMENTS ET RÈGLEMENTS DES COMPTES	39
61.	DEMANDES DE PAIEMENT.....	39
62.	CERTIFICAT DE PAIEMENT	40
63.	PAIEMENT DES RETENUES.....	40
64.	SALAIRES	42
SECTION 9	DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION	43
65.	LOIS APPLICABLES.....	43
66.	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	43
67.	DROIT DU PROPRIÉTAIRE D'EXÉCUTER LES TRAVAUX, DE RÉVOQUER LE DROIT DE L'ENTREPRENEUR DE POURSUIVRE L'EXÉCUTION DE L'OUVRAGE OU DE RÉSILIER LE CONTRAT	44
68.	RÉSILIATION UNILATÉRALE DU PROPRIÉTAIRE.....	44
69.	CESSION	45
SECTION 10	ÉVALUATION DE L'ENTREPRENEUR EN COURS DE CONTRAT	45
70.	ÉVALUATION DU RENDEMENT	45
71.	INADMISSIBILITÉ DE L'ENTREPRENEUR.....	45
72.	REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES.....	46
SECTION 11	CONDITIONS COMPLÉMENTAIRES	47

SECTION 1 DÉFINITIONS**ACCEPTATION FINALE**

Acceptation de l'ouvrage par le Propriétaire suite à la confirmation écrite du Professionnel que l'Entrepreneur a apporté toutes les corrections aux déficiences qui lui ont été signalées ou notifiées après la réception définitive des travaux, s'il en est et que toutes les obligations ont été remplies. Elle ne peut avoir lieu moins qu'un (1) an après la réception définitive des travaux.

ACCORD INTERGOUVERNEMENTAL

Un accord conclu entre le gouvernement du Québec et un autre gouvernement qui a pour objet l'accès aux marchés publics. Pour plus d'information sur ces accords, les soumissionnaires peuvent consulter le site internet du Secrétariat du Conseil du trésor.

ADJUDICATION DU CONTRAT

La réception par le soumissionnaire d'un avis écrit du Propriétaire confirmant l'octroi du contrat.

ATTESTATION DE REVENU QUÉBEC

Document qui confirme qu'un entrepreneur ou un fournisseur a produit les déclarations exigées en vertu des lois fiscales québécoises et qu'il n'a pas de compte en souffrance à l'égard du ministre du Revenu du Québec. S'il a un compte en souffrance, le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu ou il a conclu une entente de paiement qu'il respecte.

L'Entrepreneur ou le fournisseur doit obtenir cette attestation en utilisant les services en ligne clicSÉCUR - Entreprises. Ces services sont accessibles sur le site Internet de Revenu Québec à l'adresse suivante : <https://www.revenuquebec.ca/fr/services-en-ligne/services-en-ligne/demander-une-attestation-de-revenu-quebec/>

CAHIER DES CHARGES

L'ensemble des clauses, conditions et documents relatifs à l'exécution du contrat.

CONSTRUCTION

L'érection, l'édification, l'aménagement, la réfection la rénovation ou la démolition d'un ouvrage ou tous travaux comportant la fourniture et l'installation de biens et requérant une main-d'œuvre spécialisée relevant des métiers de la construction.

CONTRAT

Le document contenant l'ensemble des documents contractuels.

DESSINS

Les dessins forment la partie graphique et illustrée des documents contractuels, quel que soit leur emplacement dans les documents contractuels ou le moment de leur émission. Ils indiquent la conception, la localisation et les dimensions de l'ouvrage et comprennent généralement des plans, des élévations, des coupes, des détails, des tableaux et des schémas.

DESSINS D'ATELIER

Dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de performance, brochures, informations sur les produits et autres informations que l'Entrepreneur fournit pour illustrer les détails de certaines parties de l'ouvrage.

DEVIS DESCRIPTIFS

Les devis descriptifs forment la partie écrite des documents contractuels, quel que soit leur emplacement dans les documents contractuels ou le moment de leur émission.

Ils rassemblent les exigences et les normes relatives aux produits, aux systèmes, à la qualité d'exécution et aux services nécessaires à l'exécution de l'ouvrage.

DIRIGEANT DU PROPRIÉTAIRE

Représentant du Propriétaire dûment autorisé à exercer les fonctions et les pouvoirs de dirigeant conformément aux dispositions de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1) et du *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1, r.3).

DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contenant les clauses relatives aux droits, obligations et responsabilités des parties aux fins de l'exécution des travaux confiés à un Entrepreneur. Ils comprennent entre autres, l'appel d'offres, les instructions aux soumissionnaires, les addendas, le cas échéant, la soumission, le cahier des charges, les échantillons, les dessins d'atelier, les diagrammes, les maquettes et tout autre document et matériel fournis au besoin par le Professionnel, auxquels s'ajoute tout changement apporté par entente entre les parties.

ENTREPRENEUR

Une personne physique, faisant affaire seule sous son propre nom ou sous un autre nom, ou une société ou une compagnie, engagée dans un contrat avec le Propriétaire pour l'exécution des travaux. L'Entrepreneur est le « maître d'œuvre » au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*.

FIN DU CONTRAT

Le moment où toutes les obligations contractuelles décrites au contrat sont remplies. Elle survient à la date d'expiration de la garantie d'exécution. Dans le cas où une garantie d'exécution n'est pas exigée, la fin du contrat survient un (1) an après la date de la réception provisoire.

FIN DES TRAVAUX

La fin des travaux correspond au moment auquel la réception provisoire des travaux est constatée, exception faites des déficiences et des travaux différés.

FLAMME NUE

Flammes ou étincelles ainsi que tout objet ou appareil qui est ou peut facilement devenir le siège, à l'air libre, de flammes ou d'étincelles, ou qui comporte des surfaces susceptibles d'être portées à haute température.

FOURNISSEUR

Personne ou entité qui a conclu un contrat directement avec l'Entrepreneur pour la fourniture des produits.

FRAIS GÉNÉRAUX, ADMINISTRATION ET PROFIT

Le coût des cautionnements, garanties, assurances et les frais d'organisation de chantier et de contrôle des travaux ou leur augmentation, les dépenses à encourir pour les délais dans les travaux et le profit de l'Entrepreneur.

GESTIONNAIRE DE PROJET

Personne qui, à titre de représentant du Propriétaire, administre le contrat.

INSTITUTION FINANCIÈRE

Un assureur détenant un permis émis conformément à la *Loi sur les assurances* (L.R.Q., c. A-32) l'autorisant à pratiquer l'assurance cautionnement, une société de fiducie titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (L.R.Q., c. S-29.01), une coopérative de services financiers visée par la *Loi sur les coopératives de services financiers* (L.R.Q., c. C-67.3) ou une banque au sens de la *Loi sur les banques* (L.C., 1991, c. 46).

JOUR OUVRABLE

Jour autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié ou un jour de vacances dans l'industrie de la construction, dans la région de l'emplacement de l'ouvrage.

OUVRAGE

Ensemble de la construction exigée par les documents contractuels, y compris les services qui s'y rattachent.

PLACE D'AFFAIRES

Établissement d'un Entrepreneur ou d'un sous-traitant où sont concentrées les activités commerciales, juridiques, administratives et de direction.

PRODUITS

Matériaux, machinerie, matériel et appareils qui constituent l'ouvrage.

PROFESSIONNEL

L'architecte, l'ingénieur ou l'entité qui a la responsabilité de concevoir l'œuvre en tout ou en partie, d'en coordonner l'étude ou d'en surveiller la réalisation. L'expression englobe tout représentant autorisé du Professionnel. Elle inclut également tout consultant spécialisé, mandaté par le Propriétaire.

PROJET

Ensemble des constructions envisagées, dont l'ouvrage est une partie ou en constitue la totalité.

PROPRIÉTAIRE

L'Institution royale pour l'avancement des sciences/Université McGill qu'elle soit propriétaire, locataire ou occupante de l'immeuble faisant l'objet des travaux.

RÉCEPTION DÉFINITIVE

Acceptation sans réserve de l'ouvrage par le Professionnel suite à son attestation écrite que l'Entrepreneur a parachevé tous les travaux et corrigé toutes les déficiences relevées lors de la réception provisoire.

RÉCEPTION PROVISOIRE

Acceptation sous réserve de l'ouvrage par le Professionnel, suite à son attestation écrite que les travaux demandés aux documents contractuels ont été exécutés à sa satisfaction, que la valeur des travaux à corriger ne dépasse pas 0,5 % du montant du contrat de construction, que la valeur des travaux différés, s'il y a lieu, ne dépasse pas 5 % dudit contrat et que les travaux à corriger et différés n'empêchent pas l'ouvrage d'être prêt, en tous points, pour l'usage auquel il est destiné.

SOUSSION

L'ensemble des documents présentés par un soumissionnaire en vue de l'obtention du contrat.

SOUSSIONNAIRE

Toute personne ou compagnie qui présente une soumission.

SOUS-TRAITANT

Personne ou entité qui a conclu directement un contrat avec l'Entrepreneur pour exécuter une ou plus d'une partie de l'ouvrage à l'emplacement de l'ouvrage.

SURVEILLANCE DES TRAVAUX

Action du Professionnel qui consiste à rendre les services durant la construction avec ou sans résidence au chantier.

TRAVAUX DIFFÉRÉS

Travaux, inclus au contrat, qui ne peuvent être achevés pour la réception provisoire des travaux, en raison de conditions hors du contrôle de l'Entrepreneur au moment prévu de la réception provisoire des travaux.

TRAVAUX TEMPORAIRES

Appuis, ouvrages, installations, services et autres éléments temporaires, à l'exclusion du matériel de chantier, nécessaire pour l'exécution de l'ouvrage mais non intégré à l'ouvrage.

SECTION 2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**1. CONDITIONS COMPLÉMENTAIRES**

Tout complément ou précision aux Conditions générales est contenu dans un document spécifique intitulé « Conditions complémentaires » et fait suite aux présentes conditions générales.

2. DOCUMENTS FOURNIS À L'ENTREPRENEUR

2.1 Le Propriétaire doit remettre à l'Entrepreneur et, sans frais pour ce dernier, les exemplaires de plans et devis ou parties de tels documents nécessaires à l'exécution des travaux.

2.2 Il doit également fournir, au besoin, des détails et des instructions qui peuvent se traduire, en outre, sous forme de documents graphiques ou écrits, d'échantillons ou de maquettes qui deviennent des documents contractuels.

2.3 L'Entrepreneur doit examiner attentivement les documents contractuels et signaler immédiatement par écrit au Professionnel toute erreur, contradiction ou omission qu'il aurait pu découvrir.

3. PRÉSÉANCE

3.1 Les documents du contrat sont complémentaires et doivent être acceptés comme un tout. Ils s'expliquent et se complètent réciproquement dans le but de définir les travaux à exécuter.

3.2 L'ordre de préséance des documents contractuels est le suivant, le premier document prime sur le deuxième et ainsi de suite :

- a) Contrat;
- b) Addenda;
- c) Instructions aux soumissionnaires;
- d) Conditions complémentaires;
- e) Conditions générales;
- f) Devis;
- g) Plans.

3.3 En cas de contradiction ou de divergence aux plans ou dans les devis, l'Entrepreneur doit adopter l'ordre de priorité suivant :

1. Les dimensions chiffrées indiquées sur les dessins ont préséance;
2. Les dessins établis à la plus grande échelle ont préséance sur les dessins à échelle réduite;

3. Entre deux documents de même type, celui portant la date la plus récente aura préséance.
4. LÉGISLATION RÉGISSANT LE CONTRAT
 - 4.1 La législation du Québec en vigueur régit l'interprétation du contrat.
5. INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS
 - 5.1 Le Professionnel a compétence en priorité pour interpréter les documents contractuels en vue de l'exécution des travaux.
6. ACCÈS AUX DOCUMENTS SUR LE CHANTIER
 - 6.1 L'Entrepreneur doit conserver en bon état sur le chantier un exemplaire des documents suivants et le tenir à la disposition du Propriétaire et des représentants autorisés:
 - a) tous les plans et devis et addenda comprenant la mention officielle du Professionnel « approuvé pour construction »;
 - b) les dessins d'atelier approuvés par le Professionnel;
 - c) les rapports d'essais effectués sur place;
 - d) le calendrier d'exécution des travaux approuvé;
 - e) les instructions d'installation et de mise en œuvre fournies par les fabricants;
 - f) Les directives et ordres de changement émis par le Professionnel.
7. SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS
 - 7.1 L'Entrepreneur a la responsabilité de la compétence, de la solvabilité et du contenu de la soumission de chacun de ses sous-traitants. Il est pleinement responsable envers le Propriétaire des actes et omissions de ses sous-traitants et fournisseurs et des personnes qui travaillent directement ou indirectement pour eux ainsi que des actes et omissions des personnes qui travaillent directement pour lui. Il doit informer ces derniers des obligations qu'il entend leur imposer et conclure par écrit des contrats ou des ententes avec ses sous-traitants et fournisseurs pour les obliger à exécuter leur travail conformément aux documents contractuels.

L'Entrepreneur doit incorporer les conditions générales et, le cas échéant, conditions complémentaires, ainsi que les autres dispositions des documents contractuels dans tous les contrats ou ententes conclus avec ses sous-traitants et fournisseurs.

Il doit également transmettre au Propriétaire, sur demande et sans délai, toute information relative à ses sous-traitants et mettre à la disposition de ce dernier, pour vérification, tout document s'y rapportant.
 - 7.2 L'Entrepreneur convient de n'engager que des sous-traitants ayant une place d'affaires au Québec ou dans une province ou un territoire visé par un accord intergouvernemental.

Une dérogation à cette règle peut s'appliquer si elle est prévue dans les documents d'appel d'offres pour une spécialité particulière. Ou encore, que l'Entrepreneur puisse démontrer qu'il n'existe pas au Québec ou dans une province ou un territoire visé par un accord intergouvernemental, de sous-traitant d'une spécialité donnée. Ou encore qu'il ne peut obtenir de prix raisonnable de sous-traitants du Québec ou d'une province ou d'un territoire visé par un accord intergouvernemental.

Dans le cas où l'Entrepreneur ne peut faire la preuve requise à la satisfaction du Propriétaire, ce dernier peut exiger que l'Entrepreneur choisisse un sous-traitant ayant une place d'affaires au Québec ou d'une province ou d'un territoire visé par un accord intergouvernemental, sans changer le prix global de sa soumission.

7.3 À défaut de se conformer à l'exigence du paragraphe précédent, l'Entrepreneur accepte que le Propriétaire retienne, à même le prix de son contrat, un montant équivalant à 10% du montant du contrat de sous-traitance impliqué, sans préjudice à tout autre droit et recours du Propriétaire.

7.4 À la demande de l'Université McGill, l'Entrepreneur fournira dans les 48 heures suivant la demande, la « Liste des sous-traitants » annexe CG-A du présent document. Dans le cas où cette liste n'est pas finalisée (par exemple si des contrats de sous-traitance ne sont pas conclus), l'Entrepreneur y indiquera alors les noms des Sous-traitants proposés. Dans l'éventualité où une modification est faite à la Liste des sous-traitants après que celle-ci eût été présentée à l'Université McGill, l'Entrepreneur doit informer le Propriétaire par écrit dans les meilleurs délais.

Dans un tel cas, s'il s'avérait que le changement de Sous-traitant entraîne un changement de prix du contrat de sous-traitance, le contrat de l'Entrepreneur pourrait faire l'objet d'un ajustement du prix.

7.5 L'Entrepreneur doit informer le Propriétaire du fait qu'un sous-traitant, ou un fournisseur, a fait cession de ses biens, en tout ou en partie.

7.6 Aucune demande de supplément de la part de l'Entrepreneur, pour un changement de sous-traitant demandé par l'Entrepreneur ou pour le défaut d'un sous-traitant, ne sera considérée par le Propriétaire.

7.7 L'Entrepreneur doit garantir et protéger ses droits et ceux du Propriétaire en ce qui concerne les travaux exécutés en sous-traitance. Il s'engage donc :

7.7.1 À conclure des contrats écrits avec ses sous-traitants et fournisseurs pour les obliger à exécuter leur travail conformément aux documents contractuels;

7.7.2 À incorporer les conditions des documents contractuels dans tous les contrats conclus avec ses sous-traitants et fournisseurs;

7.7.3 À être pleinement responsable envers le Propriétaire des actes et omissions de des sous-traitants et fournisseurs.

7.8 Le Propriétaire peut, pour un motif raisonnable, et avant la conclusion d'un contrat de sous-traitance, s'opposer à l'emploi d'un Sous-traitant proposé et exiger que l'Entrepreneur engage un autre Sous-traitant.

Dans un tel cas, s'il s'avérait que le changement de Sous-traitant entraîne un changement de prix du contrat de sous-traitance, le contrat de l'Entrepreneur pourrait faire l'objet d'un ajustement du prix.

L'Entrepreneur, s'il possède une justification suffisante et raisonnable, ne peut être tenu d'employer un autre Sous-traitant auquel il s'oppose.

8. AUTRES ENTREPRENEURS

8.1 Le Propriétaire pourra adjudger, le cas échéant, à d'autres entrepreneurs, et par contrats distincts, certains travaux non inclus au Contrat. L'Entrepreneur devra alors prévoir dans sa soumission, le coût des services afférents décrits plus bas.

8.2 Le Propriétaire exigera des couvertures d'assurances de ces autres Entrepreneurs dans la mesure où peuvent être touchés les travaux visés par le présent contrat.

8.3 L'Entrepreneur doit coordonner ses travaux avec ceux des autres entrepreneurs et assurer les raccordements prévus ou indiqués dans les documents contractuels.

8.4 L'Entrepreneur doit signaler au Professionnel tout défaut qu'il constate dans les travaux des autres entrepreneurs et qui serait de nature à affecter les travaux du présent contrat. Toute négligence de la part de l'Entrepreneur à signaler ces défauts, et le confirmer par écrit au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrables suivant sa constatation, annule toute réclamation qu'il pourrait faire auprès du Propriétaire en raison des défauts des travaux des autres Entrepreneurs. Ce délai, quant à une réclamation possible, n'est pas applicable pour les déficiences que l'Entrepreneur ne pouvait raisonnablement connaître.

8.5 L'Entrepreneur fournira aux autres entrepreneurs l'assistance et les services qu'il fournit habituellement à ses propres sous-traitants et assumera auprès d'eux les obligations de maître d'œuvre telles que définies dans la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*.

9. LOIS ET RÈGLEMENTS, PERMIS ET BREVETS

9.1 L'Entrepreneur doit se munir de tous les permis (à l'exception du permis de construction), licences, brevets et certificats nécessaires à l'exécution des travaux et, sur demande du Professionnel, fournir la preuve de leur observance, et que les frais afférents ont été acquittés.

9.2 L'Entrepreneur doit respecter et faire respecter les lois, règlements fédéraux, provinciaux et municipaux, ordonnances, décrets, codes et conventions collectives touchant la

construction et la main-d'œuvre et fournir, sur demande du Professionnel, la preuve de leur observance.

9.3 Le Propriétaire obtiendra le permis de construction.

9.4 Durant l'exécution du Contrat, l'Université McGill peut exiger que l'Entrepreneur ainsi que tous les sous-traitants liés directement ou indirectement au Contrat obtiennent une autorisation délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP) dans les délais prescrits et selon toute condition spéciale qu'elle déterminera en vertu des articles 21.17 et suivants de la Loi sur les contrats des organismes publics, L.R.Q., c. C-65.1.

10. MONTANT DU CONTRAT, TAXES ET REDEVANCES

10.1 Le montant forfaitaire et/ou les prix unitaires indiqués au contrat doivent couvrir tous les matériaux, main-d'œuvre à l'atelier et au chantier, outillage, avantages sociaux, équipements, frais généraux, administration, projets, licences, **excluant** la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ), permis, sauf le permis de construction et autres charges applicables.

11. LICENCE

11.1 Pendant toute la durée des travaux, l'Entrepreneur général et les sous-traitants spécialisés doivent détenir une licence, conformément à la *Loi sur le bâtiment* (L.R.Q. c. B-1.1). Si la licence expire pendant la durée des travaux, l'Entrepreneur général et les sous-traitants spécialisés doivent apporter la preuve de son renouvellement auprès du Propriétaire.

12. MAINTIEN DE LA CERTIFICATION ISO

12.1 Non applicable.

13. ACCÈS

13.1 Le Propriétaire s'engage à fournir l'accès nécessaire pour que le personnel de l'Entrepreneur puisse opérer normalement. Cependant, ce dernier devra se conformer à la norme administrative du Propriétaire concernant l'accès et l'usage des clés.

14. STATIONNEMENT

14.1 L'Entrepreneur ainsi que ses sous-traitants et fournisseurs devront se conformer aux restrictions d'accès pour les divers campus de l'Université McGill.

14.1.1 Campus du centre-ville

(le secteur entre la rue Sherbrooke, la rue McTavish, la rue Dr. Penfield, et la rue University, comprenant la rue McTavish elle-même) en raison de la transformation de ce secteur en zone complètement piétonnière:

1. Les livraisons de toute nature devront être effectuées entre 7h00 et 11h00.
2. Les véhicules autorisés pour la livraison seront ceux portant une marque distinctive au nom d'une compagnie, soit un lettrage officiel permanent d'une compagnie sur la carrosserie du véhicule. Seuls ces véhicules seront admis sur campus pour la livraison des matériaux et équipements.
3. Des véhicules personnels conduits par des ouvriers avec leurs outils et matériaux ne seront pas admis sur cette portion du campus.
4. Les véhicules des Entrepreneurs ayant un lettrage permanent seront admis sur cette portion du campus ou à l'aire de réception temporaire (situé du côté Sud du Pavillon Ferrier, accessible par l'entrée située à l'intersection des rues University et Milton). Cependant, le stationnement de ces véhicules sur cette portion du campus ne sera pas permis.
5. Aucun véhicule ne sera admis sur cette portion de campus en dehors des heures de livraison indiquées précédemment.
6. Les véhicules présents avant 11h00 sur cette portion du campus, à l'exception de ceux sur la rue McTavish, pourront demeurer sur le site, après 11h00, seulement s'ils servent d'atelier de travail ou d'entrepôt de matériaux nécessaires aux travaux. Dans cette situation, les Entrepreneurs seront tenus de défrayer les frais de stationnement pour chaque véhicule.
7. Les véhicules se trouvant sur la rue McTavish avant 7h00 et après 11h00 sont sujets à la réglementation en vigueur de la Ville de Montréal. Si un Entrepreneur doit déroger à cette réglementation, il a l'obligation d'obtenir les autorisations nécessaires auprès de la Ville de Montréal.

14.1.2 Restrictions d'accès - Campus McDonald

1. L'utilisation du stationnement sur le campus est autorisée sous condition de payer les frais de stationnement auprès de du service de sécurité de McGill localisé au pavillon Laird.

14.1.3 Restrictions d'accès – Campus Gault

1. L'utilisation du stationnement sur le campus est autorisée sous condition de payer les frais de stationnement auprès du service de sécurité de McGill.

SECTION 3 GARANTIES ET ASSURANCES

15. CAUTIONNEMENT, GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES

15.1 L'Entrepreneur doit afficher bien en vue, à l'emplacement des travaux, un avis indiquant qu'une garantie du paiement de la main-d'œuvre et des matériaux est en vigueur, ainsi que le nom et l'adresse de l'institution financière et un exposé de la marche à suivre pour présenter une réclamation. Cet avis doit être conforme au formulaire prévu à l'annexe CG-10 « AVIS - SALARIÉS ET FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVICES » des présentes. Cette garantie est sous forme de cautionnement et conforme à l'annexe 3 du *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics* (L.R.Q., c. A-6.01, r.0.06), annexe C-2 du Contrat.

16. ASSURANCES

16.1 Comme condition de signature du contrat et condition à tout paiement prévu au contrat, l'Entrepreneur doit remettre, au plus tard à la signature du contrat, une copie certifiée conforme des certificats de chaque police d'assurance exigée, et doit les maintenir en vigueur jusqu'à la fin du contrat.

16.2 En plus des avenants généralement contenus dans les diverses polices d'assurances requises, l'Entrepreneur doit fournir les avenants spécifiques à chaque type de police d'assurance conformément aux formulaires prévus aux C-3 et C-4 du Contrat.

16.3 Le Propriétaire pourra, à sa discrétion, déclarer le présent contrat nul et sans effet si l'une ou l'autre des polices d'assurance décrites aux articles 16.6.1 à 16.6.5 de la présente section expire, est annulée ou voit sa garantie réduite sans que le Propriétaire, le Professionnel et le gestionnaire de projet en soit préalablement avisé par un préavis de trente (30) jours par courrier recommandé.

16.4 L'Entrepreneur se porte garant envers le Propriétaire et s'engage à l'indemniser de toute réclamation, perte, dommage, action ou autre procédure découlant de sa faute, négligence, omission, ou celle de ses sous-traitants et préposés dans l'exécution du contrat.

16.5 L'Entrepreneur doit donner un avis au Propriétaire de la date du début des travaux et de leur durée afin que ce dernier en avise son assureur.

16.6 L'Entrepreneur doit fournir au Propriétaire la preuve qu'il détient les polices d'assurance suivantes :

16.6.1 L'Entrepreneur doit fournir et maintenir en vigueur au moyen d'une police distincte ou d'un avenant à une police déjà existante, une assurance responsabilité civile générale prise au nom de l'Entrepreneur et qui nomme le Propriétaire et le Professionnel à titre d'assuré additionnel, mais seulement en ce qui a trait à la responsabilité, autre que la responsabilité légale résultant de

leur négligence, découlant des activités de l'Entrepreneur concernant l'ouvrage. L'assurance responsabilité civile générale doit être en vigueur de la date du début des travaux jusqu'à un an à compter de la date de la fin des travaux. **La limite d'assurance pour la responsabilité civile générale sera d'une valeur d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000 \$) par événement, incluant les travaux de soudure, meulage et autres travaux avec usage de flamme ouvert au besoin.** L'assurance doit comporter une limite d'indemnité unique pour dommages corporels (y compris la mort en résultant) et pour dommages matériels (y compris la perte d'usage) sur base d'événement et couvrant les risques suivants:

- a) l'assurance des lieux et activités;
- b) l'assurance des produits et des travaux terminés;
- c) l'assurance contractuelle, formule globale;
- d) l'assurance contre les accidents d'ascenseurs et de monte-charge, les cas échéant;
- e) l'assurance relative aux préjudices personnels;
- f) l'assurance des travaux d'étayage, de dynamitage, d'excavation, de reprises en sous œuvre, de démolition, de battage de pieux, de travaux en caissons, de travaux souterrains, de percements de tunnels et de travaux de nivellement, le cas échéant;
- g) l'assurance de responsabilité automobile des non-propriétaires;
- h) l'assurance de responsabilité patronale contingente;
- i) l'avenant d'extension du terme assuré aux employés de l'assuré désigné.
- j) L'Entrepreneur doit fournir l'avenant à la police d'assurance tel que prévu à l'annexe C-3 du Contrat.

16.6.2 Une assurance de chantier à formule étendue prise conjointement aux noms de l'Entrepreneur, du Propriétaire et du Professionnel. La police doit couvrir tous les sous-traitants. L'assurance de chantier à formule étendue doit être en vigueur à compter de la date du début des travaux jusqu'à la première des éventualités suivantes:

- 1. 10 jours civils après la date de la fin des travaux;
- 2. Au début de l'utilisation ou de l'occupation d'une partie ou d'une section de l'ouvrage;

3. Lorsque le chantier a été laissé sans surveillance pendant plus de trente (30) jours civils consécutifs ou que l'activité de construction est terminée depuis plus de trente (30) jours civils consécutifs.

L'Entrepreneur doit fournir l'avenant à la police d'assurance tel que prévu à l'annexe C-4 du Contrat.

~~16.6.3 Une assurance des chaudières et de la machinerie, prise conjointement au nom de l'Entrepreneur, du Propriétaire traitants. La couverture doit être maintenue de manière ininterrompue du début de l'utilisation ou de la mise en marche des chaudières et des objets de machinerie assurés et jusqu'à l'expiration d'une période de dix (10) jours civils suivants la date de la fin des travaux.~~

16.6.4 La police d'assurance de chantiers doit prévoir qu'en cas de perte ou de dommage, tout paiement doit être versé au Propriétaire et à l'Entrepreneur, selon leurs intérêts respectifs. En cas de perte ou de dommage :

1. L'Entrepreneur doit agir pour le compte du Propriétaire aux fins de déterminer le montant du sinistre avec les assureurs. Une fois le montant déterminé, l'Entrepreneur doit entreprendre la restauration de l'ouvrage. Les dommages ne changent rien aux droits et obligations de l'une ou l'autre partie en vertu du contrat, sauf que l'Entrepreneur a droit à la prolongation du délai prévu pour l'exécution du contrat que le Professionnel recommande après consultation avec l'Entrepreneur;
2. L'Entrepreneur a droit de recevoir du Propriétaire, en plus de toute somme due en vertu du contrat, le montant auquel a été évalué l'intérêt du Propriétaire dans la restauration de l'ouvrage, à verser à mesure de l'avancement de celle-ci et conformément aux dispositions des paiements d'acomptes. De plus, l'Entrepreneur a droit de recevoir, à partir des paiements effectués par l'assureur, le montant représentant l'intérêt de l'Entrepreneur dans la restauration de l'ouvrage; et
3. À l'ouvrage causé par le travail du Propriétaire, du personnel du Propriétaire ou d'un autre Entrepreneur, conformément aux obligations du Propriétaire en vertu des dispositions relatives aux travaux de construction exécutés par le Propriétaire ou d'autres Entrepreneurs, Le Propriétaire doit payer à l'Entrepreneur le coût de la restauration de l'ouvrage au fur et à mesure de l'exécution de ces travaux, conformément aux dispositions sur le paiement d'acompte.

SECTION 4 ADMINISTRATION DU CONTRAT

17. AUTORITÉ DU PROFESSIONNEL

- 17.1 Le Professionnel a autorité pour agir au nom du Propriétaire dans la limite prévue dans les documents contractuels, sauf si le Propriétaire modifie cette limite par un accord écrit.
- 17.2 S'il est mis fin au contrat du Professionnel, le Propriétaire doit immédiatement nommer ou renommer un Professionnel dont la fonction, aux fins du contrat, sera la même que celle du Professionnel précédent.

18. RÔLE DU PROFESSIONNEL

- 18.1 Le Professionnel administre le contrat conformément aux documents contractuels.
- 18.2 Le Professionnel visite l'emplacement de l'ouvrage à des intervalles appropriés à l'évolution des travaux, dans le but de se tenir bien informé de leur avancement et de leur qualité et de déterminer si, de manière générale, la construction de l'ouvrage progresse conformément aux documents contractuels.
- 18.3 Le Professionnel n'a ni autorité, ni responsabilité, ni fonction de surveillance à l'égard des moyens, méthodes, techniques, séquences ou procédés de construction, ou à l'égard des mesures et programmes de protection et de sécurité nécessaires à l'ouvrage conformément aux dispositions légales pertinentes touchant la sécurité des travaux de construction, aux autres règlements ou aux règles de l'art de la construction. Il n'a ni la responsabilité, ni la maîtrise des actions ou omissions de l'Entrepreneur, des sous-traitants et des fournisseurs ou de toute autre personne exécutant une partie quelconque de l'ouvrage.
- 18.4 Le Professionnel a autorité pour rejeter tout travail qui, à son avis, n'est pas conforme aux documents contractuels. Toutes les fois qu'il le juge nécessaire ou opportun, il peut demander une inspection spéciale ou un essai d'une partie de l'ouvrage, que cette partie soit ou non fabriquée, mise en place ou terminée.

19. SURVEILLANCE DES TRAVAUX ET INSPECTION

- 19.1 Le Propriétaire et le Professionnel doivent avoir libre accès à l'ouvrage en tout temps. Ainsi, l'Entrepreneur doit assurer un accès sécuritaire au Professionnel en fournissant les moyens appropriés afin que ce dernier puisse effectuer sa surveillance.
- 19.2 Le Professionnel peut ordonner qu'une ou plusieurs parties de l'ouvrage fassent l'objet d'une inspection spéciale pour confirmer que ces travaux sont conformes aux documents contractuels. L'Entrepreneur doit payer le coût de tout essai ou inspection requis pour y procéder.

20. TRAVAUX DÉFECTUEUX

- 20.1 L'Entrepreneur doit sans délai enlever du chantier les matériaux défectueux que le Professionnel refuse pour non-conformité aux documents contractuels, que lesdits matériaux aient été incorporés ou non aux travaux. Les matériaux et travaux défectueux doivent être immédiatement remplacés ou réparés, aux frais de l'Entrepreneur.
- 20.2 Si en raison de ces remplacements, l'ouvrage d'un autre Entrepreneur est détruit ou endommagé, l'Entrepreneur doit le réparer à ses frais.
- 20.3 Si après consultation auprès du Propriétaire, le Professionnel avise l'Entrepreneur qu'il n'est pas nécessaire de rectifier les travaux défectueux ou non conformes aux documents contractuels, le Propriétaire déduit du prix du contrat la différence de valeur entre les travaux tels qu'exécutés et ceux prévus au contrat, le montant de cette différence étant déterminé par le Professionnel.

SECTION 5 MAÎTRISE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX**21. MAÎTRISE DES TRAVAUX**

- 21.1 L'Entrepreneur a la maîtrise entière de l'exécution des travaux. Il doit les diriger et les superviser efficacement de façon à en assurer la conformité avec les documents contractuels. Il est seul responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences, procédures de construction et coordination de toutes les parties des travaux en vertu du contrat, ainsi que de la conception, de l'érection, du fonctionnement, de l'entretien et de l'enlèvement des structures et installations temporaires.
- 21.2 Lorsque la loi ou les documents contractuels l'exigent et dans tous les cas où lesdites installations temporaires et leur méthode de construction sont telles que la compétence d'un ingénieur autre que celui du Propriétaire est requise pour satisfaire aux exigences de la sécurité, l'Entrepreneur doit l'engager et rémunérer ses services.
- 21.3 L'Entrepreneur doit employer un chef de chantier, « surintendant », dont la présence est continue sur le chantier durant l'exécution des travaux ainsi que des contremaîtres et des gardiens en nombre suffisant. Le chef de chantier doit représenter l'Entrepreneur sur le chantier, et les instructions qui lui sont données, par le Professionnel et/ou le gestionnaire de projet, sont censées avoir été données à l'Entrepreneur. Le chef de chantier doit avoir pleine autorité pour exécuter sans délai les directives et instructions reçues.
- 21.4 Le chef de chantier doit avoir un mandat exprès, lui donnant plein pouvoir d'agir pour et au nom de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur donne un avis écrit de ce mandat au Professionnel, au gestionnaire de projet et au Propriétaire et précise toute restriction au pouvoir du représentant de l'Entrepreneur de signer les avis, directives de changement,

modifications et avenants au contrat. Le Professionnel et le gestionnaire de projet doivent être avisés d'avance et par écrit du remplacement du chef de chantier. Le Professionnel ou le gestionnaire de projet peuvent demander le remplacement du chef de chantier pour raison d'incompétence.

21.5 L'Entrepreneur doit également employer un chargé de projet affecté entièrement à l'ouvrage et celui-ci devra, comme le chef de chantier, représenter l'Entrepreneur et avoir l'autorité pour exécuter sans délai les directives reçues. Les obligations contractuelles de l'Entrepreneur concernant le chargé de projet sont les mêmes que celles s'appliquant au chef de chantier (sauf pour la présence continue sur le chantier à laquelle le chargé de projet ne devrait pas être astreint).

21.6 Le chef de chantier et le chargé de projet devront entrer en fonction dès l'adjudication du contrat et demeurer entièrement affectés au projet jusqu'à la réception définitive des travaux. Si, pour des motifs sérieux, le remplacement préalable d'une de ces personnes s'avérait nécessaire, tel remplacement ne pourrait s'effectuer qu'avec l'autorisation écrite préalable du Propriétaire, après que l'Entrepreneur ait produit, à la satisfaction du Propriétaire, tout renseignement établissant la compétence des nouvelles personnes pour l'exécution des travaux. Tels remplacements de personne ou démarches en vue d'établir la compétence de ces nouvelles personnes ne pourront être invoqués par l'Entrepreneur pour justifier des demandes de prolongation du délai d'exécution de l'ouvrage.

22. RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

22.1 Pendant la durée des travaux, l'Entrepreneur se porte garant envers le Propriétaire, le Professionnel, leurs représentants et employés et il s'engage à les indemniser de tout dommage, réclamation, perte, action ou autre procédure découlant de sa faute, de sa négligence, de son omission ou de celles de ses sous-traitants et préposés dans l'exécution du contrat.

22.2 L'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la sécurité de toute personne et de tout bien meuble ou immeuble, propriété de qui que ce soit, qui se trouvent sur le chantier ou à l'extérieur et pouvant être affectés par l'exécution des travaux.

23. SANTÉ ET SÉCURITÉ AU CHANTIER

23.1 Tout chantier de construction doit être conçu et tenu de façon à protéger la santé, assurer la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs dans l'exercice de leurs différentes tâches. Il doit aussi assurer la salubrité des lieux.

23.2 L'Entrepreneur, à titre de responsable de l'exécution de l'ensemble des travaux, doit remplir les obligations imputées au maître d'œuvre par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et des règlements y afférents.

Advenant que le Propriétaire soit désigné comme maître d'œuvre par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), l'Entrepreneur assumera conjointement avec le Propriétaire toutes les responsabilités imputées au maître d'œuvre par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et des règlements y afférents.

- 23.3 La responsabilité d'éliminer à la source même les dangers relatifs à la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs et de toute personne dans les limites du chantier incombe à l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit donc s'assurer de la collaboration de tous les intervenants sur son chantier : les organismes publics, le Propriétaire, les sociétés d'utilité publique, les sous-traitants, les fournisseurs, les travailleurs, les inspecteurs, les visiteurs, etc. pour mener à bonne fin ses opérations en toute sécurité.
- 23.4 Avant le début des travaux et dans les délais prévus, l'Entrepreneur doit faire parvenir un avis d'ouverture de chantier auprès de la CNESST. Il doit élaborer le programme de prévention propre au chantier où les travaux sont exécutés. Il doit le présenter à la CNESST du Québec. Le cas échéant, l'Entrepreneur doit créer un comité de construction. L'Entrepreneur doit prendre connaissance du « **Programme-cadre de prévention-Construction** » de l'Université McGill qui se trouve au lien Internet <https://mcgill.ca/facilities/policies>. L'Entrepreneur doit se servir du contenu du « Programme-cadre de prévention - Construction » pour établir les exigences minimales de base de son propre programme de prévention et pour guider ses actions en matière de santé et sécurité au chantier. À défaut, le Propriétaire peut, sans préavis et sans frais, suspendre les travaux de l'Entrepreneur jusqu'à ce qu'il se conforme à cette exigence, sans modifier le prix et le délai contractuel.
- 23.5 L'Entrepreneur doit, au début et à la fin des activités sur le chantier de construction, transmettre à la CNESST du Québec, un avis d'ouverture ou de fermeture du chantier selon les modalités prévues par règlement.
- 23.6 L'Entrepreneur s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, mandataires, sous-traitants et toute personne ayant accès au chantier, les dispositions du programme de prévention ainsi que celles de toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail, notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et le *Code de sécurité pour les travaux de construction* et à satisfaire à toutes leurs exigences.
- 23.7 L'Entrepreneur s'engage à fournir à ses employés ou mandataires les équipements de protection individuels ou collectifs et le personnel requis par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, le *Code de sécurité pour les travaux de construction* ou tout autre règlement, ou requis par les représentants de la CNESST du Québec.
- 23.8 Le Propriétaire ne peut être tenu responsable d'aucun dommage, relevant de tout retard ou arrêt dans les travaux, ou encore pour tout coût additionnel, dû au non-

respect, de l'Entrepreneur (incluant ses employés, ses mandataires ou ses sous-traitants) d'une disposition d'une loi ou d'un règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail.

24. MAIN-D'ŒUVRE, MATÉRIAUX ET MATÉRIEL DE CONSTRUCTION

24.1 L'Entrepreneur doit fournir et payer la main-d'œuvre, les produits, l'outillage, le matériel de construction, l'éclairage, le transport et les autres installations et services nécessaires à l'exécution de l'ouvrage conformément au contrat. Pour les projets de rénovation l'Entrepreneur pourra se brancher, sans frais, aux services de l'eau, du chauffage et de l'énergie électrique du Propriétaire. À moins qu'il n'en soit autrement spécifié aux documents contractuels, les produits fournis sont neufs.

24.2 L'Entrepreneur et ses sous-traitants doivent respecter toutes les lois et ordonnances municipales, provinciales et fédérales relatives à l'emploi de la main-d'œuvre. Toute infraction à ces lois, ordonnances municipales, provinciales ou fédérales est à la charge de l'Entrepreneur et ne peut lier d'aucune façon le Propriétaire.

24.3 L'Entrepreneur ne doit pas employer à l'exécution de l'ouvrage des personnes non qualifiées pour l'exécution des tâches qui leur sont assignées.

24.4 Les chantiers du Propriétaire sont déclarés à la Commission de la construction du Québec (CCQ) et sont ouverts pour fin d'inspection.

25. ADMISSIBILITÉ DES PRODUITS ET MATÉRIAUX SELON LEUR LIEU DE FABRICATION

25.1 L'Entrepreneur doit utiliser des produits et des matériaux de construction fabriqués au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord et ce, sans discrimination.

25.2 Selon le nombre de fabricants d'un produit ou d'un matériau dénombré dans les lieux de fabrication admissibles en vertu des dispositions du premier alinéa, l'une des règles suivantes s'appliquent :

1. Trois (3) fabricants ou plus

Aucune substitution pour un produit ou un matériau fabriqué ailleurs n'est accepté.

2. Moins de trois (3) fabricants

L'Entrepreneur doit présenter sa soumission avec le prix des fabricants admissibles. Cependant, il sera loisible aux soumissionnaires de proposer des équivalences en annexe à leur soumission, identifiant le produit ou le matériau équivalent, de même que l'économie réalisable.

Pour être acceptée, cette équivalence devra être approuvée à la fois par le Professionnel et le Propriétaire et se traduire par une économie supérieure à 10% pour le Propriétaire.

Si aucun produit n'est disponible d'une des provinces ou territoires signataires, une préférence sera accordée au produit de provenance canadienne.

26. SUPERVISION

26.1 L'Entrepreneur doit fournir toute la supervision nécessaire et nommer un chef de chantier qui sera présent à l'emplacement de l'ouvrage durant toute l'exécution des travaux. Ce représentant ne peut être remplacé que pour un motif suffisant.

27. CALENDRIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

27.1 Si le calendrier d'exécution des travaux n'a pas été requis avec la soumission, l'Entrepreneur doit, au plus tard à la première réunion de chantier, le remettre au Professionnel et au gestionnaire de projet pour approbation.

27.2 Dans le cas de changements apportés aux travaux en cours d'exécution, l'Entrepreneur doit apporter les modifications appropriées au calendrier des travaux et le faire approuver de nouveau.

27.3 L'échéancier sera déterminé suivant la méthode du chemin critique. L'échéancier comprendra les renseignements suivants :

- a) Dates et début et de fin des travaux
- b) Dates de commencement et de fin des travaux pour les composantes et les systèmes majeurs;
- c) Dates limites pour la préparation des dessins d'atelier et présentation des échantillons et maquettes;
- d) Dates limites pour l'approbation des dessins d'atelier, des échantillons et des maquettes par les Professionnels;
- e) Le chemin critique pour la fin des travaux;
- f) Les dates prévues des arrêts majeurs des services ainsi que leur durée.

L'échéancier sera présenté sous forme de diagramme de GANTT, et sera accompagné du diagramme d'analyse du chemin critique. Il doit être fourni, au Propriétaire et aux Professionnels, en format électronique compatible avec Microsoft Project, ou PRIMAVERA

27.4 L'échéancier doit être mis à jour mensuellement pour refléter précisément le progrès réel et présenter l'état actuel de la construction. Les travaux seront exécutés conformément à l'échéancier approuvé.

- 27.5 Lorsque des retards sont signalés, l'Entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires, y compris des heures supplémentaires pour rattraper le temps perdu, sans frais additionnels au Propriétaire.
- 27.6 La responsabilité de respecter l'échéancier du projet incombe entièrement à l'Entrepreneur, en dépit de toute consultation pouvant avoir lieu avec le Propriétaire, le gestionnaire de projet ou le Professionnel.
- 27.7 Toutes les commandes doivent être passées en temps opportun de façon à ce que l'échéancier du projet soit entièrement respecté.
- 27.8 Le Professionnel rejettera toute demande de paiement de sommes supplémentaires ou toute demande de prolongation de la durée du contrat qui découlerait d'un retard lié à la passation des commandes ou à l'affectation des sous-traitants.
- 27.9 Pour ne pas nuire aux opérations et fonctionnements des locaux occupés par le Propriétaire, certains travaux devront être effectués en dehors des heures habituelles de travail ; les coûts associés à ces travaux devront être inclus dans le prix de la soumission, aucune réclamation subséquente ne sera reçue par le Propriétaire.
- 27.10 Si un retard est imputable au Propriétaire, le gestionnaire de projet peut accorder un délai d'exécution supplémentaire dans la mesure où l'Entrepreneur lui signale par écrit la cause de ce retard dans les cinq (5) jours ouvrables suivant le commencement d'un tel retard.
28. RALENTISSEMENT DES TRAVAUX
- 28.1 L'Entrepreneur et ses sous-traitants devront maintenir le rythme des travaux prévu au calendrier d'exécution des travaux.
- 28.2 Tout ralentissement devra avoir été dûment autorisé par les autorités compétentes et ne pas retarder la livraison des travaux à moins d'un nouveau calendrier d'exécution des travaux approuvé, tel que prévu à l'article 27 intitulé « Calendrier d'exécution des travaux ».
29. DESSINS D'ATELIER ET INSTRUCTIONS DES MANUFACTURIERS
- 29.1 Afin de ne pas retarder le progrès des travaux, l'Entrepreneur doit fournir en temps opportun, au Professionnel et le gestionnaire de projet pour approbation, les dessins d'atelier ou diagrammes, ainsi que les instructions de manufacturiers nécessaires à la bonne exécution des travaux.
- 29.2 L'Entrepreneur doit apposer son sceau avec ses initiales ou sa signature sur les dessins d'atelier et sur les instructions du manufacturier, attestant que la documentation soumise a été révisée, que les dimensions prises sur place ont été vérifiées et que tout est conforme aux documents contractuels. L'Entrepreneur doit se reporter aux exigences précises relatives aux dessins d'atelier et aux diagrammes qui sont énoncées

dans chaque section des devis. Les dessins d'atelier seront présentés sous forme d'un dessin reproductible.

- 29.3 Ces dessins sont vérifiés, identifiés, datés, signés ou scellés par l'Entrepreneur qui doit prévenir le Professionnel lors de leur présentation de tout changement par rapport aux documents contractuels. Les dessins d'atelier sont corrigés par l'Entrepreneur conformément aux instructions du Professionnel et copie de tels dessins conservés au chantier.
- 29.4 Une période de dix (10) jours ouvrables est allouée pour la vérification par les Professionnels et le gestionnaire de projet.
- 29.5 Les dessins d'atelier sont corrigés par l'Entrepreneur conformément aux instructions du Professionnel et du Gestionnaire de projet. Le dessin reproductible avec les corrections du Professionnel sera remis à l'Entrepreneur pour redistribution à ses sous-traitants et aux personnes suivantes :
- a) Une copie à l'architecte;
 - b) Une copie au Propriétaire;
 - c) Une copie à l'ingénieur de la discipline concernée (mécanique, électricité, structure);
 - d) Une copie au gestionnaire de projet.
- 29.6 La vérification des dessins d'atelier est faite dans le seul but de constater la conformité avec le concept général et pour vérifier que les éléments et systèmes proposés correspondent à l'objet du contrat ; elle ne signifie pas que le Professionnel et le gestionnaire de projet approuvent les dessins d'atelier ni que les éléments et systèmes proposés correspondent aux prescriptions des documents contractuels ; cette responsabilité demeurant celle de l'Entrepreneur qui les a soumis.
- 29.7 Cette vérification ne relève pas l'Entrepreneur de sa responsabilité pour les erreurs ou omissions contenues dans les dessins d'atelier ni de son obligation de satisfaire à toutes les exigences des documents contractuels. L'Entrepreneur demeure responsable des dimensions qui doivent être confirmées et mises en corrélation au chantier, de l'information quant aux procédés de fabrication ou aux techniques de construction, de pose et de la coordination du travail de tous les sous-traitants.
- 29.8 La documentation soumise doit être en français ou en anglais et doit comporter :
- a) La date de présentation des documents originaux et celles des révisions;
 - b) La désignation et le numéro du projet;
 - c) La référence aux plans et devis;
 - d) Le nom de l'Entrepreneur;

- e) Le nom du sous-traitant;
- f) Le nom du fournisseur;
- g) Le nom du fabricant;
- h) Les noms des détaillants, le cas échéant.

29.9 Il est expressément convenu que l'approbation de ces dessins ou instructions de fabricants, par le Professionnel et du gestionnaire de projet, ne libère pas l'Entrepreneur de sa responsabilité. L'Entrepreneur assume le risque que comporte toute commande de matériaux donnée ou tout travail exécuté avant l'approbation des dessins d'atelier et tous les frais qui peuvent en résulter.

30. PLANS TELS QU'EXÉCUTÉS

30.1 Au cours des travaux, l'Entrepreneur notera au fur et à mesure toutes modifications et tous changements aux ouvrages sur une copie de plan qui sera remise au Professionnel à la fin des travaux (réception provisoire des travaux).

31. ÉQUIPEMENTS ET SERVICES TEMPORAIRES

31.1 Pendant toute la durée des travaux, l'Entrepreneur doit pourvoir le chantier d'un bureau et autres installations nécessaires à la bonne marche des travaux telles que l'eau, l'éclairage, le chauffage, l'électricité, le téléphone, etc., et en défrayer le coût, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement dans les documents contractuels. Pour les projets de rénovation l'Entrepreneur pourra se brancher aux services d'eau, de chauffage et de l'électricité existants du Propriétaire.

32. PANNEAUX D'IDENTIFICATION ET PUBLICITÉ

32.1 La pose d'affiches, tracts, journaux publicitaires, est interdite à l'intérieur et à l'extérieur du chantier sans l'autorisation du Propriétaire.

33. INFORMATION

33.1 Seul le Propriétaire peut fournir des renseignements relatifs aux travaux en cours à toute personne, notamment aux autorités locales, à la radio, à la télévision, à la presse, aux organisations locales ou autres.

34. PROTECTION DES AIRES AMÉNAGÉES ET DE L'ENVIRONNEMENT

34.1 L'Entrepreneur doit protéger à ses frais les arbres, arbustes, gazon et plantes d'ornement ou autres sur l'emplacement des travaux, selon les instructions du Propriétaire.

34.2 Il doit également prendre toutes les précautions nécessaires pour la protection de l'environnement, des rues, des parcs et terrains avoisinants.

- 34.3 Il doit, en fonction de la réglementation, entreposer et disposer adéquatement des matières dangereuses.
- 34.4 Lorsque des dommages sont constatés aux arbres, arbustes, gazon et plantes d'ornement ou autres sur l'emplacement des travaux, le Propriétaire procédera aux travaux de réparation ou de remplacement, aux frais de l'Entrepreneur.
35. BORNES ET NIVEAUX
- 35.1 L'Entrepreneur est responsable de la conservation des bornes et repères et de l'implantation exacte du ou des bâtiments conformément aux plans du Professionnel et au niveau prescrit. Il doit faire vérifier et approuver l'implantation par le Professionnel avant de commencer les travaux.
36. CONDITIONS DU SOUS-SOL
- 36.1 L'Entrepreneur doit promptement informer le Professionnel et le Propriétaire, avec confirmation écrite, si les conditions du sous-sol du projet diffèrent substantiellement des indications fournies au moment de la soumission.
37. PRÉVENTIONS DES INCENDIES
- 37.1 L'Entrepreneur doit organiser ses travaux et ceux de ses sous-traitants de manière à prévenir les risques d'incendie. Il doit, à cette fin, prendre toutes les précautions requises par la loi ou les règlements applicables.
- 37.2 L'Entrepreneur doit préparer un plan de sécurité en conformité avec le Code de prévention des incendies et le Code de construction du Québec et le présenter au Bureau de la prévention des incendies de l'Université McGill avant le début des travaux. Le plan doit être conforme au Plan de sécurité incendie sur les chantiers de construction tel que prévu à l'annexe CG-11 des Conditions Générales.
- 37.3 L'Entrepreneur ne doit recourir à une flamme nue qu'après s'être assuré qu'il n'y a aucune autre méthode convenable de travail lui permettant d'atteindre le résultat escompté. Dans l'éventualité où la seule option demeure le recours à une flamme nue, l'Entrepreneur doit obtenir du Propriétaire un permis de travail par points chauds au moins soixante-douze (72) heures avant d'exécuter des travaux utilisant une flamme nue¹. Ces travaux incluent notamment le découpage, le soudage, le brasage, le meulage, la fixation par collage, la métallisation à chaud et le dégèlement des canalisations. Ces travaux doivent être conformes à la norme CSA-W117.2 - Règles de sécurité en soudage, coupage et procédés connexes.
- 37.4 L'Entrepreneur doit organiser ses travaux et ceux de ses sous-traitants afin d'éviter des déclenchements injustifiés de l'alarme incendie. Au besoin, l'Entrepreneur fait une demande d'arrêt de service des équipements de protection incendie, conformément

¹ Voir la définition dans la section « Définitions ».

aux règles de l'Université. L'autorisation pour l'arrêt de service doit être obtenue 72 heures avant d'entreprendre des travaux qui sont susceptibles de déclencher une alarme incendie. S'il s'avère que le déclenchement injustifié de l'alarme incendie soit le fait de l'Entrepreneur, de l'un de ses employés, de l'un de ses sous-traitants, ou encore d'une personne sous sa responsabilité ou contrôle, l'Entrepreneur sera tenu responsable de payer au Propriétaire des frais fixes de trois mille dollars (3 000.00 \$) pour chaque déclenchement injustifié de l'alarme incendie. De même, l'Entrepreneur sera tenu responsable de payer au Propriétaire des frais fixes de huit cent dollars (800.00 \$) pour chaque déclenchement injustifié de l'alarme incendie entraînant la nécessité de remettre en marche les ascenseurs du bâtiment. Les frais ci-haut mentionnés sont payables à l'Université par chèque, après réception par l'Entrepreneur d'une facture émise par le service de Prévention des incendies, Direction de la protection et de la prévention du Propriétaire.

38. USAGE D'EXPLOSIFS

38.1 L'usage d'explosifs est strictement interdit sans l'autorisation préalable du Professionnel et du Propriétaire qui se réservent le droit de révoquer telle autorisation en tout temps. Avant de faire usage d'explosifs, l'Entrepreneur autorisé doit prendre toutes les précautions d'usage pour ne pas mettre en danger la vie des gens ou la propriété publique ou privée et, il doit observer tous les règlements et lois relatifs au transport, au dépôt et à l'usage desdits explosifs.

39. DÉCOUPAGES, PERCEMENTS ET RÉPARATIONS

39.1 L'Entrepreneur a la responsabilité de l'exécution de toutes les opérations de découpages, percements et réparations.

39.2 Ces travaux doivent être prévus et coordonnés de façon à en minimiser l'étendue.

39.3 Ces opérations de découpages, percements et réparations doivent être exécutées par des ouvriers qualifiés, en respectant la solidité, l'intégrité coupe-feu et l'apparence des travaux.

40. SUSPENSION DES TRAVAUX

40.1 Le Professionnel peut ordonner la suspension des travaux chaque fois qu'il le juge nécessaire pour la protection de la vie ou encore pour la protection des ouvrages ou des biens avoisinants. Il doit confirmer cette décision par écrit à l'Entrepreneur dans un délai de quarante-huit (48) heures.

40.2 Dans le cas de suspension, il est convenu que l'Entrepreneur est tenu de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 22, intitulé « Responsabilité de l'Entrepreneur ».

41. PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION

41.1 L'Entrepreneur peut avoir droit à une prolongation du délai d'exécution du contrat et des frais inhérents à cette prolongation lorsque les travaux sont retardés par suite d'un acte résultant :

1. Du Propriétaire ou de son représentant;
2. D'un autre Entrepreneur ou de ses employés;
3. D'une ordonnance d'un tribunal ou d'une autre administration publique rendue pour une raison non imputable à l'Entrepreneur ou à son représentant.

Cette prolongation ne peut être supérieure au temps d'interruption.

41.2 Pour avoir droit à une prolongation du délai et aux frais inhérents l'Entrepreneur doit obtenir une autorisation préalable écrite du Propriétaire en faisant une demande écrite à cette fin à ce dernier, dans les 14 jours suivant l'événement qui entraîne le retard.

41.3 Toute demande de prolongation du délai de l'Entrepreneur devra être accompagnée d'une démonstration détaillée de l'effet de telle cause sur le calendrier des travaux. Une telle demande, après démonstration, devra d'abord être acceptée par le Professionnel pour être recevable par le Propriétaire. Si le Professionnel et le Propriétaire jugent la demande de l'Entrepreneur justifiée, un ordre de changement décrivant la nature et l'étendue de la prolongation sera émis.

41.4 Ni les conditions climatiques normalement prévisibles, ni les pénuries de main-d'œuvre, d'équipement ou de matériaux ne seront considérées comme des causes de prolongation du délai d'exécution.

41.5 Advenant tout défaut de l'Entrepreneur de terminer les travaux au terme fixé au contrat et/ou prolongé par ordre de changement, le Propriétaire tiendra l'Entrepreneur responsable des dommages et des coûts supplémentaires que le Propriétaire pourrait encourir. Ces dommages-intérêts sont acquis de plein droit sur la simple constatation de l'expiration des délais contractuels, sans avis, notification ou mise en demeure préalable.

41.6 L'Entrepreneur est responsable des retards pouvant être causés par des négociations de prix à l'égard des changements demandés par l'Entrepreneur ou ses sous-traitants dans la mesure où les prix demandés sont déraisonnables. Les dommages ou pertes subis par le Propriétaire à la suite de tels retards seront considérés comme un motif valable de réclamation par le Propriétaire à l'encontre de l'Entrepreneur.

42. CLOISONS TEMPORAIRES

42.1 Si l'exécution des travaux l'exige, l'Entrepreneur installera des cloisons temporaires. Elles seront installées au début des travaux pour séparer les travaux des activités du Propriétaire. Ces cloisons devront être étanches contre la poussière, les intempéries, le

bruit et tout autre élément similaire. Les cloisons temporaires installées à l'intérieur d'un bâtiment seront à l'épreuve de la poussière et sépareront de façon continue les travaux prévus aux termes du Contrat des activités du Propriétaire.

- 42.2 Les cloisons installées pour une durée ne dépassant pas trois jours seront construites de montants en bois centrés aux 408 millimètres (16 pouces) et de feuilles de polyéthylène agrafées centrées aux 305 millimètres (12 pouces) de chaque côté des montants.
- 42.3 Les cloisons installées pour une durée de quatre jours et plus seront construites de montants en bois centrés aux 408 millimètres (16 pouces) et de planches de placoplâtre d'une épaisseur de 16 millimètres (5/8 pouces) de chaque côté, les joints étant recouverts de rubans pour joints et les périmètres scellés.
- 42.4 De plus, les cloisons qui séparent les aires chauffées des aires non chauffées seront isolées au moyen de nattes de fibres de verre de 150 millimètres (6 pouces). Les portes seront à l'épreuve de la poussière et verrouillables.
- 42.5 Les cloisons seront démontées lorsqu'elles ne seront plus requises et les surfaces de contact seront nettoyées et remises en état.

43. CONTRÔLE DE POUSSIÈRE

- 43.1 L'Entrepreneur doit produire le moins de poussière possible dans l'exécution des travaux : humecter les rebuts au moment du nettoyage, fournir des écrans ou des couvertures sur demande et se conformer aux décrets municipaux à cet égard.
- 43.2 L'Entrepreneur tiendra indemne le Propriétaire, et l'ensemble de ses mandataires et Professionnels, de toute action causée par la pollution imputable à la poussière ou de toute réclamation fondée sur une telle situation.
- 43.3 Le fait que les dessins n'indiquent pas tous les éléments existants devant être protégés, ni tous les endroits où une cloison temporaire doit être érigée ne relève pas l'Entrepreneur de sa responsabilité de rendre étanches à la poussière tous les endroits où de telles protections sont normalement requises pour l'obtention d'une barrière continue et étanche. Lorsque les conditions le requièrent, les cloisons temporaires devront aussi être étanches à l'eau, à l'humidité, au son, au feu, à la fumée et aux gaz délétères.

44. CONTRÔLE DE BRUIT ET DES DÉRANGEMENTS

- 44.1 L'Entrepreneur doit, dans l'exécution des travaux, déranger le moins possible le Propriétaire, son personnel, ses activités, les propriétaires voisins et leurs locataires et le public en général et se conformer aux décrets municipaux à cet égard. L'Entrepreneur tiendra le Propriétaire et l'ensemble de ses mandataires indemnes de toute poursuite causée par le bruit et les dérangements ou de toute réclamation en découlant.

45. SERVICES EXISTANTS

- 45.1 Avant le début des travaux, l'emplacement exact des services existants de gaz, d'eau, d'électricité, de communication, et d'égout susceptible d'être rencontrés ou mises à jour par l'exécution des travaux doit être obtenu par l'Entrepreneur auprès des autorités concernées par ces services d'utilité et auprès du Propriétaire lorsque ces services se trouvent sur les terrains de ce dernier. La localisation exacte de l'emplacement de ces services fait partie des responsabilités de l'Entrepreneur.
- 45.2 Les travaux prévus dans le présent contrat seront exécutés de façon entièrement sécuritaire, de façon à garantir la parfaite sécurité des occupants des bâtiments, la parfaite protection des installations existantes, la poursuite des activités et des services, la disponibilité ininterrompue des services publics et l'exploitation continue à l'interne de tous les systèmes mécaniques, électriques et de protection contre les incendies.
- 45.3 Les interruptions de services, attribuables à des causes extérieures et ne pouvant être évitées, devront être planifiées de concert avec le Propriétaire et la Ville de Montréal au moins trente (30) jours civils, avant la date prévue des interruptions, lorsque celles-ci touchent des services localisés sur la propriété de l'Université McGill ou de la Ville de Montréal.
- 45.4 En ce qui a trait au présent contrat, toute interruption temporaire d'un système ou des services mécaniques/électriques d'envergure mineure devra être annoncée au moins cinq (5) jours ouvrables avant l'interruption. Toute interruption temporaire d'envergure majeure d'un système de bâtiment ou d'infrastructure du campus devra être annoncée au moins vingt et un (21) jours ouvrables avant la date prévue de l'interruption. Le Propriétaire considérera ces cas que si aucune autre méthode ne peut être utilisée.
- 45.5 Toute interruption d'un système ou d'un service public doit se faire les fins de semaine ou en-dehors des heures normales de travail, dans la mesure du possible. Si l'interruption d'un système ou d'un service public doit durer plus de trois heures et qu'elle ne peut avoir lieu le soir ou la fin de semaine, l'Entrepreneur devra fournir, à ses frais, une ligne et des raccordements temporaires ou du matériel temporaire, selon le cas, afin d'assurer la poursuite normale et ininterrompue des activités. Tous les raccordements et le matériel temporaire devront être installés, raccordés et exploités en stricte conformité avec les codes et les normes techniques et de sécurité.
- 45.6 L'obstruction des voies publiques et l'interruption des services pourront avoir lieu seulement après qu'un préavis écrit aura été remis à la Ville de Montréal ou à la société de services publics, selon le cas. Des systèmes temporaires adéquats jugés acceptables par le responsable des services, dont relèvent les services, devront être installés avant de procéder à l'obstruction ou l'interruption des services. L'Entrepreneur fournira la totalité des barrières et des dispositifs de sécurité nécessaires et adéquats pour assurer

- la sécurité sur les lieux, et il contrôlera l'accès au chantier en faisant preuve de toute la diligence nécessaire.
- 45.7 Aucune mesure visant l'interruption de systèmes, le blocage de sorties, d'escaliers, etc. ou la démolition de ceux-ci ne pourra être prise si elle a pour effet de réduire la sécurité des occupants ou la facilité d'évacuation en cas d'urgence sans prévoir des solutions de rechange.
- 45.8 Le Propriétaire pourra fournir des renseignements supplémentaires au sujet des services existants, publics ou autres, lorsque les soumissionnaires visiteront le site. Si tel est le cas, ces renseignements seront confirmés dans un addenda qui fera partie des exigences contractuelles.
- 45.9 L'Entrepreneur doit payer les frais d'inspection gouvernementaux, tous les raccordements aux services publics ainsi que tous les loyers imputables à l'occupation et à l'utilisation d'une propriété publique. Dans le cas de raccordements, il doit se charger de les obtenir.
- 45.10 Le prix contractuel doit aussi comprendre l'excavation, le remblayage, la remise dans l'état original des infrastructures, le revêtement de rue, les bateaux de trottoir et toutes les réparations effectuées tant sur des propriétés publiques que privées pour permettre le raccordement aux services publics. Sont inclus dans le montant de la soumission tous les frais liés aux travaux qui doivent être effectués sur une propriété publique, que ces travaux soient exécutés par l'Entrepreneur, la ville de Montréal ou les sociétés de services publics. Lors des travaux dans les bâtiments existants, l'Entrepreneur doit vérifier et assurer la continuité de tous les services mécaniques et électriques, les services de surveillance de l'édifice tels que (liste non exhaustive) le réseau d'alarme-incendie, réseaux de protection-incendie, système de caméra, système de détection, réseaux de distribution électrique et systèmes de ventilation/chauffage et de climatisation.
46. NETTOYAGE ET ORDRE
- 46.1 L'Entrepreneur doit disposer les matériaux et le matériel d'une façon ordonnée et sécuritaire.
- 46.2 L'Entrepreneur doit en tout temps tenir les lieux en bon ordre, en état de propreté et libres de toute accumulation de rebus et déchets.
- 46.3 L'Entrepreneur est responsable de l'évacuation des eaux, neige, glace et autres choses qui peuvent nuire à l'exécution des travaux.
- 46.4 À la fin des travaux, l'Entrepreneur évacue toute fourniture excédentaire, le matériel de construction, les équipements temporaires, autres que ceux du Propriétaire et des autres Entrepreneurs s'il y a lieu, et laisse le chantier en ordre et en état de propreté permettant la prise de possession immédiate.

- 46.5 Nettoyage quotidien :
- 46.5.1 L'Entrepreneur devra en tout temps maintenir les ouvrages, les bâtiments existants et le chantier libre d'une accumulation de matériaux en surplus, de déchets, de décombres provenant de démolitions, de débris de chantier, d'ordures alimentaires, de bouteilles et de nourriture. Tous ces déchets seront consciencieusement ramassés, entreposés dans les contenants à cet effet et disposés à la fin de chaque journée;
 - 46.5.2 L'Entrepreneur s'assurera de la même façon que tous ses sous-traitants maintiennent les ouvrages propres et en ordre et il sera entièrement responsable de l'enlèvement des déchets créés et laissés par les travaux des divers métiers.
 - 46.5.3 Afin de contrôler la poussière de construction l'Entrepreneur qui fait des travaux dans un immeuble occupé, doit faire au minimum un nettoyage quotidien pour s'assurer que la poussière de construction ne se propage pas à l'extérieur de la zone des travaux. L'Entrepreneur doit aussi nettoyer quotidiennement à l'extérieur de la zone pour ramasser cette poussière (en servant d'un aspirateur ou d'une vadrouille humide ou l'équivalent.)

SECTION 6 CONTRÔLE DES TRAVAUX

47. COLLABORATION

- 47.1 L'Entrepreneur doit, au cours de l'exécution des travaux, se conformer aux instructions reçues quant aux heures d'exécution, l'ordre dans lequel les travaux doivent être exécutés et autres mesures semblables.
- 47.2 L'Entrepreneur est également responsable du maintien des services et des travaux nécessaires à cette fin. Il doit également permettre le libre accès des lieux au personnel et aux véhicules engagés dans l'exécution des travaux ainsi qu'à toute personne dont le travail s'exécute sur les lieux ou à proximité du chantier.

48. ASSEMBLÉES ET VISITES DE CHANTIER

- 48.1 Le Professionnel décide de la fréquence des réunions de coordination et des visites au chantier dès la première réunion. L'Entrepreneur doit y être obligatoirement représenté, ainsi que les sous-traitants dont la présence est requise par avis de l'Entrepreneur. Le Propriétaire et le Professionnel en sont avisés et y assistent au besoin. Les rapports ou compte-rendu sont rédigés par le Professionnel et distribués à l'Entrepreneur, au Propriétaire et Professionnel. L'Entrepreneur fera les copies pour ses sous-traitants.

- 48.2 De son côté, l'Entrepreneur convoque au besoin ses sous-traitants et les Entrepreneurs du Propriétaire à des réunions de chantier et il en avise le Professionnel. Les rapports ou compte-rendu sont rédigés par l'Entrepreneur et distribués aux intéressés.
49. INSPECTION DES TRAVAUX
- 49.1 Le représentant du Propriétaire ou du Professionnel peut en tout temps, mais de manière à ne pas nuire au déroulement des travaux, vérifier leur état d'avancement, la qualité des matériaux utilisés et celle du travail effectué, ainsi que l'état des dépenses faites. L'Entrepreneur doit leur faciliter cet accès.
- 49.2 Si les documents contractuels, les instructions du Professionnel, les lois, les ordonnances de toute autorité publique, quels qu'ils soient, exigent ou prescrivent que les travaux ou toute partie des travaux soient spécialement éprouvés ou approuvés, l'Entrepreneur doit, en temps opportun, avvertir le Professionnel que ses travaux sont prêts à être inspectés et si l'inspection doit avoir lieu sous une autorité autre que celle du Professionnel, l'Entrepreneur doit l'informer de la date et de l'heure fixées pour cette inspection. Au cas où toute partie de ces travaux est recouverte sans l'approbation ou le consentement du Professionnel, elle doit, si le Professionnel l'exige, être découverte aux fins d'examen et refaite aux frais de l'Entrepreneur.
- 49.3 Jusqu'à l'acceptation finale des travaux, le Professionnel peut ordonner le contrôle de tout travail dont la qualité d'exécution est contestée. Si le travail contesté est conforme aux exigences du contrat, le Propriétaire défraie les coûts de ce contrôle. Sinon, les frais en sont à la charge de l'Entrepreneur.
- 49.4 L'Entrepreneur doit promptement remettre au Professionnel, en deux exemplaires, tous les certificats, comptes rendus ou rapports d'inspection concernant les travaux et en conserver un exemplaire sur le chantier.
50. ÉCHANTILLONS, ESSAIS ET DOSAGES
- 50.1 L'Entrepreneur doit soumettre à l'approbation du Professionnel les échantillons normalisés que celui-ci peut raisonnablement exiger conformément aux documents contractuels. Ces échantillons doivent porter une étiquette indiquant leur origine et l'usage auquel ils sont destinés dans les travaux.
- 50.2 L'Entrepreneur doit fournir au Professionnel le résultat des essais et les dosages des mélanges et conserver tels résultats sur le chantier.
- 50.3 Le coût des essais et dosages non prévus aux documents contractuels est à la charge du Propriétaire.
- 50.4 Ces contrôles n'enlèvent ni ne limitent la responsabilité de l'Entrepreneur d'effectuer à ses frais les essais requis sur les éléments mentionnés aux documents contractuels.

51. SUBSTITUTION ET ÉQUIVALENCE DE MATÉRIAUX

- 51.1 Le prix contractuel doit tenir compte des matériaux et des produits spécifiés. Le Propriétaire n'est jamais tenu d'accepter une substitution de sorte que le Propriétaire pourrait toujours exiger l'utilisation ou l'installation d'un article spécifié aux documents contractuels.
- 51.2 En conformité avec l'article 25 intitulé « Admissibilité des produits et matériaux selon leur lieu de fabrication », toute proposition de substitution ou d'équivalence de matériaux doit être soumise à l'approbation du Professionnel et du Propriétaire.
- 51.3 Lorsqu'une telle demande est faite par l'Entrepreneur, c'est à lui qu'il incombe de faire la preuve de l'équivalence et d'en défrayer les coûts.
- 51.4 Toute substitution à la demande du Propriétaire entraînant des modifications aux coûts doit faire l'objet d'un ordre de changement selon les dispositions prévues à l'article 53 intitulé « Évaluation des changements aux travaux ».
- 51.5 Une demande d'équivalence ne peut se traduire en une majoration du prix du contrat. Par contre, un crédit peut être exigé si l'équivalent est moins dispendieux que le produit spécifié.
- 51.6 Il appartient à l'Entrepreneur qui propose une équivalence de faire la preuve de telle équivalence et d'en assumer les répercussions pour tous les intervenants. Toute proposition de substitution ou d'équivalence de matériaux doit être soumise à l'approbation du responsable des travaux et être faite conformément à l'article 127 de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., B-1.1).
- 51.7 Aucune substitution ne doit avoir pour effet de remplacer un produit fabriqué au Québec ou dans une province ou un territoire visé par un accord intergouvernemental, par un produit fabriqué hors du Québec ou d'une province ou d'un territoire visé par un accord intergouvernemental, à moins que cette substitution se traduise, pour le Propriétaire, par une économie supérieure à 10%.
- 51.8 Les soumissions devront être basées sur les matériaux spécifiés aux plans et devis et le prix contractuel doit tenir compte des matériaux et les produits spécifiés.
- 51.9 Le Propriétaire n'est jamais tenu d'accepter une substitution de sorte que le Propriétaire pourrait toujours exiger l'utilisation ou l'installation d'un article spécifié aux documents contractuels. Advenant le cas où le produit présenté par l'Entrepreneur à titre d'équivalence est refusé par le Propriétaire, l'Entrepreneur devra fournir le produit spécifié aux plans et devis.

52. ORDRE DE CHANGEMENT

- 52.1 Le Propriétaire peut, sans entacher le contrat de nullité, apporter des changements aux travaux en délivrant un ordre de changement par l'entremise du Professionnel. Le prix

du contrat et le délai d'exécution sont alors révisés en conséquence. L'Entrepreneur devra justifier toute demande de prolongation du délai d'exécution, le cas échéant, relativement aux travaux en faisant la démonstration détaillée cas par cas de leurs effets sur le cheminement critique du calendrier.

- 52.2 Le Professionnel peut exiger l'exécution d'un changement immédiatement, avant l'estimation du coût par l'Entrepreneur, ou avant l'approbation du coût par le Propriétaire. Pour ce faire, le Professionnel émettra une directive préalablement approuvée par le directeur de projets, Gestion des installations et services auxiliaires du Propriétaire. Ledit changement sera alors déclaré « exécutoire ». L'Entrepreneur doit immédiatement poursuivre les travaux reliés au changement exécutoire pour ne pas retarder le chantier. L'évaluation du coût du changement sera faite par la suite, tel que prévu à l'article 53 intitulé « Évaluation des changements aux travaux ».

53. ÉVALUATION DES CHANGEMENTS AUX TRAVAUX

- 53.1 La valeur de tout changement est déterminée comme suit: estimation, négociation et acceptation d'un prix forfaitaire ventilé qui tient compte, pour les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'Entrepreneur, du pourcentage de majoration indiqué, selon le cas, au sous-paragraphe 1. ou 2. du paragraphe 53.3 du présent article. L'Entrepreneur doit transmettre son prix au plus tard dix (10) jours après l'émission de la directive.
- 53.2 Lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire : application des prix unitaires mentionnés au contrat ou convenus par la suite.
- 53.3 Lorsque la nature du changement aux travaux ne permet pas d'en faire une estimation forfaitaire ou par prix unitaires: cumul du coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement liés au changement majoré selon les proportions suivantes :
1. Lorsque les travaux sont exécutés par l'Entrepreneur : 15%;
 2. Lorsque les travaux sont exécutés par un sous-traitant: 10% pour l'Entrepreneur et 15% pour le sous-traitant.
- 53.4 Aux fins de l'application du paragraphe 53.3, le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement correspond aux coûts réels des éléments décrits à l'annexe CG-8 des Conditions générales. La majoration inclut les frais généraux, les frais d'administration et les profits de l'Entrepreneur.
- 53.5 Si le Professionnel et l'Entrepreneur ne peuvent, après une première négociation, s'entendre sur la valeur d'un changement, le montant estimé et ventilé du changement exigé est alors déterminé par le Professionnel et payé selon les modalités prévues au contrat.

53.6 L'Entrepreneur peut dénoncer au Propriétaire par écrit un différend sur la valeur d'un changement dans les quinze (15) jours de la délivrance de l'ordre de changement déterminant le montant du changement en application de l'article 53.5. Dans un tel cas, les parties doivent poursuivre les négociations comme suit :

53.6.1 Lorsqu'il s'agit d'un ouvrage se rapportant à un bâtiment, les négociations se poursuivent conformément à l'article 65.1 de la section 9 des présentes « Conditions générales »;

53.6.2 Lorsqu'il s'agit d'un ouvrage de génie civil autre qu'un ouvrage se rapportant à un bâtiment, les parties doivent poursuivre les négociations en faisant appel à un gestionnaire représentant le Propriétaire et à un dirigeant de l'Entrepreneur, dans le but de résoudre en tout ou en partie le différend.

Si le Propriétaire et l'Entrepreneur ne peuvent résoudre le différend conformément au paragraphe 53.6 du présent article, l'Entrepreneur peut présenter une réclamation au Propriétaire. À défaut d'entente entre le Propriétaire et l'Entrepreneur, les parties conservent tous leurs droits et recours, notamment ceux prévus à la section 9 des présentes « Conditions générales ».

53.7 Lorsque le contrat relatif à un bâtiment comporte une dépense égale ou supérieure à 3 000 000 \$ et que l'ordre de changement envisagé porte la valeur totale des changements à plus de 10% de la valeur initiale du contrat, le Propriétaire ne peut émettre cet ordre de changement ni tout ordre de changement subséquent que dans la mesure où il confirme à l'Entrepreneur qu'il dispose des fonds nécessaires à l'exécution du changement.

53.8 Aucun changement ne peut être exigé après la réception provisoire de l'ouvrage.

54. CONDITIONS CACHÉES OU INCONNUES

54.1 Si le Propriétaire ou l'Entrepreneur découvrent à l'emplacement de l'ouvrage :

- a) des conditions de sous-sol ou autres conditions physiques cachées qui existaient avant le commencement de la construction de l'ouvrage et qui diffèrent de celles qui sont indiquées dans les documents contractuels, ou
- b) des conditions physiques autres que des conditions dues aux intempéries, qui, de par leur nature, diffèrent sensiblement de conditions habituelles considérées comme étant inhérentes aux travaux de construction décrits aux documents contractuels,

il doit en informer l'autre par un avis écrit au plus tard cinq (5) jours ouvrables après le moment où il a observé les conditions pour la première fois.

- 54.2 Le Propriétaire pourra émettre un ordre de changement s'il conclut que les conditions sont sensiblement différentes et que ce fait est de nature à causer pour l'Entrepreneur une augmentation ou une diminution du coût des travaux.

SECTION 7 RÉCEPTION DES TRAVAUX

55. RÉCEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX

- 55.1 La procédure de réception provisoire des travaux ne peut être entamée que lorsque :
- a) Les travaux sont terminés;
 - b) La valeur des travaux différés ne dépasse pas 5% du contrat de l'Entrepreneur, s'il y a lieu;
 - c) La valeur des travaux à corriger ne dépasse pas 0,5% du montant total du contrat;
 - d) Les travaux à corriger et différés n'empêchent pas l'ouvrage d'être prêt en tous points pour l'usage auquel il est destiné.
- 55.2 L'Entrepreneur ne peut demander la réception provisoire qu'après avoir effectué une inspection complète des travaux, dressé sa propre liste de déficiences, s'être assuré que toutes les déficiences inscrites à cette liste ont été corrigées. L'Entrepreneur est tenu d'accompagner sa demande de réception provisoire de cette liste de déficiences, laquelle doit porter les initiales des représentants des sous-traitants concernés certifiant que chacune des déficiences est corrigée. Dans les dix (10) jours ouvrables de la réception d'une telle demande, le Propriétaire, le Professionnel et l'Entrepreneur font une inspection des travaux.
- 55.3 S'il y a des travaux différés (établir liste de ventilation des coûts), ils seront soumis aux procédures de réception provisoire et définitive et une retenue équivalente à la valeur de ces travaux majorée de 20% sera alors effectuée.
- 55.4 La liste des travaux à corriger et à parachever, ainsi qu'une ventilation des coûts, est dressée sur place par le Professionnel et le Propriétaire et contresignée par l'Entrepreneur. La liste des travaux à corriger établit également les délais dans lesquels ces déficiences doivent être corrigées. Une liste exhaustive des documents exigibles à la réception définitive des travaux est préparée par le Professionnel conformément aux documents contractuels ou tel que spécifié dans le procès-verbal des assemblées de chantier.
- 55.5 Lorsque les Professionnels du Propriétaire constatent que les conditions mentionnées plus haut aux paragraphes a), b), c) et d) de l'article 55.1 sont remplis, le Professionnel émet le certificat de réception provisoire des travaux en utilisant le formulaire prévu à cette fin, annexe CG-6 des présentes.

- 55.6 La date de la signature du Propriétaire constitue la date de la réception provisoire des travaux.
56. MANUELS D'EXPLOITATION
- 56.1 L'Entrepreneur doit s'assurer et exiger que les fournisseurs d'appareillages spécialisés fournissent avant la date de la réception provisoire des bulletins ou manuels d'instructions en langue française pour l'installation, l'opération et l'entretien.
- 56.2 L'entrepreneur est tenu d'organiser l'ensemble des séances d'information et de formation pour tous les appareils spécialisés inclus au mandat et ceci en coordination avec le donneur d'ouvrage et ces professionnels. L'ensemble des activités de doivent- être complété à la satisfaction des parties avant l'acceptation provisoire.
- 56.3 Tous les documents relatifs au manuel d'exploitation doivent être soumis en un seul document PDF comportant le numéro de projet de McGill, une table des matières interactive et regroupées en fonction des divisions telles que décrites dans le Répertoire Normatif (MasterFormat). Les documents suivants doivent faire partis de ce manuel, lorsque pertinent au projet. Cette liste n'étant pas exhaustive :
- Garanties de l'entrepreneur
 - Garanties de sous-traitants
 - Liste et coordonnées des sous-traitants incluant une personne contact
 - Certificats de bon fonctionnement des divers systèmes
 - Manuel d'installation, d'opération et d'entretien
 - Dessins d'atelier à jour
 - Plans tel que construits
57. PRISE DE POSSESSION
- 57.1 Comme exprimé dans le certificat de réception provisoire des travaux, le Propriétaire s'engage à prendre possession de l'ouvrage dans les 7 jours de la signature du certificat de réception provisoire par l'Entrepreneur.
58. PRISE DE POSSESSION ANTICIPÉE
- 58.1 Lorsque le contrat de l'Entrepreneur est partiellement achevé, le Propriétaire peut décider de prendre possession d'une ou de plusieurs parties de travaux achevées, ces parties de travaux sont alors soumises aux procédures de la réception provisoire et définitive des travaux.
- 58.2 L'Entrepreneur doit cependant donner son assentiment et assurer le libre accès en toute sécurité aux parties de travaux mises en service. Cette entente est matérialisée par la

signature bilatérale d'une attestation de prise de possession anticipée tel que prévu à l'annexe CG-12 des présentes.

59. RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX

59.1 Aussitôt que les travaux sont corrigés et parachevés conformément aux listes établies lors de la réception provisoire, l'Entrepreneur doit faire sa demande d'inspection en vue de la réception définitive des travaux par le Propriétaire.

59.2 Il doit fournir à cette occasion toutes les attestations et documents requis.

59.3 Le Professionnel fait alors, en compagnie des mêmes responsables qu'à la réception provisoire, une inspection des travaux et dresse, si nécessaire, une nouvelle liste des corrections ou réparations que l'Entrepreneur doit effectuer avant la signature du certificat de réception définitive. Les déboursés encourus par le Propriétaire pour toute nouvelle inspection de travaux seront aux frais de l'Entrepreneur.

59.4 Sur recommandation du Professionnel, lequel aura constaté l'achèvement de tous les travaux consignés, le Propriétaire émet un certificat de réception définitive des travaux.

60. GARANTIE APRÈS RÉCEPTION PROVISOIRE

60.1 Toutes les garanties liées aux travaux, incluant celles des travaux différés, prennent effet à la Réception Provisoire des travaux. Aucun certificat de paiement émis ou acquitté ni aucune occupation totale ou partielle du projet ne libèrent l'Entrepreneur de sa responsabilité pour matériaux défectueux ou malfaçons qui se manifesteraient pendant l'année qui suit la réception provisoire des travaux. L'Entrepreneur doit remédier à tous les défauts qui lui sont attribuables et payer tout dommage en résultant.

60.2 Le Propriétaire avise l'Entrepreneur aussi promptement que possible de tout défaut décelé et, aussitôt avisé, celui-ci doit y remédier dans les plus brefs délais. Les corrections ou réparations visées par le présent article excluent tous les travaux d'entretien courant provenant d'un usage d'occupation.

60.3 Les garanties particulières de longue durée demandées dans les diverses sections des devis prennent effet à la réception provisoire des travaux.

SECTION 8 PAIEMENTS ET RÈGLEMENTS DES COMPTES

61. DEMANDES DE PAIEMENT

61.1 Les demandes de paiement sont présentées mensuellement au Professionnel au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sur les formules fournies par le Propriétaire. Avant la première demande de paiement, l'Entrepreneur devra fournir sur demande au Professionnel une liste des valeurs des diverses parties des travaux totalisant le montant global du contrat. Il est du droit du Professionnel de modifier la valeur attribuée à

chaque sous-catégorie de la ventilation de la soumission de manière à assurer qu'elle est un reflet fidèle de la valeur des travaux pour cette catégorie.

- 61.2 La taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.) doivent être identifiées séparément dans chaque demande de paiement lors de la facturation mensuelle.
 - 61.3 Les demandes de paiement doivent porter la date du dernier jour du mois précédent et le montant réclamé doit correspondre à la valeur des travaux exécutés et des matériaux incorporés à l'œuvre à cette date, au prorata du prix du contrat. Ces demandes doivent totaliser la valeur des travaux parachevés, déduction faite du total des paiements antérieurs.
 - 61.4 Les demandes de paiement doivent parvenir en une (1) copie au Professionnel dans les cinq (5) jours suivant la fin de la période. Un formulaire de demande de paiement est joint à l'annexe CG-2 des présentes.
 - 61.5 Toute demande de paiement, à l'exception de la première, devra être accompagnée d'une déclaration solennelle de l'Entrepreneur à l'effet qu'il a acquitté tout compte dû aux sous-traitants, ouvriers et fournisseurs de matériaux et tout autre frais figurant dans la précédente demande de paiement, le tout selon l'annexe CG-3 des présentes.
 - 61.6 D'autre part, le Propriétaire pourra, le cas échéant, exiger que chaque demande de paiement soit également accompagnée du formulaire de quittance partielle joint à l'annexe CG-4 des présentes dûment complété et signé par le ou les sous-traitants, ouvriers et fournisseurs de matériaux identifiés par le Propriétaire, attestant que les sommes qui leur sont dues ont été entièrement payées par l'Entrepreneur général.
62. CERTIFICAT DE PAIEMENT
- 62.1 Sur réception d'une demande de paiement de l'Entrepreneur, le Professionnel délivre un certificat de paiement au montant demandé ou établi après vérification. Une copie de la demande de paiement vérifiée est transmise à l'Entrepreneur. Un formulaire de certificat de paiement est joint à l'annexe CG-9 des présentes
63. PAIEMENT DES RETENUES
- 63.1 Après vérification, le Propriétaire règle normalement les demandes de paiement de l'Entrepreneur dans les 35 jours qui suivent la date de la fin de la période.
 - 63.2 En plus de la retenue de 10% sur les montants versés à l'Entrepreneur, d'autres retenues pourront être exercées pour protéger le Propriétaire contre toute perte ou dommage pouvant résulter :
 - a) De travaux défectueux comportant des vices ou malfaçons apparents signalés par le Professionnel;

- b) D'un doute raisonnable de la possibilité de terminer les travaux pour la balance des sommes non payées;
 - c) De dommages causés à un autre Entrepreneur ou au Propriétaire lors de la réception provisoire du Professionnel;
 - d) Du non-paiement aux sous-traitants et/ou aux fournisseurs des sommes payées par le Professionnel;
 - e) De la publication d'avis d'hypothèques légales de la construction.
- 63.3 Les retenues cumulatives de 10% demeurent la propriété du Propriétaire jusqu'à ce que l'Entrepreneur établisse qu'il a rempli toutes ses obligations relatives au paiement des gages, matériaux et services.
- 63.4 L'Entrepreneur accepte par conséquent que le Propriétaire puisse, après avis écrit transmis préalablement, utiliser ces montants, en tout ou en partie, pour le remboursement des créanciers au sens du texte du formulaire « Cautionnement des obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services » fourni au cahier des charges à l'annexe C-2 du Contrat.
- 63.5 L'Entrepreneur accepte également que les paiements effectués directement à ses créanciers soient considérés comme ayant été effectués à lui-même et qu'ils soient déduits des montants qui lui seraient dus en vertu du présent contrat. Les retenues spécifiques pour acquitter les créances des ouvriers, de même que celles des autres personnes qui peuvent faire valoir une hypothèque légale sur l'ouvrage et qui ont dénoncé au Propriétaire leur contrat avec l'Entrepreneur pour les travaux faits ou les matériaux ou services fournis après cette dénonciation, seront valables tant que l'Entrepreneur n'aura pas remis au Propriétaire une quittance pour chacune de ces créances. Le Propriétaire peut, au moment du paiement, retenir sur le prix une somme suffisante (soit le montant de l'hypothèque légale augmenté de vingt pour cent (20%) et ce, jusqu'à ce que l'Entrepreneur lui fournisse une sûreté suffisante au sens de l'article 2123 du *Code civil du Québec*, garantissant ses créances.
- 63.6 L'Entrepreneur présentera une demande de paiement pour les retenues cumulatives. Cette demande devra être accompagnée des documents suivants :
- a) Un état certifié du registre foncier établissant l'absence ou la mainlevée de toute hypothèque légale de la construction au sens de l'article 2726 du Code civil du Québec, ainsi que l'absence ou la radiation de l'enregistrement de tout droit hypothécaire contre l'immeuble du Propriétaire. Le certificat du registre foncier doit couvrir une période débutant au jour où l'Entrepreneur a signé le contrat de construction le liant au Propriétaire;
 - b) Une déclaration assermentée de l'Entrepreneur à l'effet que tous les sous-traitants qui ont participé à la construction de l'édifice ont été payés sauf, s'il y a

lieu, la retenue de 10% du montant de leur contrat, que les salaires ou gages de tous les ouvriers ont été payés en entier, en stricte conformité avec l'échelle des salaires prévue dans le décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction de la région où le projet a été exécuté et que tous les fournisseurs de matériaux ont été payés en entier;

- c) Un formulaire de quittance finale joint à l'annexe CG-5 des présentes, dûment complété et signé par le ou les sous-traitants, ouvriers et fournisseurs de matériaux identifiés par le Propriétaire attestant que les sommes qui leur sont dues ont été entièrement payées par l'Entrepreneur général;
- d) Une déclaration assermentée comme quoi aucune autre réclamation contre le Propriétaire pour toute autre cause ou raison ne sera présentée par l'Entrepreneur;
- e) Une attestation de conformité émise par la CNESST du Québec à l'effet que l'Entrepreneur a payé toutes ses cotisations à cette commission;
- f) Une attestation de conformité émise par la Commission de la construction du Québec (CCQ) à l'effet que l'Entrepreneur a payé toutes ses cotisations à cette commission;
- g) Tout autre certificat et/ou garantie qui pourraient être requis en vertu des lois provinciales ou municipales;
- h) Toutes les garanties spécifiques demandées aux devis;
- i) Tous les manuels d'instructions, d'entretien et d'opération de toutes machineries ou autres équipements demandés aux devis.

63.7 Alors cette retenue sera remise à l'Entrepreneur selon les modalités de paiement des « Conditions générales », s'il a rempli les formalités mentionnées précédemment et s'il a, suivant le certificat du Professionnel, complété les corrections aux travaux et achevé les travaux non complets relevés lors de la réception provisoire. Les autres retenues mentionnées au paragraphe 63.2 seront remises à l'Entrepreneur dès que les causes occasionnant de telles retenues auront disparu.

64. SALAIRES

64.1 Les salaires et les conditions de travail spécifiés aux décrets relatifs à l'industrie et aux métiers de la construction trouvent application. L'Entrepreneur doit également respecter les termes de toute convention collective qui peut trouver application.

SECTION 9 DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION

65. LOIS APPLICABLES

65.1 Le présent Contrat est régi et interprété selon les lois de la province de Québec et les lois fédérales du Canada qui s’y appliquent. Les Parties conviennent que tout recours judiciaire entre elles est soumis à la compétence exclusive des tribunaux de la province de Québec et pour ces fins, celles-ci élisent domicile exclusif dans le district judiciaire de Montréal.

66. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

66.1 **Dans le cas d’un ouvrage se rapportant à un bâtiment**, le Propriétaire et l’Entrepreneur doivent tenter de régler à l’amiable toute difficulté pouvant survenir au regard d’un contrat selon les étapes et les modalités suivantes :

66.1.1 En faisant appel à un gestionnaire représentant le Propriétaire et à un dirigeant de l’Entrepreneur dans le but de résoudre tout ou partie des questions faisant l’objet de ce différend et ce, dans un délai de soixante (60) jours suivant la réception de l’avis de différend de l’Entrepreneur; les parties peuvent convenir de prolonger cette période;

66.2 Si les négociations ne permettent pas de résoudre complètement le différend, le Propriétaire ou l’Entrepreneur peut, par l’envoi d’un avis écrit à l’autre partie dans un délai de 10 jours suivant la fin de l’étape précédente, exiger la médiation sur les questions non résolues, laquelle doit être complétée dans un délai de soixante (60) jours suivant la réception de l’avis de médiation; les parties peuvent convenir de prolonger cette période.

66.2.1 En l’absence d’un avis de médiation dans le délai prévu au paragraphe 66.2 du présent article, le processus de négociation est alors terminé.

66.2.2 Le médiateur est choisi d’un commun accord par le Propriétaire et l’Entrepreneur. Il est chargé d’aider les parties à cerner leur différend et à identifier leurs positions et leurs intérêts, de même qu’à dialoguer et à explorer des solutions mutuellement satisfaisantes pour résoudre leur différend.

66.2.3 Les parties, de concert avec le médiateur, définissent les règles applicables à la médiation et sa durée, précisent leurs engagements, attentes et besoins ainsi que le rôle et les devoirs du médiateur. Les frais et honoraires du médiateur sont assumés en parts égales par les parties, à moins qu’une répartition différente n’ait été convenue.

- 66.2.4 Le représentant de chaque partie doit être dûment mandaté par le dirigeant du Propriétaire ou de l'Entrepreneur, selon le cas, pour procéder à la médiation.
- 66.2.5 À défaut d'une entente entre le Propriétaire et l'Entrepreneur à la suite d'une médiation, les parties conservent tous leurs droits et recours, notamment ceux visés à l'article 66.2.
- 66.3 **Dans le cas d'un ouvrage de génie civil autre qu'un ouvrage se rapportant à un bâtiment**, le Propriétaire et l'Entrepreneur doivent tenter de régler à l'amiable toute difficulté pouvant survenir à l'égard d'un contrat en respectant, le cas échéant, les modalités que le contrat prévoit pour y remédier.
- 66.3.1 À défaut d'une entente entre le Propriétaire et l'Entrepreneur, les parties conservent tous leurs droits et recours, notamment ceux visés à l'article 66.3.
- 66.4 **Dans le cas d'un ouvrage de génie civil et ouvrage se rapportant à un bâtiment**, le Propriétaire ou l'Entrepreneur peut également résoudre toute difficulté en recourant à un tribunal judiciaire ou à un organisme juridictionnel, selon le cas, ou à un arbitre. Dans ce dernier cas, l'autorisation générale ou spéciale du ministre de la Justice est requise pour les organismes publics visés au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 4 de la *Loi sur les contrats des organismes publics (L.R.Q., c. C-65.1)*.
67. DROIT DU PROPRIÉTAIRE D'EXÉCUTER LES TRAVAUX, DE RÉVOQUER LE DROIT DE L'ENTREPRENEUR DE POURSUIVRE L'EXÉCUTION DE L'OUVRAGE OU DE RÉSILIER LE CONTRAT
- 67.1 À défaut par l'Entrepreneur de respecter l'une des obligations et conditions prévues aux documents contractuels, le Propriétaire pourra réclamer un dédommagement pour le préjudice subi.
- 67.2 Le Propriétaire pourra également après avoir donné un avis écrit de cinq (5) jours ouvrables à l'Entrepreneur pour remédier à la situation, soit s'adresser à la caution, soit encore résilier le contrat et terminer les travaux aux frais de l'Entrepreneur. Le Propriétaire pourra alors opérer compensation entre le montant total de ces frais et tout montant dû à l'Entrepreneur en vertu du contrat, de même qu'il pourra réclamer un dédommagement pour le préjudice subi.
68. RÉSILIATION UNILATÉRALE DU PROPRIÉTAIRE
- 68.1 Le Propriétaire se réserve le droit de résilier unilatéralement le contrat, sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation.
- 68.2 Le Propriétaire est alors tenu de payer à l'Entrepreneur, en proportion du prix convenu, les frais et dépenses actuels, la valeur des travaux exécutés avant la notification de la résiliation, ainsi que la valeur des biens fournis, lorsque ceux-ci peuvent lui être remis et

qu'il peut les utiliser. Toutefois, les parties conviennent que le Propriétaire n'allouera aucun montant pour perte de profits anticipés ou pour dommages-intérêts.

69. CESSION

69.1 Le contrat ne peut être cédé en tout ou en partie sans l'autorisation écrite du Propriétaire.

SECTION 10 ÉVALUATION DE L'ENTREPRENEUR EN COURS DE CONTRAT

70. ÉVALUATION DU RENDEMENT

70.1 L'Université consignera dans un rapport l'évaluation du rendement de l'Entrepreneur et transmettra, au moyen du formulaire électronique intitulé « Rapport d'évaluation du rendement », un exemplaire du rapport à l'Entrepreneur, un maximum de 60 jours suivant la date de la fin du Contrat. L'Entrepreneur peut alors, dans un délai de 30 jours suivant la réception du rapport d'évaluation, transmettre ses commentaires à l'Université, au moyen du même formulaire électronique.

70.2 Dans les 30 jours suivant la réception des commentaires de l'Entrepreneur, l'Université confirmera par écrit si elle maintient l'évaluation effectuée et en informe le l'Entrepreneur. En l'absence de cette confirmation, ou si celle-ci n'est pas fournie dans le délai prescrit, l'évaluation de rendement est considérée modifiée conformément aux commentaires reçus du contractant.

70.3 De même, lorsqu'à la suite d'une évaluation de rendement l'Entrepreneur n'a formulé aucun commentaire dans le délai prévu ci-haut, ou n'a pas utilisé le formulaire prescrit, l'Université confirmera, dans les 30 jours suivant l'expiration de ce délai, si elle maintient l'évaluation et en informera le l'Entrepreneur, sans quoi le rendement sera par défaut considéré satisfaisant.

71. INADMISSIBILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

71.1 Le Propriétaire pourra et ce, conformément à l'article 8 du *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1, r.3), refuser la soumission de l'Entrepreneur dans le cadre du processus d'appel d'offres d'un projet lancé par le Propriétaire dans les cas suivants :

- a) L'Entrepreneur a fait l'objet, de la part du Propriétaire, d'une évaluation de rendement insatisfaisant au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des soumissions;
- b) L'Entrepreneur a omis de donner suite à une soumission déposée suite à un appel d'offres lancé par le Propriétaire ou à un contrat avec ce dernier;
- c) L'Entrepreneur a fait l'objet d'une résiliation de contrat de la part du Propriétaire en raison de son défaut de respecter les conditions.

72. REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES

- 72.1 L'Entrepreneur déclare et fait les garanties suivantes, lesquelles sont vraies en date des présentes et le demeureront pendant tout le Terme du Contrat :
- 72.2 Il a le pouvoir, l'autorité et le droit de conclure le Contrat et de s'acquitter des obligations qui en découlent;
- 72.3 En vertu de la signature du Représentant autorisé de l'Entrepreneur sur le Contrat, tous les documents présentés par l'Entrepreneur sont considérés comme signés et approuvés, et l'exactitude et l'acceptation de ceux-ci sont confirmées;
- 72.4 Il possède un effectif suffisant, compétent et capable de s'acquitter des obligations en vertu du Contrat;
- 72.5 Les Travaux seront libres de toute sûreté, droit et intérêts de l'Entrepreneur et de toute autre tierce partie;
- 72.6 Sauf indication contraire dans les présentes, tous les Travaux, leurs composantes, remplacements, Optimisations et services y afférents pourront être achetés par l'Université McGill pour tout le Terme du Contrat;
- 72.7 Il comprend et assume pleinement les risques liés à l'usage des Travaux dans le marché de l'éducation supérieure au Canada et au Québec, et déclare avoir mené une étude diligente de ce marché avant de procéder à l'exécution du Contrat. Il reconnaît expressément tout savoir de l'usage auquel on destine les Travaux à réaliser en vertu du Contrat et déclare, en outre, que ceux-ci seront conformes à toutes les attentes et exigences figurant audit Contrat. Il est responsable de repérer et obtenir tous les renseignements requis pour s'acquitter des Travaux, que cette information ait été ou non fournie ou mise à sa disposition par l'Université McGill. L'omission d'un élément de toute liste du Contrat qui rendrait les Travaux incomplets selon les modalités du Contrat, ne libère pas l'Entrepreneur de fournir ledit élément.

Il a obtenu de chaque individu pouvant être impliqué dans l'exécution des Travaux un consentement écrit permettant spécifiquement à l'Université McGill de recueillir, utiliser et conserver hors-site les contacts d'affaires de ces individus pour fins de gestion générale et livrera à l'Université McGill copie de tout tel consentement immédiatement sur demande.

SECTION 11 CONDITIONS COMPLÉMENTAIRES

Pour toutes exigences complémentaires, se référer aux devis des professionnels.

FIN DE SECTION

		ANNEXE CG-1 : ORDRE DE CHANGEMENT	
Gestion des installations et services auxiliaires 1010, rue Sherbrooke ouest Montréal (Québec) H3A 2R7			
Date		Ordre de changement N°	
Entrepreneur		No. de projet	
		Type de projet	' () Recherche () DM () Autre
		Code d'activité	
Professionnel		Bon de commande	
		Nom du projet:	
		Nom du bâtiment:	
Distribution			
Description			
Justification			
Émis par	Date:		Signature
Complétez, aux endroits prévus à cet effet, votre proposition pour le changement décrit ci-dessus, annexe les pièces justificatives et remettez promptement à l'architecte.			
Le montant du contrat sera () augmenté de:			
5% TPS	-		
9.975% TVQ	-		
TOTAL:	\$ -		
		Diminué de:	
		5% TPS	-
		9.975% TVQ	-
		TOTAL:	\$ -
		() inchangé	
		\$0.00	
Le délai d'exécution du contrat sera augmenté de _____ jours / () Inchangé			
Entrepreneur	Date	Signature	
Architecte	Date	Signature	
Ingénieur en mécanique/électricité	Date	Signature	
Ingénieur en structure	Date	Signature	
Gestionnaire de projet	Date	Signature	
Propriétaire	Date	Signature	
Directeur de projets, Gestion des installations et services auxiliaires, Université McGill			
Propriétaire	Date	Signature	
Vice Principal Adjoint, Gestion des installations et services auxiliaires			
Propriétaire	Date	Signature	
Vice Principal, Finance et Administration, Université McGill			



ANNEXE CG-2 : DEMANDE DE PAIEMENT

Gestion des installations et services auxiliaires
1010, rue Sherbrooke ouest
Montréal (Québec) H3A 2R7

Page 1 de 2

DEMANDE DE PAIEMENT

ANNEXE CG-2

DATE:		PROJET:			
PROPRIÉTAIRE			NO. PROJET:		
L'Institution royale pour l'avancement des sciences (Université McGill)			ENTREPRENEUR:		
		Travaux exécutés			
Description, Détails, Sous-contrats, Ordres de changement	Valeur des travaux à exécuter	%	A ce jour valeur	Lors de la dernière demande	Montant de la présente demande
SOUS-TOTAUX					

REMARQUES:



Gestion des installations et services auxiliaires
1010, rue Sherbrooke ouest
Montréal (Québec) H3A 2R7

Projet

Page 2 de 2

DEMANDE DE PAIEMENT

ANNEXE CG-2

Description, Détails, Sous-contrats, Ordres de changement	Valeur des travaux à exécuter	Travaux exécutés			Montant de la présente demande
		%	A ce jour valeur	Lors de la dernière demande	
TOTAUX:					

Taxe sur les produits et services (T.P.S) et taxe de vente du Québec (T.V.Q.)		Include <input type="checkbox"/>	N/A <input type="checkbox"/>
No. d'inscription aux fins de la T.P. S.:	_____		
No. d'inscription aux fins de la T.V.Q.:	_____		

	Signature	Date
Pour l'entrepreneur :	_____	_____
Pour l'architecte	_____	_____
Pour l'ingénieur en mécanique-électricité:	_____	_____
Pour l'ingénieur en structure:	_____	_____

**ANNEXE CG-3 : DÉCLARATION SOLENNELLE DE L'ENTREPRENEUR DANS L'EXÉCUTION DU CONTRAT
D'ENTREPRISE ENTRE**

Propriétaire : **L'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill**
(Ci-après Propriétaire)

ET

Entrepreneur : _____, (ci-après Entrepreneur)

No de Projet : _____

Nom du projet : _____

Nom du bâtiment ou des bâtiments : _____

Paiement progressif no _____ Date : _____

Indiquer si ce paiement vise la libération de la retenue

Je, _____, suis un représentant officiel de l'Entrepreneur où j'occupe le poste de _____ . Je déclare être parfaitement au courant des faits ci-dessous.

1. Tous les ouvriers employés pour lesdits travaux ont été payés jusqu'au _____ jour du mois de _____, 20____.
2. Tous les sous-traitants employés par l'Entrepreneur pour les travaux mentionnés ci-dessus ont été payés jusqu'au _____ jour de _____, 20____.
3. Tous les fournisseurs de matériaux utilisés dans lesdits travaux ont été payés jusqu'au _____ jour de _____, 20____.
4. Tous les impôts, retenues, taxes applicables en vigueur et tout autre paiement exigé par la loi et par contrat entre le Propriétaire et l'Entrepreneur en rapport avec l'Assurance-emploi, la Commission de la santé et de la sécurité du travail et tout règlement s'appliquant aux travaux mentionnés ci-dessus ont été faits suivant les lois et règlements correspondants.
5. Le terrain, l'immeuble du Propriétaire faisant l'objet des travaux sont libres de toute hypothèque légale pouvant résulter de la fourniture de main-d'œuvre ou de matériaux, ou encore de l'exécution de travaux d'entreprise ou de sous-entreprise, de même qu'aucune réclamation n'est actuellement pendante à l'égard de telles fournitures ou de tels matériaux en date du _____ jour de _____, 20____.

En foi de quoi, je fais cette déclaration solennelle en toute conscience et considérant qu'elle a la même valeur et les mêmes implications que si je l'avais faite sous serment en vertu de la *Loi sur la preuve* au Canada.

(Représentant officiel)

Affirmé devant moi en la Ville de _____, province de Québec.

Ce _____ jour du mois de _____ 20____.

(Commissaire à l'assermentation pour le Québec) / Numéro de ma commission

ANNEXE CG-4 : QUITTANCE PARTIELLE

No de Projet : _____
Nom du projet : _____
Nom du bâtiment ou des bâtiments : _____
Propriétaire : **L'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill**
(Ci-après Propriétaire)
Sous-traitant ou fournisseur : _____, (ci-après Compagnie)
Représentant dûment autorisé : _____, (ci-après Représentant)
Entrepreneur : _____, (ci-après Entrepreneur)
Date de début du sous-contrat : _____
Date du plus récent versement : _____
Description des travaux faisant l'objet
du sous-contrat : _____

Décompte numéro : _____
Montant total du contrat initial : _____ \$
Montant total du contrat ajouté des ordres de changement : _____ \$

Par l'entremise de notre Représentant dûment autorisé, la Compagnie déclare avoir reçu, de l'Entrepreneur la somme de (Montant en chiffres) : _____ \$
en date du : _____.
Date du plus récent versement

Nous reconnaissons également que le montant cumulatif reçu jusqu'à ce jour se chiffre à : _____ \$

à l'exception de la retenue contractuelle de 10 %, soit : _____ \$.

Ce montant cumulatif comprend également tous les travaux et/ou matériaux qui auraient pu être fournis en supplément du contrat initial jusqu'au : _____.

Par conséquent, la Compagnie donne quittance partielle à l'Entrepreneur pour le montant cumulatif cité plus haut.

Enfin, la Compagnie renonce à toute hypothèque légale sur le ou les immeuble(s) faisant l'objet du contrat mentionné en titre, et elle s'engage à faire radier à ses frais et sans délai toute hypothèque légale prise en raison des travaux exécutés et/ou matériaux fournis faisant l'objet du contrat et grevant, le cas échéant le ou les immeuble(s) susdit(s), et ce, jusqu'à concurrence du montant cumulatif reçu à ce jour.

Signé le _____ jour du mois de _____, 20____ à : _____.

Par _____ (Signature du représentant autorisé)

ANNEXE CG-5 :QUITTANCE FINALE

No de Projet : _____

Nom du projet : _____

Nom du bâtiment ou des bâtiments : _____

Propriétaire : **L'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill**

(Ci-après Propriétaire)

Sous-traitant ou fournisseur : _____ (ci-après Compagnie)

Représentant dûment autorisé : _____ (ci-après Représentant)

Entrepreneur : _____ (ci-après Entrepreneur)

Description des travaux faisant l'objet _____

du sous-contrat : _____

Montant total du contrat initial : _____ \$

Montant total du contrat ajouté des ordres de changement : _____ \$

Par l'entremise de son Représentant dûment autorisé, la Compagnie déclare avoir été payée intégralement (à 100%) de son contrat de sous-traitance et/ou fournisseur intervenu avec l'Entrepreneur, en regard du projet.

Ce montant cumulatif comprend également tous les travaux et/ou matériaux qui auraient pu être fournis en supplément du contrat initial.

Par conséquent, la Compagnie donne quittance finale à l'Entrepreneur pour les montants cités plus haut.

Enfin, la Compagnie renonce à toute hypothèque légale sur le ou les immeuble(s) faisant l'objet du contrat mentionné en titre, et elle s'engage à faire radier à ses frais et sans délai toute hypothèque légale prise en raison des travaux exécutés et/ou matériaux fournis faisant l'objet du contrat et grevant, le cas échéant le ou les immeuble(s) susdit(s).

Signé le _____ jour du mois de _____, 20____ à : _____.

Par _____ Signature du représentant autorisé

ANNEXE CG-6 : CERTIFICAT DE RÉCEPTION PROVISOIRE

Propriétaire L'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill	Entrepreneur
N° projet/Nom du projet	Date d'émission

En vertu du contrat qui lie le Propriétaire et l'entrepreneur général, nous, soussignés, ARCHITECTE et INGÉNIEUR, avons procédé à une inspection en vue de l'acceptation provisoire des travaux susmentionnés.

Nous déclarons, par la présente, qu'au meilleur de notre connaissance, les travaux prévus aux documents contractuels ont été exécutés à notre satisfaction et que les ouvrages à corriger ou à compléter ainsi que les travaux à parachever, s'il y a lieu, décrits en annexe, n'empêchent pas l'utilisation du bâtiment pour l'usage auquel il est destiné.

Le coût des corrections à effectuer est inférieur à 0,5% du montant total des travaux et est estimé à _____\$

Celui des travaux différés ne dépasse pas 5% de ce même coût et est estimé à _____\$

La liste des travaux décrits en annexe n'est pas exhaustive et ne dégage en rien l'entrepreneur de ses responsabilités civiles et contractuelles.

LISTE(S) DES TRAVAUX À CORRIGER ET/OU À COMPLÉTER ANNEXÉE(S)

	Spécialité	Date d'émission
	Architecture	
	Mécanique	
	Électricité	
	Structure	
	Autre (spécifié)	

Architecte - Signature	Ingénieur en structure - Signature
Ingénieur en mécanique-électricité - Signature	Autres (spécifier) - Signature

L'ENTREPRENEUR s'engage à parfaire l'ouvrage et les travaux figurant dans la liste annexée (inclut listes de l'architecte et des ingénieurs) et les rendre prêts dans les délais prévus pour l'inspection en vue de la réception définitive des travaux au plus tard dans les huit (8) mois suivants la date de prise de possession par le Propriétaire.

L'ENTREPRENEUR s'engage à fournir au Propriétaire, un certificat de recherche de tous les droits réels subsistants depuis la date de signature du contrat, émis au moins trente (30) jours suivant la date de l'acceptation de la réception provisoire des travaux par le Propriétaire.

Entrepreneur général (Nom en lettres moulées)	Signature / Date
--	------------------

<i>Vérifié par</i> Gestionnaire de projet (Nom en lettres moulées)	Signature / Date
---	------------------

Le PROPRIÉTAIRE accepte la réception provisoire des travaux et s'engage à prendre possession de l'ouvrage le _____ 20, soit dans les sept (7) jours suivant la date de la signature du présent certificat par l'entrepreneur (art. 51 des conditions générales du contrat).

Propriétaire (Nom en lettres moulées)	Signature / Date
--	------------------

ANNEXE CG-7 : CERTIFICAT DE RÉCEPTION DÉFINITIVE

Propriétaire L'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill	Entrepreneur
N° projet/Nom du projet	Date d'émission

Recommandation des professionnels

Nous, soussignés, et conformément à l'article 59 des Conditions générales du contrat qui lie le Propriétaire et l'entrepreneur général, avons procédé à une inspection des travaux exécutés par l'entrepreneur en vue de la signature du certificat de réception définitive des travaux.

Nous déclarons par la présente qu'au meilleur de notre connaissance, les travaux prévus aux documents contractuels ont été exécutés en date et recommandons au Propriétaire l'acceptation définitive des travaux, effective à compter du _____ du mois de _____ 20_____.

Architecte Signature

**Ingénieur
(Nom en lettres moulées)** Signature

L'entrepreneur général reconnaît et certifie l'exactitude des faits ci-dessus décrits.

**Entrepreneur général
(Nom en lettres moulées)** Signature / Date

Vérifié par

Gestionnaire de projet
(Nom en lettres moulées) Signature / Date

Le Propriétaire accepte la réception des travaux à compter du :

**Propriétaire
(Nom en lettres moulées)** Signature

ANNEXE CG-8 : COUT DE LA MAIN-D'OEUVRE, DES MATÉRIAUX ET DE L'ÉQUIPEMENT

Projet #
Bâtiment : «Nom_du_bâtiment»
Nom du projet :

L'**ENTREPRENEUR** doit faire la démonstration de chaque dépense liée à un changement. Le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement attribuable à l'exécution du changement aux travaux correspond aux coûts réels de l'**ENTREPRENEUR** et des sous-traitants, sur les éléments suivants :

1. Les salaires et charges sociales versés aux ouvriers conformément à une convention collective applicable ainsi qu'au contremaître et, le cas échéant, au surintendant qui supervise les salariés sur le chantier;
2. Les frais de déplacement et d'hébergement des salariés additionnels requis;
3. Le coût de tous les matériaux, produits, fournitures, incluant les matériaux incorporés à l'ouvrage en raison du changement aux travaux, y compris les frais de transport, d'entreposage et de manutention de ceux-ci, le tout correspondant au plus bas prix consenti à l'**entrepreneur** et aux sous-traitants;
4. Les taxes et autres droits imposés par toute autorité compétente sur la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement requis et auxquels l'**entrepreneur** est assujéti, à l'exclusion de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ) lorsque le **PROPRIÉTAIRE** en est exempt;
5. Le coût de transport et d'utilisation d'équipements et d'outils additionnels requis, autres que ceux à main utilisés par les salariés;
6. Le coût additionnel du contrôle de la qualité des travaux relatifs au changement par le responsable de l'assurance qualité ou le surintendant;
7. Les redevances et les droits de brevet applicables;
8. Les primes additionnelles de cautionnements et d'assurances que l'**entrepreneur** doit payer à la suite de l'augmentation du prix de son contrat;
9. Les frais d'énergie et de chauffage directement attribuables au changement;
10. Le coût d'enlèvement et d'élimination des ordures et débris attribuables au changement;
11. Les protections, installations temporaires et les ouvrages de sécurité additionnels nécessaires;
12. Tout autre coût de main-d'œuvre, de matériaux et d'équipement additionnel requis, non spécifié aux paragraphes qui précèdent et attribuable à l'exécution du changement.



Gestion des installations et services auxiliaires
1010, rue Sherbrooke ouest, 10e étage
Montréal, Québec H3A 2R7

ANNEXE CG-9 : CERTIFICAT DE PAIEMENT

Projet:	
No. de projet de McGill	
Certificat de Paiement No.	
Date:	
No. projet du Professionnel	
Professionnels	
VALEUR DU CONTRAT	
Montant original du contrat (avant taxes)	
Suppléments acceptés et Crédits acceptés (avant taxes)	
Montant du contrat à ce jour (avant taxes)	
T.P.S 5%	
T.V.Q. 9.975%	
Montant du contrat à ce jour (taxes incluses)	
APPROVAL STAMP	
Projet #	
PO #	
Code/Activité	
Gestionnaire de projet:	
Signature/Date	
Directeur de projets:	
Signature/Date	

Gestionnaire de Projet:	
No. Compte	
No. Réquisition	
Bon de Commande	
Code d'activité	
Entrepreneur	
PAIEMENT PROGRESSIF	
Travaux exécutés à date (avant taxes)	
Retenue	<10%>
Sous-total (avant taxes)	
Moins montant des certificats antérieurs (avant taxes)	
Montant du présent certificat (avant taxes)	
T.P.S. 5%	
T.V.Q. 9.975%	
Montant du présent certificat (taxes incluses)	

La présente certifie que conformément aux termes du contrat, la demande de paiement ci-jointe a été jugée raisonnable et qu'un montant de, (incluant toutes les taxes);
est payable à l'entrepreneur pour les travaux exécutés du: _____ au: _____

Émis par:	Date:	Signature

ANNEXE CG-10 : AVIS SALARIES ET FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVICES

Projet #
Bâtiment :
Nom du projet :

Soyez avisés qu'un cautionnement a été émis en faveur du Propriétaire aux fins de garantir l'exécution des obligations de l'entrepreneur, tant envers toute personne ayant droit à une hypothèque légale de construction qu'envers le Propriétaire, relativement au

Contrat n° _____

Cautionnement n° _____

Caution _____
(Nom et adresse)

Entrepreneur _____
(Nom et adresse)

Propriétaire L'Institution royale pour l'avancement des sciences/Université McGill
1010 rue Sherbrooke ouest, 10e étage
Montréal (Québec) H3A 2R7

(Nom et adresse)

Tout réclamant qui prétend avoir une créance impayée et qui se propose de réclamer judiciairement de la caution doit, avant de ce faire, donner lui-même ou faire donner un avis écrit par poste recommandée à la caution, à l'entrepreneur et/ou au sous-traitant concerné et au Propriétaire de son intention d'intenter une poursuite à la caution, en indiquant en même temps les détails de sa réclamation et l'endroit où il demeure.

Les dispositions du CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES du *Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1, r.3) trouvent application au présent AVIS AUX SALARIÉS, FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX, ETC.

Le Propriétaire

Note : L'entrepreneur est tenu d'afficher cet avis sur le chantier à un endroit à la vue du public et de s'assurer qu'il demeure affiché en tout temps.

ANNEXE CG-11: SÉCURITÉ INCENDIE SUR LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION

Tel que requis par le Code de prévention des incendies et le Code de construction du Québec, nous exigeons qu'un plan de sécurité incendie soit préparé, pour le chantier et présenté au Bureau de la prévention des incendies de l'Université McGill, avant le début de la construction.

Le **plan de sécurité incendie** devra inclure des mesures réglementaires pour les items suivants :

- Désignation et préparation du personnel responsable de la sécurité incendie (CNPI 2.14.1.2.)
- Accès aux équipements de protection, au chantier et bâtiment (CCQ 8.2.3.3)
- Extincteurs portatifs (CCQ 8.2.3.4.)
- Réseau de canalisation (CCQ 8.2.3.5.)
- Entretien des équipements de protection incendie (CNPI 2.14.1.2)
- Évacuation du bâtiment en construction (CCQ 8.2.3.7)
- Mesures d'urgence (CNPI 2.14.1.2.)
- Le contrôle des risques sur le site
 - Opérations de coupage et soudage (CNPI 5.2.)*
 - Dégagement entre les matériaux combustibles, les moteurs et équipements de chauffage (CCQ 8.2.3.9)
 - Stockage des matières dangereuses (CNPI 5.2)
 - Surveillance du chantier (CCQ 8.2.3.11)
 - Restriction de fumer (CNPI 2.4.2)

* Travaux par points chauds (CNPI 5.2)

Les mesures devront inclure les permis pour les travaux par points chauds exécutés sur le chantier. Les mesures devront inclure toutes les exigences réglementaires (CNPI 5.2.3.1 2.)

Les entrepreneurs doivent utiliser le système de permis de l'Université McGill pour les travaux par points chauds.

Articles du Code de construction du Québec 1995 applicables qui doivent être respectés sur nos chantiers de construction:

8.2.3. Sécurité incendie sur les chantiers de construction

8.2.3.1. Domaine d'application

1. La présente sous-section s'applique aux bâtiments et aux parties de bâtiment en construction ou faisant l'objet de transformations (voir l'annexe A).

8.2.3.2. Plan de sécurité incendie

1. Avant la construction, un plan de sécurité incendie conforme à la section 2.14. du CNPI doit être préparé pour le chantier.

8.2.3.3. Accès

1. Des accès à l'équipement de protection incendie, comme les bornes d'incendie, les raccords-pompiers et les extincteurs portatifs doivent être maintenus dégagés en permanence.
2. Dans la mesure du possible, des voies d'accès pour les véhicules du service d'incendie doivent être prévues jusqu'au chantier de construction (voir la note A-8.2.2.3.2).

3. Si un chantier de construction est clôturé de façon à en empêcher l'accès au public, il doit y avoir un accès pour le personnel et les véhicules du service d'incendie.

8.2.3.4. Extincteurs portatifs

1. Des extincteurs portatifs doivent être installés et entretenus conformément à la partie 6 du CNPI.
2. En plus des exigences du paragraphe 1), il faut prévoir des extincteurs portatifs :
 - a) près des postes de soudage et de coupage ;
 - b) dans les aires de stockage de combustibles ;
 - c) à proximité des moteurs à combustion interne ;
 - d) près des endroits où des gaz ou des liquides inflammables sont stockés ou manutentionnés ;
 - e) près des appareils à mazout et à gaz non permanents ; et
 - f) à proximité des fondoirs de bitume.
3. Les extincteurs exigés aux paragraphes 1) et 2) doivent être au moins de la catégorie :
 - a) 2-A:10-B:C pour l'équipement mobile ; ou
 - b) 4-A:40-B:C partout ailleurs.

8.2.3.5. Réseau de canalisations

1. Si un réseau de canalisations d'incendie est prévu dans un bâtiment, il doit être installé progressivement au cours de la construction, conformément à l'article 3.2.5.9.

8.2.3.6. Opérations de coupage et soudage

1. Les opérations de coupage et de soudage doivent être conformes à la section 5.2. du CNPI.

8.2.3.7. Évacuation

1. Dans les parties de bâtiment en construction, au moins une issue doit être accessible et utilisable en tout temps.

8.2.3.9. Dégagements

1. Le dégagement entre les matériaux combustibles et les moteurs à combustion interne doit être conforme à l'article 8.2.2.10.
2. Le dégagement entre les matériaux combustibles et l'équipement de chauffage non permanent, y compris les conduits de fumée, doit être conforme à la partie 6 ou respecter les minimums indiqués sur les fondoirs de bitume homologués.

8.2.3.11. Surveillance

1. Sauf si le bâtiment comprend un système d'alarme incendie ou une installation similaire jugée acceptable par l'autorité compétente, il faut prévoir un service de surveillance avec des rondes à intervalles ne dépassant pas 1 h si une partie du bâtiment est occupée pendant les travaux de construction.

2. Dans les bâtiments occupés avant l'achèvement des travaux de construction, il faut prendre des mesures pour que le personnel de surveillance puisse déclencher l'alarme et avertir le service d'incendie.

SÉCURITÉ INCENDIE POUR LES TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS

Articles du Code National de Prévention des Incendies 1995 applicables qui doivent être respectés sur nos chantiers de construction:

Section 5.2 : Travaux par points chauds

5.2.1. Généralités

5.2.1.1. Domaine d'application

1. La présente section s'applique à tous les travaux utilisant une flamme nue ou produisant de la chaleur ou des étincelles, notamment le découpage, le soudage, le brasage, le meulage, la fixation par collage, la métallisation à chaud et le dégellement des canalisations.
2. Sauf indication contraire dans la présente section, les travaux par points chauds mentionnés au paragraphe 1) doivent être conformes à la norme CSA-W117.2, « Safety in Welding, Cutting and Allied Processes ».

5.2.3. Prévention des incendies

5.2.3.1. Emplacement

1. Sous réserve du paragraphe 2), les travaux par points chauds doivent être effectués dans des aires exemptes de matières combustibles et dont les murs, plafonds et planchers sont de construction incombustible ou revêtus de matériaux incombustibles.
2. Si, pour des raisons d'ordre pratique, les travaux par points chauds ne peuvent être effectués dans les aires décrites au paragraphe 1) :
 - a. il faut protéger les matières combustibles et inflammables se trouvant dans un rayon de 15 m du poste de travail, conformément à l'article 5.2.3.2. ;
 - b. il faut assurer une surveillance constante des risques d'incendie au cours des travaux et au moins durant quatre (4) heures suivant leur achèvement, conformément à l'article 5.2.3.3.
3. Si des étincelles sont susceptibles d'atteindre les matériaux combustibles stockés dans des aires adjacentes à celle des travaux par points chauds :
 - a. les ouvertures dans les murs, planchers ou plafonds doivent être obturées ou recouvertes afin d'empêcher le passage des étincelles ; et
 - b. le paragraphe 2) s'applique à ces aires adjacentes.

5.2.3.2. Protection des matières combustibles et inflammables

1. Les matières, les poussières et les résidus combustibles et inflammables doivent :
 - a. être enlevés de l'aire des travaux par points chauds ; ou

- b. être protégés contre l'inflammation au moyen de matériaux incombustibles.
2. Les matières et les revêtements combustibles qui ne peuvent être enlevés ou protégés conformément au paragraphe 1) doivent être maintenus mouillés pendant toute la durée des travaux par points chauds.
3. Là où s'effectuent des travaux par points chauds, il faut interrompre toute opération ou activité qui produit des gaz ou des vapeurs inflammables, des poussières combustibles ou des fibres combustibles en suspension, en quantité suffisante pour constituer un risque de feu ou d'explosion.

5.2.3.3. Surveillance des risques d'incendie

1. Des personnes équipées de matériel d'incendie et qui ont reçu la formation nécessaire doivent inspecter les aires mentionnées aux paragraphes 5.2.3.1. 2) et 3) afin de déceler tout danger d'inflammation des matériaux combustibles.

5.2.3.4. Récipients, matériel ou canalisations

1. Il est interdit d'effectuer des travaux par points chauds sur des récipients, du matériel ou des canalisations ayant contenu des liquides inflammables, des liquides combustibles ou des gaz inflammables de classe 2.1, à moins qu'ils aient été nettoyés et vérifiés au moyen d'un détecteur de gaz afin de s'assurer de l'absence de vapeurs explosives.
2. Il est interdit d'effectuer des travaux par points chauds sur des récipients scellés.
3. Il est interdit d'effectuer des travaux par points chauds sur des objets métalliques en contact avec des matériaux combustibles, à moins que des mesures de sécurité n'aient été prévues pour empêcher l'inflammation de ces matériaux par conduction.

5.2.3.5. Proximité de canalisations

1. Si des travaux par points chauds doivent être exécutés à proximité de canalisations de gaz inflammable de classe 2.1, ces dernières doivent :
 - a. être conformes au paragraphe 5.2.3.4. 1) ; ou
 - b. être protégées par une barrière thermique.

5.2.3.6. Matériel de lutte contre l'incendie

1. Au moins un extincteur portatif conforme à la partie 6 doit être fourni aux endroits où il y a des travaux par points chauds.

5.2.3.7. Plan de sécurité incendie

1. Le plan de sécurité incendie exigé dans les bâtiments ou les endroits décrits à l'article 2.8.1.1. doit comporter les mesures de sécurité mentionnées dans la présente sous-section et applicables aux travaux par points chauds.

Section 2.8 : Mesures d'urgence

2.8.1. Généralités

2.8.1.1. Domaine d'application

1. Il faut prévoir des mesures d'urgence en cas d'incendie, conformément à la présente section :
 - a. dans tout bâtiment contenant un établissement de réunion ou un établissement de soins ou de détention;
 - b. dans tout bâtiment pour lequel le CNB exige un système d'alarme incendie;
 - c. sur les chantiers de démolition et de construction visés par la section 2.14.;
 - d. dans les aires de stockage pour lesquelles un plan de sécurité incendie est exigé, conformément aux articles 3.2.2.6. et 3.3.2.9.;
 - e. dans les aires où des liquides inflammables et des liquides combustibles sont stockés ou manutentionnés, conformément à l'article 4.1.5.6., et
 - f. dans les aires où l'on effectue des opérations ou des procédés dangereux, conformément à l'article 5.1.5.1.

Section 2.14 : Chantiers de construction et de démolition

2.14.1.2. Plan de sécurité incendie

1. Avant de commencer des travaux de construction ou de démolition, un plan de sécurité incendie conforme à la section 2.8. doit être préparé pour le chantier.
2. Le plan de sécurité incendie doit comprendre :
 - a. la désignation et la préparation du personnel responsable de la sécurité incendie, y compris un service de surveillance des risques d'incendie, le cas échéant ;
 - b. les mesures d'urgence à prendre en cas d'incendie, y compris :
 - i. le déclenchement de l'alarme ;
 - ii. l'avertissement du service d'incendie ;
 - iii. les instructions pour le personnel sur la marche à suivre après le déclenchement de l'alarme incendie ; et
 - iv. les méthodes de lutte contre l'incendie ;
 - c. le contrôle des risques à l'intérieur (incluant le permis pour les travaux à chaud) et autour du bâtiment (voir l'annexe A) ; et
 - d. l'entretien des installations de lutte contre l'incendie (voir l'annexe A).

2.14.1.3. Sécurité incendie

1. La sécurité incendie aux abords des chantiers de construction et de démolition doit être conforme à la partie 8 du CCQ.

ANNEXE CG-12 : ATTESTATION DE PRISE DE POSSESSION ANTICIPÉE

Propriétaire L'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill	Entrepreneur																					
N° projet/Nom du projet	Date d'émission																					
Liste(s) des travaux à corriger et/ou à compléter annexée(s)																						
<table border="1" style="margin: auto; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 5%;"></th> <th style="width: 45%;">Spécialité</th> <th style="width: 50%;">Date d'émission</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td>Architecture</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>Mécanique</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>Électricité</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>Structure</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>Autre (spécifié)</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>			Spécialité	Date d'émission		Architecture			Mécanique			Électricité			Structure			Autre (spécifié)				
	Spécialité	Date d'émission																				
	Architecture																					
	Mécanique																					
	Électricité																					
	Structure																					
	Autre (spécifié)																					
Architecte - Signature	Ingénieur en structure - Signature																					
Ingénieur en mécanique-électricité - Signature	Autres (spécifier) - Signature																					
<p>1. La présente atteste la prise de possession, par le Propriétaire et avec l'assentiment de l'Entrepreneur, de la partie suivante du présent ouvrage avant la fin des travaux (si besoin est annexer une description plus détaillée):</p> <hr style="border: 1px solid black;"/> <p>2. Cette prise de possession n'affecte en rien les droits du Propriétaire relativement à la qualité des travaux et au degré d'achèvement de l'ouvrage et ne modifie en rien les droits et obligations des parties, sauf pour ce qui est expressément indiqué dans la présente.</p> <p>3. Le Propriétaire, reconnaissant que l'état des travaux lui rend possible la prise de possession, aux fins indiquées dans l'annexe ci-jointe, s'engage :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ à maintenir en bon état, à ses frais et dépens, les lieux visés par la présente ; ▪ à rembourser à l'entrepreneur les frais, découlant de la prise de possession, que celui-ci aura pu encourir ; ▪ à assumer la responsabilité de tout dommage qu'il aura pu causer à l'ouvrage ; ▪ à permettre à l'Entrepreneur l'accès à toute partie de l'ouvrage, aux moments convenus lorsqu'il s'agit de terminer les travaux, et en tout temps lorsqu'il s'agit de raisons de sécurité se rapportant aux travaux. <p>4. L'Entrepreneur s'engage :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ à permettre au Propriétaire, en tout temps et en toute sécurité, le libre accès aux lieux et à y respecter son intimité. ▪ à fournir les services requis, conformément à la description contenue dans l'annexe ci-jointe. <p>5. Les parties conviennent des autres conditions énoncées dans l'annexe ci-jointe.</p>																						
<p>L'entrepreneur général accepte la prise de possession anticipée à compter du : JOUR DU MOIS DE 20</p>																						
Entrepreneur général (Nom en lettres moulées)	Signature / Date																					
Vérifié par Gestionnaire de projet (Nom en lettres moulées)	Signature / Date																					
<p>Le Propriétaire accepte la prise de possession anticipée à compter de la date ci-haut mentionnée.</p>																						
Propriétaire (Nom en lettres moulées)	Signature																					

DOCUMENT 5 – CONTRATDocuments :

Contrat

Annexe C-1 (a.12) : Cautionnement d'exécution

Annexe C-2 (a.12) : Cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services

Annexe C-3 : Avenant à la police de responsabilité civile

Annexe C-4 : Avenant à la police d'assurance des chantiers

Convention signée aux lieux et date ci-après mentionnés entre :

Description du Propriétaire	Nom : L'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill	
	Adresse : 1010 rue Sherbrooke Ouest, 10 ^e étage	
	Ville : Montréal	Code Postal : H3A 2R7
	Représenté par :	

ET

Description de l'entrepreneur	Nom :	
	Adresse :	
	Ville :	Code Postal :
	Représenté par :	
	Résolution (annexe copies) :	

LESQUELS S'ENGAGENT COMME SUIT :

ARTICLE I

Projet No.	
Nom du Projet	
Bâtiment :	

Description des travaux

ARTICLE II

La soumission de l'entrepreneur, le présent document, ceux énumérés ci-après et leurs modifications, dûment signés ou paraphés par les parties ou leur représentant désigné, font partie intégrante du contrat et lient les parties. Le présent document a préséance s'il y a divergence entre celui-ci et ceux énumérés ci-après :

Documents contractuels

DOCUMENTS	<u>Datés</u> :
Annexe IS-1 – Formule de soumission	
Annexe IS-2 – Offre de prix	
Annexe IS-3 – Prix ventilé de la soumission	
Annexe IS-4 – Déclaration des prix unitaires (si requis)	
Annexe IS-5 – Déclaration des prix séparés (si requis)	
Annexe IS-7 – Cautionnement de soumission (si requis) - Référence : - Émis par :	
Lettre d'engagement pour cautionnement de soumission (si requis) - Référence : - Émis par :	
Annexe IS-8 – Formule de résolution de signature ou équivalent	

Annexe CG-A – Liste des sous-traitants (si requis)	
Annexe C-1 – Cautionnement d’exécution (si requis) - Référence : - Émis par :	
Annexe C-2 – Cautionnement des obligations pour gage, matériaux et services (si requis) - Référence : - Émis par :	
Annexe C-3 – Avenant à la police de responsabilité civile - Référence : - Émis par :	
Annexes C-4 – Avenant à la police d’assurance des chantiers - Référence : - Émis par :	
Certificats d’assurances - Référence : - Émis par :	
DOCUMENTS SUIVANTS TELS QUE PUBLIÉS À L’APPEL D’OFFRES PUBLIC SUR SEAO # _____ OU, SELON LE CAS, DOCUMENTS SUIVANTS TELS QUE SOUMIS PAR COURRIEL LE ____ (DATE)	
Cahier des charges - Émis par :	
Addendum No. Xxx - Émis par :	
Devis – Architecture - Émis par :	
Devis – Mécanique / Électrique - Émis par :	
Devis – Structure - Émis par :	
Plans – Architecture - Émis par : - Description (liste des dessins)	
Plans – Mécanique / Électrique - Émis par : - Description (liste des dessins)	
Plans – Structure - Émis par : - Description (liste des dessins)	

ARTICLE IIIMontant du contrat

Le présent contrat est conclu pour la somme forfaitaire de
(PRIX DE SOUMISSION INCLUANT LES TAXES APPLICABLES) :

en monnaie légale du Canada, **incluant** le coût des permis (à l'exception du permis de construction), licences, primes, redevances, frais et droits de douane, taxes applicables en vigueur et tout autre frais direct ou indirect inhérent au contrat; cette somme est sujette aux rajustements qui peuvent être rendus nécessaires subséquemment selon les dispositions des documents contractuels. Copie de la soumission est annexée aux présentes.

ARTICLE IVObligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur s'engage pour le compte du Propriétaire à :

- Fournir les matériaux, l'outillage et la main d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux tels que définis par les plans, devis, bulletins, addenda et détails préparés à cet effet et à exécuter tous les travaux qui, bien que non spécifiquement mentionnés, pourraient être requis, suivant l'esprit des documents précités;
- Débuter les travaux au plus tard dans les dix (10) jours à compter de la date de la signature de la totalité des documents et les rendre prêts pour la réception provisoire au plus tard _____;
- Respecter tous les délais mentionnés aux présentes, lesquels font partie de l'essence du présent contrat;
- Assurer les obligations de maître d'œuvre telles définies dans la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., chapitre S-2.1).
- Ne pas faire cession du contrat, en tout ou en partie, sans le consentement exprès et écrit du Propriétaire ou son représentant désigné.

ARTICLE VObligations du Propriétaire

Le Propriétaire s'engage à :

- Verser à l'entrepreneur la somme forfaitaire mentionné à l'article III du présent document, lequel montant inclut le coût des permis, primes, redevances et tout autre frais direct et indirect inhérent au contrat et toutes autres taxes applicables en vigueur.
- Cette somme est sujette aux rajustements qui peuvent être rendus nécessaires subséquemment selon les dispositions des documents contractuels.
- Effectuer les paiements et retenues selon les modalités prévues aux conditions générales qui font parties du présent contrat.

ARTICLE VIHypothèques légales

Pour faire face aux hypothèques légales de construction, le Propriétaire se réserve le droit de retenir, à même les paiements effectués à l'entrepreneur, un montant égal à l'hypothèque légale augmenté de 20%.

ARTICLE VIIAssurances

L'entrepreneur a fourni et le Propriétaire accepte les avenants aux polices d'assurance telle que prévu par les annexes C-3 et C-4 du cahier des charges, à savoir:

Cautionnement

L'entrepreneur a fourni et le Propriétaire, accepte un cautionnement d'exécution tel que prévu par l'annexe C-1 du cahier des charges à savoir :

et un cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services tel que prévu par l'annexe C-2 du cahier des charges à savoir :

L'entrepreneur s'engage à afficher à l'emplacement des travaux, un avis indiquant qu'un cautionnement du paiement de la main-d'œuvre et des matériaux est en vigueur, ainsi que le nom et l'adresse de la Caution, la définition des personnes couvertes par le cautionnement et un exposé de la marche à suivre pour présenter une réclamation.

ARTICLE VIIIOrdre de changement

Toute modification apportée aux documents contractuels doit faire l'objet d'un ordre de changement paraphé par les parties lequel constitue un avenant au présent contrat.

Les autorisations nécessaires devront être obtenues en conformité avec les dispositions contenues dans les conditions générales.

ARTICLE IXAvis

Tout avis ou communication de l'entrepreneur aux professionnels, prévu aux documents contractuels, doit comporter une copie expédiée au gestionnaire de projet.

Pour tout sujet d'ordre contentieux, l'avis ou la communication doit être expédiée au Propriétaire, avec copie au gestionnaire de projet et au professionnel. Ils seront censés valablement être transmis et envoyés si mis à la poste, par courrier recommandé, à l'adresse respective de chacune des parties ci-après :

Gestionnaire de projet :

Nom :

Adresse : 1010 rue Sherbrooke Ouest, 10^e étage, Montréal (Québec) H3A 2R7

Tél :

Professionnel :

Nom :

Adresse :

Ville :

Tél. :

ARTICLE X

Convention

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et rescinde toute convention, pourparlers, et autres accords intervenus entre elles antérieurement à la signature de ce document.

Élection de domicile

Pour les fins du présent contrat, l'entrepreneur fait élection de domicile au bureau du greffier agissant dans et pour le district judiciaire du Propriétaire.

En foi de quoi les parties aux présentes ont souscrit au présent contrat en y apposant respectivement leurs seings à Montréal le ____ jour de _____, 20__.

Dont acte signé et délivré en présence des soussignés :

Témoïn

Entrepreneur Inc.

N° RBQ : _____

Représentant(e) – McGill

Représentant(e) - McGill

ANNEXE C-1 : CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION
Travaux de construction

La _____
(Nom de la CAUTION)

dont l'établissement principal est situé à _____

(Adresse de la CAUTION)

ici représentée par _____
(Nom et titre)

dûment autorisé, ci-après appelée la **CAUTION**, après avoir pris connaissance de la soumission dûment acceptée, par :

(Identification du PROPRIÉTAIRE)

ci-après appelé le **PROPRIÉTAIRE**, pour

Projet No.	
Nom du Projet	
Bâtiment :	

(Description de l'ouvrage et l'endroit)

et au nom de _____
(Nom de l'ENTREPRENEUR)

dont l'établissement principal est situé à :

(Adresse de l'ENTREPRENEUR)

ici représenté par _____
(Nom et titre)

dûment autorisé, ci-après appelée l'**ENTREPRENEUR**, s'oblige conjointement et solidairement avec l'**ENTREPRENEUR** envers le **PROPRIÉTAIRE** à exécuter le contrat, y compris, et sans limitation, toutes les obligations relevant des garanties, pour la réalisation de l'ouvrage décrit ci-dessus conformément à l'appel d'offres, la **CAUTION** ne pouvant en aucun cas être appelée à payer plus que _____ dollars (_____ \$) **incluant les taxes applicables.**

1. La **CAUTION** consent à ce que le **PROPRIÉTAIRE** et l'**ENTREPRENEUR** puissent en tout temps faire des modifications au contrat, sous réserve du droit de la **CAUTION** d'en être informée sur demande

conformément à l'article 2345 du *Code civil du Québec*, et elle consent également à ce que le **PROPRIÉTAIRE** accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.

2. Au cas d'inexécution du contrat par l'**ENTREPRENEUR**, y compris les travaux relevant des garanties, la **CAUTION** assume les obligations de l'**ENTREPRENEUR** et, le cas échéant, entreprend et poursuit les travaux requis dans les quinze (15) jours de l'avis écrit qui lui est donné à cet effet par le **PROPRIÉTAIRE**, à défaut de quoi le **PROPRIÉTAIRE** peut faire compléter les travaux et la **CAUTION** doit lui payer tout excédant du prix arrêté avec l'**ENTREPRENEUR**, **incluant les taxes applicables**, pour l'exécution du contrat.
3. Le présent cautionnement couvre tout défaut dénoncé par un avis écrit du **PROPRIÉTAIRE** à l'**ENTREPRENEUR** avant la fin de la deuxième année suivant la réception de l'ouvrage au sens de l'article 2110 du *Code civil du Québec*.
4. Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.
5. L'**ENTREPRENEUR** intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et sans effet.

EN FOI DE QUOI, la **CAUTION** et l'**ENTREPRENEUR**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présentes à _____ le __ jour de _____, 20__.

La **CAUTION**

(Témoïn)

(Signature)

(Nom du signataire en lettres moulées)

(Titre du signataire en lettres moulées)

L'**ENTREPRENEUR**

(Témoïn)

(Signature)

(Nom du signataire en lettres moulées)

(Titre du signataire en lettres moulées)

ANNEXE C-2 : CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES**Travaux de construction**

La _____

(Nom de la CAUTION)

dont l'établissement principal est situé à _____

(Adresse de la CAUTION)

ici représentée par _____

(Nom et titre)

dûment autorisé, ci-après appelée la **CAUTION**, après avoir pris connaissance de la soumission dûment acceptée, par :

(Identification du PROPRIÉTAIRE)

ci-après appelé le **PROPRIÉTAIRE**, pour

Projet No.	
Nom du Projet	
Bâtiment :	

(Description de l'ouvrage et l'endroit)

et au nom de _____

(Nom de l'ENTREPRENEUR)

dont l'établissement principal est situé à :

(Adresse de l'ENTREPRENEUR)

ici représenté par _____

(Nom et titre)

dûment autorisé, ci-après appelée l'**ENTREPRENEUR**, s'oblige conjointement et solidairement avec l'**ENTREPRENEUR** envers le **PROPRIÉTAIRE** à payer directement les créanciers définis ci-après, la **CAUTION** ne pouvant en aucun cas être appelée à payer plus que __________ dollars (_____ \$) **incluant les taxes applicables.**

1. Par créancier, on entend :

- 1.1 tout sous-traitant de l'**ENTREPRENEUR**;

toute personne physique ou toute personne morale qui a vendu ou loué à l'**ENTREPRENEUR** ou à ses sous-contractants des services, des matériaux ou du matériel destinés exclusivement à l'ouvrage, le prix de location de matériel étant déterminé uniquement selon les normes courantes de l'industrie de la construction;
 - 1.2 tout fournisseur de matériaux spécialement préparés pour cet ouvrage et pour ce contrat;
 - 1.3 la Commission de la santé et de la sécurité du travail, en ce qui concerne les cotisations découlant de ce contrat;
 - 1.4 la Commission de la construction du Québec, en ce qui concerne les cotisations découlant de ce contrat.
2. La **CAUTION** consent à ce que le **PROPRIÉTAIRE** et l'**ENTREPRENEUR** puissent en tout temps faire des modifications au contrat, sous réserve du droit de la **CAUTION** d'en être informée sur demande conformément à l'article 2345 du *Code civil du Québec*, et elle consent également à ce que le **PROPRIÉTAIRE** accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.
 3. Sous réserve de l'article 3, aucun créancier n'a de recours direct contre la **CAUTION** que s'il lui a adressé, ainsi qu'à l'**ENTREPRENEUR**, une demande de paiement dans les 120 jours suivant la date à laquelle il a terminé ses travaux ou fourni les derniers services, matériaux ou matériel.

Tout créancier qui n'a pas un contrat directement avec l'**ENTREPRENEUR** n'a de recours direct contre la **CAUTION** que s'il a avisé par écrit l'**ENTREPRENEUR** de son contrat dans un délai de 60 jours du commencement de la location ou de la livraison des services, des matériaux ou du matériel, tel avis devant indiquer l'ouvrage concerné, l'objet du contrat, le nom du sous-traitant, et le **PROPRIÉTAIRE** concerné.

Un sous-traitant n'a de recours direct contre la **CAUTION** pour les retenues qui lui sont imposées par l'**ENTREPRENEUR** que s'il a adressé une demande de paiement à la **CAUTION** et à l'**ENTREPRENEUR** dans les 120 jours suivant la date à laquelle ces retenues étaient exigibles.
 4. Tout créancier peu poursuivre la **CAUTION** après l'expiration des 30 jours qui suivent l'avis prévu à l'article 4, pourvu que la poursuite ne soit pas intentée avant les 90 jours de la date à laquelle les travaux du créancier ont été exécutés ou de la date à laquelle les derniers services, matériaux ou matériel ont été fournis.
 5. Tout paiement effectué de bonne foi en vertu des présentes a pour effet de réduire d'autant le montant du présent cautionnement.
 6. Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.
 7. L'**ENTREPRENEUR** intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et sans effet.

EN FOI DE QUOI, la **CAUTION** et l'**ENTREPRENEUR**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présentes à _____

le _____ jour de _____ 20_____.

La CAUTION

(Témoïn)

(Signature)

(Nom du signataire en lettres moulées)

(Titre du signataire en lettres moulées)

L'ENTREPRENEUR

(Témoïn)

(Signature)

(Nom du signataire en lettres moulées)

(Titre du signataire en lettres moulées)

Annexe C-3 : AVENANT À LA POLICE DE RESPONSABILITÉ CIVILE *

1 - Le présent avenant s'applique au projet:

Projet No.	
Nom du Projet	
Bâtiment :	

2- L'assuré est

(Nom de l'entrepreneur)

Et

L'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill
(Propriétaire)

- 3 - La protection accordée par cette police s'applique à toute action intentée par tout assuré contre tout autre assuré, de la même manière que si des polices séparées avaient été émises en faveur de chacun d'eux.
- 4 - Si le contrat confié à l'entrepreneur assuré par cette police ne représente qu'une ou plusieurs phases d'un ensemble, les phases déjà terminées en vertu d'autre contrat d'exécution ne seront pas considérées comme des biens sous les soins, garde et contrôle de l'assuré.
- 5 - La protection relative aux produits, y compris les travaux terminés, demeurera en vigueur au moins un an après la réception définitive des travaux, que les autres sections de la police soient demeurées en vigueur ou non.
- 6 - La police ne pourra être annulée ou la couverture réduite, sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au propriétaire.
- 7 - Tout avis, certificat ou correspondance de l'assureur au propriétaire sera adressé à

Gestion des installations et services auxiliaires
Université McGill
1010 rue Sherbrooke ouest, 10^e étage
Montréal, Québec, H3A 2R7

Attaché et faisant partie de la police _____ émise par :

Nom de l'assureur

Représentant autorisé (signature originale)

Date

Étampe:



(* L'entrepreneur doit faire compléter, étamper et signer ce document par l'assureur et l'annexer au certificat d'assurance responsabilité civile.

Annexe C-4 : AVENANT À LA POLICE D'ASSURANCE DES CHANTIERS

- 1 - Le présent avenant s'applique au projet:

Projet No.	
Nom du Projet	
Bâtiment :	

- 2- L'assuré est

(Nom de l'entrepreneur)

Et

L'Institution royale pour l'avancement des sciences / Université McGill

(Propriétaire)

- 3 - Dans les limites de la durée du contrat d'assurance, la couverture consentie par cette police sera gardée en vigueur jusqu'à la réception sans réserve des travaux et/ou si ledit bâtiment devient occupé en entier ou en partie avant telle réception, l'assureur se réservant le droit d'ajuster la prime à compter de la date de l'occupation.
- 4 - En cas de sinistre, dès que l'assureur aura fait les constatations nécessaires en vue de l'évaluation de la perte, il en avisera par écrit l'entrepreneur et prendra entente avec lui afin que celui-ci puisse commencer les réparations.
- 5 - En cas de dommages à des matériaux, poutres, colonnes, murs ou membrures destinés à porter des charges comme parties de l'ossature du bâtiment, aucun ne pourra être réutilisé ou réparé sans l'assentiment écrit des professionnels à l'emploi du propriétaire, soit à titre d'employés, soit à titre de conseillers.
- 6 - Étant précisé que tout acte ou omission de la part d'un des coassurés désignés dans cette police, qui n'aura pas été portée à la connaissance de l'autre coassuré, n'aliénera ni ne préjudiciera les droits et les intérêts de l'autre coassuré de ladite police.
- 7 - En cas de sinistre, les frais encourus par le propriétaire en paiement de services professionnels et autres frais relatifs au sinistre seront inclus dans la réclamation finale de l'assuré et payables par l'assureur.
- 8 - La police ne pourra être annulée ou la couverture réduite, sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé au propriétaire.
- 9 - Tout avis, certificat ou correspondance de l'assureur au propriétaire sera adressé à:

Gestion des installations et services auxiliaires
Université McGill
1010, rue Sherbrooke Ouest, 10^e étage
Montréal, Québec, H3A 2R7

Attaché et faisant partie de la police _____ émise par :

Nom de l'assureur

Représentant autorisé (signature originale)

Date

Étampe:



(*) L'Entrepreneur doit faire compléter, étamper et signer ce document par l'assureur et l'annexer au certificat d'assurance des chantiers.